

**DEPARTMENT OF COMMUNICATIONS/
MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS**

**TELEVISION INDUSTRIE SUMMIT
SOMMET SUR L'INDUSTRIE DE LA TÉLÉVISION**

**THE HON. PERRIN BEATTY, CHAIRMAN
L'HON. PERRIN BEATTY, PRÉSIDENT**

HELD AT:

Four Seasons Hotel
Montreal, Quebec

December 9, 1991

TENU À:

Hôtel Quatre Saisons
Montréal (Québec)

Le 9 décembre 1991

Volume 1

StenoTran

HE
8689.9
C3
B43
1991
v.1

**DEPARTMENT OF COMMUNICATIONS /
MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS**

20
**TELEVISION INDUSTRIE SUMMIT . . .
SOMMET SUR L'INDUSTRIE DE LA TÉLÉVISION**

1/
**THE HON. PERRIN BEATTY, CHAIRMAN
L'HON. PERRIN BEATTY, PRÉSIDENT**

HELD AT:

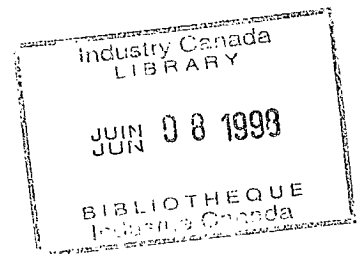
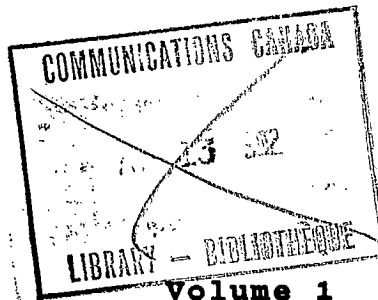
Four Seasons Hotel
Montreal, Quebec

December 9, 1991

TENU À:

Hôtel Quatre Saisons
Montréal (Québec)

Le 9 décembre 1991



StenoTran

1 Montréal (Québec)

2 --- La réunion débute à 9 h 00 le 9 décembre 1991

3 LA MODÉRATRICE: Mesdames et
4 messieurs, dans quelques minutes vous entendrez la
5 déclaration d'ouverture du ministre des
6 Communications.

7 Ladies and gentlemen, welcome to
8 the television industry summit assembled here by
9 the Minister of Communications, the Hon. Perrin
10 Beatty, which brings together the principal
11 representatives of the television industry in
12 Canada.

13 During the next two days you will
14 be able to follow the broadcast of this summit
15 direct from Montreal through your cable
16 distributor.

17 In a few moments you will hear the
18 opening statement by the Minister of
19 Communications.

20 LE PRÉSIDENT: A l'ordre, s'il
21 vous plaît. Ladies and gentlemen, could we call
22 this meeting to order, please. I'm not used to
23 speaking to music; this is a new experience for
24 me.

25 Bonjour, mesdames et messieurs.

1 Welcome, ladies and gentlemen, to the first ever
2 summit on the future of Canadian broadcasting. We
3 are delighted by your presence here today.

4 Je suis heureux de vous retrouver
5 ici ce matin. La tenue de ce sommet est à la fois
6 le signe d'un progrès considérable et commence un
7 dialogue...

8 INTERPRETER: This summit is the
9 beginning of a dialogue which will allow us to
10 arrive at concrete solutions. Yes, in fact for
11 the first time all of the key members of industry
12 are brought together in order that we may together
13 look at the economic situation of Canadian T.V.

14 THE CHAIRMAN: ...each morning.
15 It's extraordinary even to find such tremendous...

16 INT.: Il est extraordinaire de
17 voir tous ces représentants de l'industrie dans
18 une pièce. Il y a eu beaucoup de travail à la
19 préparation de cette réunion et, en fait, c'est un
20 signe...

21 THE CHAIRMAN: ...and to ensuring
22 that the economic health of the industry is
23 fostered in Canada.

24 We have often said that the
25 Canadian broadcasting system is one of the most

1 admirable in the world, because of its reach and
2 its variety. This is true, but we cannot overlook
3 the fact that public and private television are
4 both undergoing a difficult period, and to quote
5 the Girard-Peters Report, "little relief is in
6 sight unless measures are promptly taken to
7 redress the situation".

8 The situation demanded study.
9 Created in August of 1990 for this very purpose,
10 the task force on the economic status of
11 television was mandated to make recommendations to
12 the Minister which would permit all members of the
13 industry to develop an effective and coherent
14 industrial strategy.

15 These recommendations were made
16 public last March. This was only the first step
17 in the process, and now it's incumbent on all of
18 us to follow through. It was precisely with this
19 in mind that I announced last June our intention
20 to hold this broadcasting summit.

21 With television viewing occupying
22 approximately 30 to 40 per cent of individuals'
23 free time in western societies, and given the
24 defining role which television plays in our
25 cultures, we must take every step possible to

1 ensure that the industry prospers.

2 Also, if this summit occupies
3 itself primarily with the financial health of
4 television, we must not forget the radio sector
5 for which we have set up a parallel process. I
6 welcome the creation of the Radio Action Plan
7 Consultative Group, comprising representatives of
8 the Canadian Association of Broadcasters and
9 officials from my department to initiate the long
10 overdue revitalization of this sector.

11 When we first started to discuss
12 this summit several months ago one of the people
13 here today posed an obvious question. He asked
14 "What can we expect to result from the
15 conference?" You are entitled to hear my answer
16 before we go any further, and Canadians are
17 entitled to judge our progress based on this
18 response.

19 First, let me tell you what the
20 summit won't do. If any of us expects that we can
21 guarantee the prosperity, or even the survival of
22 each of the individual players in the industry,
23 it's a guarantee that none of us can give. The
24 environment in which you operate is highly
25 competitive and is likely to get even more

1 competitive in the future. Only those who are
2 good business people will succeed. Others will
3 fall by the wayside.

4 However, what we can expect is
5 that all of us will work together to create a
6 climate in which Canadian production, Canadian
7 broadcasting and Canadian distribution will
8 survive. Whether we represent government or the
9 private sector, we must ensure that a uniquely
10 Canadian voice is heard on our airwaves, and that
11 we create a climate where energetic and well
12 managed Canadian businesses can succeed.

13 Je tiens d'ailleurs à rappeler que
14 c'est la situation précaire de la télévision ici à
15 Montréal qui a d'abord révélé des problèmes qui
16 touchent à divers degrés l'ensemble de l'industrie
17 canadienne. C'est afin de trouver des solutions à
18 ces problèmes que le rapport Girard-Peters a été
19 conçu.

20 Pragmatique et éclairé, il fournit
21 des pistes à tous les intervenants et nous met sur
22 la voie de l'action en proposant des mesures à
23 court terme et en vous invitant à collaborer à la
24 planification de notre avenir commun. C'est la
25 raison d'être de ce sommet.

1 Ce matin, notre tâche consiste
2 donc à considérer les recommandations de ce
3 rapport et à vérifier comment elles peuvent
4 s'appliquer au marché de langue française. La
5 dimension et la concentration de ce marché l'ont
6 rendu plus vulnérable à l'arrivée de services
7 conventionnels et spécialisés, à la fragmentation
8 des aspects publicitaires, et à l'escalade des
9 frais de production. Il nous faut y voir.

10 Cette prise en compte des
11 difficultés du marché francophone,
12 particulièrement grave depuis 1989, s'inscrit
13 d'ailleurs dans l'esprit de la nouvelle loi sur la
14 radiodiffusion ratifiée par le Parlement en
15 février 1991. Celle-ci reconnaît les différences
16 économiques et culturelles entre les télévisions
17 de langue française et de langue anglaise.

18 Il s'agit ici d'une première dans
19 l'histoire de la radiodiffusion canadienne. De
20 plus, aujourd'hui dans le cadre de ce sommet
21 consacré à la situation économique de la
22 télévision canadienne, nous souhaitons aborder des
23 problèmes spécifiques de l'industrie francophone,
24 dont la question du moratoire. Je veux en arriver
25 à une décision à ce sujet d'ici la fin de la

1 journée.

2 En préparation à ce sommet, le
3 comité parallèle francophone, présidé par M. Jean
4 Fortier, et composé de 31 membres, s'est concentré
5 sur les difficultés du marché de langue française
6 et sur l'application des recommandations du
7 rapport Girard-Peters à ce marché. Plusieurs
8 membres ont également participé avec leurs
9 partenaires du marché de langue anglaise aux
10 quatre comités mis sur pied en vue d'analyser tous
11 les aspects de l'industrie à l'échelle du pays,
12 qu'il s'agisse de programmation et de financement,
13 de réglementation et de politique, de stratégie de
14 marketing, ou de l'évolution de la technologie.
15 Leur contribution était essentielle à la réussite
16 de ce sommet.

17 Nous ne partons donc pas de zero.
18 Ceci est l'aboutissement d'un long travail
19 préliminaire. Aussi, avant que les discussions ne
20 commencent, je tiens à remercier tous ceux et
21 celles qui y ont collaboré. Les discussions qui
22 auront lieu au cours des deux prochains jours sont
23 d'une grande importance pour l'industrie
24 canadienne de radiodiffusion et pour l'ensemble de
25 la population, qui pourra suivre nos délibérations

1 sur les ondes des câblodistributeurs partout au
2 pays.

3 J'aurai l'occasion ce midi
4 d'insister davantage sur la nature du travail et
5 des défis qui seront les nôtres au cours du sommet
6 des prochains mois.

7 Ce matin, mesdames et messieurs,
8 nous traiterons des recommandations de Girard-
9 Peters représentant un intérêt particulier pour le
10 comité parallèle francophone. Nous avons jugé bon
11 de regrouper ces recommandations en quatre
12 catégories pour fins de discussion.

13 Dans vos troussees vous trouverez à
14 l'onglet 2 le plan de discussion de ce matin de
15 même qu'une suggestion de limite de temps pour
16 aborder chacun des points qui y sont inscrits; un
17 ordre du jour détaillé comprenant la liste et le
18 texte des recommandations de Girard-Peters telles
19 qu'elles ont été regroupées pour fins de
20 discussion, ainsi que le rapport élaboré par le
21 comité parallèle francophone.

22 Par ailleurs, lorsque vous voudrez
23 prendre la parole je vous prierais de bien presser
24 le bouton de votre micro de façon à ce que le
25 président de l'assemblée puisse vous identifier.

1 Si plusieurs d'entre vous veulent être reconnus en
2 même temps, le système électronique permet de vous
3 identifier à tour de rôle.

4 Le but de l'exercice de ce matin
5 est de mettre en lumière les caractéristiques
6 différentes du marché de langue française, et de
7 faire le point sur les positions qui pourraient
8 être adoptées. Compte tenu du fait que le comité
9 parallèle francophone a pressenti le besoin qu'il
10 y avait l'urgence d'agir, celui-ci a décidé
11 d'examiner l'ensemble des recommandations
12 pertinentes à son mandat lors de cette première
13 phase du sommet.

14 Après avoir pris connaissance des
15 positions relatives au marché de langue française
16 dont nous tiendrons compte également cet après-
17 midi parallèlement aux positions ayant trait à
18 l'ensemble du marché canadien, nous serons en
19 mesure, dès cet après-midi, de nous pencher sur
20 des actions concrètes qui pourraient être
21 entreprises.

22 J'aimerais souligner que le comité
23 parallèle francophone était présidé par M. Jean
24 Fortier, président de l'Association canadienne de
25 la radio et de la télévision de langue française.

1 M. Fortier est également premier vice-président et
2 vice-président à la programmation et à
3 l'information du réseau de télévision Quatre-
4 Saisons.

5 Avant d'examiner les
6 recommandations sur lesquelles s'est penché le
7 comité parallèle francophone, je demanderais à M.
8 Fortier de nous présenter brièvement les travaux
9 de ce comité.

10 M. Fortier, s'il vous plaît.

11 M. JEAN FORTIER: Monsieur le
12 ministre, monsieur le sous-ministre, monsieur le
13 sous-ministre adjoint, messieurs Girard, Peters,
14 mesdames et messieurs les délégués, distingués
15 observateurs.

16 A titre de président du comité
17 parallèle francophone je suis heureux de me faire
18 le porte-parole des membres de ce comité pour vous
19 faire connaître, tout au cours de la matinée, les
20 réactions du comité sur les recommandations
21 contenues dans le rapport du groupe de travail
22 Girard-Peters sur la situation économique de la
23 télévision canadienne.

24 Permettez-moi tout d'abord de
25 situer le contexte des travaux du comité parallèle

1 francophone en faisant état de certaines
2 particularités du marché de langue française qu'a
3 fait ressortir le rapport Girard-Peters.

4 La télévision privée de langue
5 française connaît un déclin de sa rentabilité
6 depuis 1985, en grande partie attribuable à
7 l'arrivée quasi-simultanée de plusieurs nouveaux
8 joueurs sur le marché, à l'augmentation des
9 disponibilités commerciales des télévisions
10 publiques, ainsi qu'à l'augmentation des dépenses
11 de programmation.

12 Le marché de Montréal a été
13 particulièrement touché par la guerre des tarifs
14 publicitaires et la chute des bénéfices
15 d'exploitation.

16 La centralisation du marché de la
17 publicité à Toronto affecte le Québec. Les
18 agences connaissent mal le marché de langue
19 française et attachent peu d'importance au contenu
20 et à la qualité des émissions. Les décisions
21 d'achat sont donc prises sur des données purement
22 quantitatives, avec le résultat que le marché du
23 Québec a moins de poids dans les campagnes de
24 publicité nationales.

25 Les dépenses de programmation ont

1 presque triplé entre 1985 et 1989. Cette
2 augmentation est due non seulement à la venue d'un
3 nouveau réseau, mais également aux engagements
4 pris lors de l'acquisition de stations ou du
5 renouvellement du permis d'exploitation de celles-
6 ci, ainsi qu'à la vive concurrence entre les
7 réseaux pour l'acquisition de certaines émissions.

8 Parallèlement, et malgré la
9 fragmentation de leur auditoire et l'érosion de
10 leurs profits, les télédiffuseurs doivent
11 continuer à produire en grande quantité une
12 programmation originale, de qualité, et de façon
13 générale ne trouvent aucun débouché extérieur, que
14 ce soit sur le marché canadien anglophone ou sur
15 les marchés outre-frontières.

16 C'est donc dans ce contexte que le
17 comité parallèle francophone a été formé, et je
18 vais maintenant parler rapidement de sa
19 composition, de son mandat, et de ses travaux.

20 Le Comité parallèle francophone
21 compte 31 membres et est composé des représentants
22 francophones siégeant déjà aux quatre comités
23 nationaux du sommet, ainsi que d'autres personnes
24 dont la participation est jugée essentielle pour
25 le marché télévisuel de langue française. C'est

1 ainsi que sont représentés les partenaires de la
2 télévision publique et privée, des services
3 spécialisés, de la production indépendante et de
4 la câblodistribution, de leurs associations
5 respectives, ainsi que de Téléfilm Canada et du
6 CRTC.

7 Le Comité parallèle francophone
8 avait pour mandat d'examiner l'ensemble des
9 recommandations contenues dans le rapport du
10 groupe de travail Girard-Peters sur la situation
11 économique de la télévision canadienne, et de
12 traiter des recommandations qui ont une incidence
13 sur le marché de langue française, compte tenu des
14 particularités de ce marché.

15 En prévision de la deuxième phase
16 du sommet sur la télévision nous avons comme
17 mandat d'identifier des jalons en vue du
18 développement d'une stratégie économique et
19 culturelle à long terme pour l'industrie de la
20 télévision de langue française. Le Comité
21 parallèle francophone a donc tenu deux rencontres
22 d'une journée chacune, soit le 25 octobre et le
23 7 novembre 1991.

24 Après examen des 44
25 recommandations Girard-Peters, 29 recommandations

1 ont été retenues pour étude par notre comité. En
2 outre, le Comité a inscrit deux autres
3 préoccupations comme devant faire l'objet de
4 discussion.

5 Souignons que la Société Radio-
6 Canada et Téléfilm ont choisi de s'abstenir de
7 prendre position sur les recommandations les
8 concernant. Pour sa part, le représentant du CRTC
9 ne siégeait qu'à titre d'observateur.

10 Le Comité a donc produit deux
11 rapports synthèses, respectivement intitulés
12 "Rapport portant sur les travaux ayant trait aux
13 recommandations contenues dans le rapport du
14 groupe de travail Girard-Peters sur la situation
15 économique de la télévision canadienne", et
16 "Rapport sur les jalons retenus par le comité en
17 vue du développement d'une stratégie culturelle et
18 économique à long terme".

19 Les 29 recommandations étudiées
20 par le comité ont été discutées en profondeur,
21 sans égard au fait du court, moyen ou long terme.
22 Par contre, les préoccupations exprimées par
23 certaines recommandations ne peuvent être résolues
24 qu'à long terme, et se retrouvent donc dans les
25 thématiques d'une stratégie industrielle à long

1 terme qui seront discutées demain.

2 Je précise que le comité a évalué
3 que les recommandations touchant la technologie et
4 son environnement n'avaient pas d'incidence
5 distincte pour le marché francophone, et nous n'en
6 traiterons pas ce matin. Le comité national en
7 traitera cet après-midi.

8 Le comité a cependant reconnu que
9 les conséquences particulières de ce nouvel
10 environnement technologique sur le marché de
11 langue française et ses préoccupations feront
12 l'objet bien sûr de discussions à l'intérieur des
13 stratégies à long terme de l'industrie.

14 Nous sommes maintenant prêts,
15 monsieur le ministre, à examiner les
16 recommandations sur lesquelles nous nous sommes
17 penchées.

18 LE PRÉSIDENT: Merci beaucoup,
19 monsieur Fortier, pour votre présentation.

20 Passons maintenant à la première
21 catégorie des recommandations, soit celles ayant
22 trait à la publicité, à la stratégie de mise en
23 marché.

24 Premièrement, "Recommandations
25 ayant trait à la publicité, à la stratégie de mise

1 en marché". Le Bureau de Télévision du Canada, le
2 groupe de travail Girard-Peters, ainsi que
3 l'industrie en général, reconnaissent la situation
4 critique à Montréal ayant trait aux tarifs
5 publicitaires qui sont, semble-t-il, beaucoup plus
6 bas qu'à Toronto. C'est donc avec intérêt que le
7 comité parallèle francophone s'est penché sur
8 cette question.

9 Je demanderais à M. Fortier de
10 nous faire part de la position du comité parallèle
11 francophone sur les recommandations de Girard-
12 Peters ayant trait à la publicité et à la
13 stratégie de mise en marché.

14 Monsieur Fortier, s'il vous plaît.

15 M. FORTIER: Merci, monsieur le
16 ministre.

17 Le comité a étudié ces
18 recommandations relatives aux ententes-cadres et
19 au contrôle des inventaires, aux cartes de tarifs,
20 à une stratégie de marketing pour la télévision,
21 ainsi qu'à un système d'audiométrie.

22 Le comité a reconnu que ces
23 préoccupations étaient prises en compte par le
24 document de planification à long terme du Bureau
25 de la Télévision du Canada, dont je vais énumérer

1 les cinq priorités d'action.

2 Premièrement, établir des banques
3 de données-marketing et d'instruments de gestion-
4 marketing.

5 Deuxièmement, jouer un rôle de
6 leader pour l'industrie dans la solution de
7 problèmes commerciaux.

8 Troisièmement, développer des
9 affaires nationales.

10 Quatrièmement, fournir un support
11 de recherche, de documentation et formation au
12 service des ventes locales des stations membres.

13 Et, finalement, assurer les
14 relations publiques, la promotion du média, et les
15 relations de presse.

16 Le comité a jugé qu'il n'y avait
17 pas lieu de créer un autre organisme, et que le
18 Bureau de la Télévision du Canada, qui a déjà un
19 bureau régional à Montréal, était habilité à
20 remplir les mandats de l'industrie francophone.
21 Le comité a donc adopté le plan stratégique à long
22 terme du Bureau, tout en reconnaissant que
23 certains programmes doivent être axés sur les
24 besoins spécifiques du marché francophone, et que
25 du financement additionnel sera requis pour

1 rencontrer ces objectifs.

2 Finalement, le comité a convenu
3 que des discussions devraient se tenir concernant
4 les incidences sur la radio des pratiques de
5 tarification des télédiffuseurs. Ce n'était, bien
6 sûr, pas le mandat du comité de se pencher sur la
7 situation de la radio, mais le comité a trouvé
8 important de convenir que le comportement et la
9 situation industrielle de la télévision avait
10 définitivement des impacts importants sur
11 l'industrie de la radio.

12 Voilà pour l'essentiel, monsieur
13 le ministre.

14 LE PRÉSIDENT: Merci.

15 Je cède maintenant la parole aux
16 délégués pour qu'ils puissent exprimer leur point
17 de vue à ce sujet.

18 Est-ce qu'il y a des commentaires
19 ou des questions pour M. Fortier? Non?

20 Vous avez convaincu tout le groupe
21 sur votre point de vue. Merci.

22 Nous passons maintenant à la
23 prochaine catégorie de recommandations, c'est-à-
24 dire celles ayant trait à la programmation et au
25 financement pour Téléfilm.

1 Aussi bien Girard-Peters que
2 l'industrie en général semble reconnaître que le
3 fonds de développement des émissions canadiennes
4 de télévision de Téléfilm est un instrument fort
5 utile pour favoriser la production d'émissions
6 canadiennes de qualité.

7 A titre d'exemple, notons le
8 succès qu'ont remporté "Les Filles de Caleb" et le
9 téléfilm "Lance et Compte". Le groupe de travail
10 Girard-Peters a démontré l'importance qu'il
11 accordait à Téléfilm en lui consacrant une série
12 de 11 recommandations.

13 Je demanderais maintenant à M.
14 Fortier de nous faire part de la position du
15 comité parallèle francophone sur ces
16 recommandations.

17 Monsieur Fortier, s'il vous plaît.

18 M. FORTIER: Merci, monsieur le
19 ministre.

20 Le comité parallèle francophone
21 s'est dit d'accord avec l'ensemble des
22 recommandations Girard-Peters concernant Téléfilm,
23 je dirais sauf pour l'une d'entre elles. Notons
24 cependant les points suivants.

25 Bien qu'il y ait eu consensus du

1 comité sur la justification du partage du fonds
2 selon un pourcentage de 60 pour cent pour le
3 secteur anglophone et 40 pour cent pour le secteur
4 francophone, le comité a cependant recommandé
5 d'inscrire dans les politiques de Téléfilm un
6 mécanisme à l'effet que le pourcentage de 40 pour
7 cent soit constant et garanti, de façon à ce que
8 les fonds représentés par ce pourcentage soient
9 réservés pour investissement dans le secteur
10 francophone sur une base pluriannuelle s'ils ne
11 sont pas dépensés en totalité au cours d'une année
12 financière donnée.

13 Le comité a aussi demandé la mise
14 sur pied d'un comité conjoint Téléfilm et
15 industrie, afin de reformuler certains objectifs
16 et politiques en fonction de la réalité du marché
17 francophone.

18 Au sujet de la recommandation
19 concernant l'accès aux fonds de Téléfilm par la
20 télévision à payage, le comité francophone a
21 d'abord modifié le libellé de la deuxième partie
22 de la recommandation comme suit.

23 L'une des façons serait de
24 permettre à la télévision à payage d'être
25 déclencheur du fonds de développement des

1 émissions canadiennes de télévision. Cette
2 modification a été suggérée par le fait que
3 SuperÉcran parlait de la production de Téléfilm et
4 que le fonds de longs métrages exclut le
5 financement de Téléfilm.

6 Cependant, malgré ces
7 clarifications il n'y a pas eu consensus du comité
8 francophone sur l'accès au fonds par la télévision
9 à payage.

10 Comme vous le constatez monsieur
11 le ministre, contrairement à l'autre point à
12 l'ordre du jour, il n'y a pas eu consensus sur
13 toutes les questions.

14 LE PRÉSIDENT: Merci beaucoup,
15 monsieur Fortier.

16 J'aimerais simplement, dans ce
17 cas, céder maintenant la parole aux délégués pour
18 qu'ils puissent exprimer leur point de vue sur ce
19 sujet.

20 Peut-être, juste pour briser la
21 glace, il serait possible pour moi de demander au
22 représentant de Téléfilm Canada de répondre aux
23 suggestions du comité parallèle francophone.

24 Monsieur DesRoches?

25 M. DesROCHES: Monsieur le

1 président, monsieur le ministre, chers collègues,
2 évidemment Téléfilm, à la lecture du rapport
3 Girard-Peters, avant la formation même de comité,
4 avant la décision de mettre sur pied ce sommet,
5 avait déjà repris le travail de consultation, de
6 mise en place de chacune des recommandations.

7 Nous avons soumis au comité nos
8 vues sur chacune de ces recommandations-là. En
9 général on peut dire que Téléfilm, sur toutes les
10 questions qui la concernent directement, est
11 d'accord et a déjà mis en place le mécanisme
12 nécessaire pour la réalisation et la mise en place
13 de ces recommandations.

14 LE PRÉSIDENT: Merci, monsieur
15 DesRoches.

16 Est-ce que des délégués ont des
17 commentaires ou des questions?

18 Monsieur Bernard Ostry?

19 M. BERNARD OSTRY: Thank you.

20 Speaking for myself and for the
21 educational broadcasters across this country, I
22 think it's really unfortunate that Jacques Girard
23 has been as modest as he has been about where he
24 came from, and that the recommendations in this
25 portion of the report make no reference whatsoever

1 to the regional/provincial educational
2 broadcasters in this country who represent
3 hundreds of millions of dollars of money that has
4 flowed through for production, and lots of jobs,
5 and contribution to the country in terms of
6 education without which our competitiveness and
7 the society itself will not go anywhere.

8 So I would hope, having listened
9 to Mr. DesRoches responding to the various
10 recommendations, that some place in the Telefilm
11 makeup will be found for a fund which the
12 educational broadcasters could in fact relate to
13 and apply for and succeed in contributing more
14 than they do now to Canadian content through the
15 independent producers of this country.

16 Thank you.

17 LE PRÉSIDENT: Mesdames et
18 messieurs, je pense qu'il y a peut-être des
19 problèmes avec les micros. Si vous voulez
20 demander la parole, signalez-le par la main si
21 c'est possible.

22 Monsieur Bureau.

23 M. BUREAU: Monsieur le ministre,
24 je pense que lorsqu'il est question de la
25 recommandation concernant l'accès à Téléfilm il

1 serait important de souligner que le comité de
2 coordination formé pour préparer ce sommet a
3 accepté d'établir un groupe de travail qui doit
4 être sous la présidence d'un représentant de
5 Téléfilm pour examiner la situation de l'accès au
6 fonds de Téléfilm par les services de télévision
7 payante, et que ce comité doit faire un rapport
8 d'ici la fin de février à ce sujet.

9 Je pense que ça devrait être
10 rajouté après une remarque faite par M. Fortier.

11 LE PRÉSIDENT: Merci, monsieur
12 Bureau.

13 Autres commentaires? Sinon,
14 passons à la prochaine section, s'il vous plaît.

15 Nous passons maintenant à la
16 prochaine catégorie de recommandations, qui traite
17 d'offres communes d'achat d'émissions,
18 d'amendements de la Loi sur le droit d'auteur pour
19 exempter les enregistrements éphémères, ainsi que
20 du renforcement de la programmation canadienne.

21 Comme nous le savons, les
22 difficultés financières rencontrées par les
23 télédiffuseurs ont trait, entre autres, à
24 l'augmentation des coûts des émissions. C'est
25 dans cet esprit que le groupe de travail Girard-

1 Peters a recommandé que les chaînes fassent des
2 offres communes d'achat.

3 Je demanderais maintenant à M.
4 Fortier de nous faire part de la position du
5 comité parallèle francophone sur cette
6 recommandation, ainsi que sur celle ayant trait à
7 l'amendement de la Loi sur le droit d'auteur pour
8 exempter les enregistrements éphémères et ceux
9 relatifs au renforcement de la programmation
10 canadienne.

11 Monsieur Fortier.

12 M. FORTIER: Merci, monsieur le
13 ministre.

14 Au sujet de la recommandation
15 portant sur les offres communes d'achat
16 d'émissions, le comité a d'abord exprimé une
17 certaine crainte vis-à-vis les incidences
18 juridiques d'une telle discussion. Cependant,
19 après avoir jugé que de discuter de cette question
20 ne poserait probablement aucun problème, le comité
21 a quand même décidé qu'une telle discussion
22 n'apparaissait ni féconde ni praticable.

23 Au sujet de l'amendement sur la
24 Loi du droit d'auteur pour en exempter les
25 enregistrements éphémères, le comité a adopté bien

1 sûr cette recommandation en en modifiant le
2 libellé pour qu'il se lise "sans délai" plutôt que
3 "dans les meilleurs délais", signalant ainsi
4 l'urgence d'agir en ce domaine.

5 Quant à l'importance d'une
6 collaboration pour renforcer la programmation
7 canadienne, évidemment le comité s'est dit
8 d'accord avec ce principe.

9 Le comité a également discuté
10 d'une mesure législative qui ne concerne pas le
11 ministère des Communications du Canada mais plutôt
12 le Gouvernement du Québec, en l'occurrence la Loi
13 sur la publicité destinée aux enfants. Depuis la
14 promulgation de cette loi, qui interdit la
15 publicité destinée aux enfants dans les émissions
16 qui leur sont destinées, les télévisions privées
17 ont dû abandonner la production pour enfants
18 compte tenu des incidences de cette loi sur les
19 revenus publicitaires.

20 Alors le comité francophone
21 souhaite donc des modifications législatives à ce
22 sujet.

23 LE PRÉSIDENT: Merci, monsieur
24 Fortier.

25 Est-ce qu'il y a des commentaires

1 des délégués?

2 Monsieur Girard?

3 M. GIRARD: Merci, monsieur le
4 ministre.

5 Je suis quand même un peu étonné
6 que cette recommandation ait été mise de côté
7 aussi facilement, et je pense que les autres
8 membres du groupe de travail sont également
9 étonnés.

10 Vous avez vous-même, monsieur
11 Fortier, souligné au tout début de votre
12 intervention que les frais de programmation
13 avaient triplé au cours des dernières années, et
14 l'on sait tous, et le rapport l'a démontré, que
15 les coûts d'achat ont augmenté considérablement.

16 Je ne m'attendais pas
17 nécessairement à ce que toutes les recommandations
18 du rapport soient acceptées telles qu'elles, mais
19 je dois dire que je suis étonné qu'on ait rejeté
20 celle-ci avec autant de facilité. Si vous le
21 permettez, j'aimerais peut-être vous demander des
22 commentaires additionnels là-dessus, à vous ou à
23 d'autres membres dans la salle.

24 THE CHAIRMAN: I wonder whether I
25 could ask Mr. John Hylton, as an expert on the

1 whole field of copyright, if he could offer his
2 observations.

3 Mr. Hylton?

4 MR. JOHN HYLTON: Mr. Chairman, I
5 delight in being called an expert about anything.

6 In this particular field, a rather
7 arcane field of copyright, the question of an
8 ephemeral right has arisen over many years. I
9 think the broadcasters quite rightly have had a
10 concern that they are making use of materials for
11 the purpose of assisting not only the broadcaster,
12 but also the owners of the copyright, those who
13 have the programming, who wish to see it
14 transferred and eventually broadcast, which is the
15 goal of having produced the program in the first
16 place.

17 In the years that have gone by
18 there have been some complaints laid that somehow
19 there is a use of copyright material by
20 broadcasters when they transfer the original
21 materials for technical reasons into another form.
22 Then the material is broadcast. In that
23 transformation there could be said under the
24 Copyright Act to be another use of the material.

25 However, for the broadcasters it

1 is merely a technical way which allows them to be
2 able to put it into the best form so that the so-
3 called author, the producer of the program, will
4 be shown in the best quality available.

5 I think it is a recommendation
6 which you might well consider, although I realize
7 that there may be some resistance to it, and the
8 length of the period of time in which this so-
9 called ephemeral activity might be allowed to go
10 on is a matter of some continuing debate.

11 If you would allow me one more
12 word on the subject, I have been worried, as have
13 many broadcasters over the years, that the
14 Copyright Act also seems to inhibit the
15 opportunity to keep copies of materials for
16 archival reasons and to store them even if we
17 don't recognize today that they may have an
18 historical importance.

19 To some extent I think the longer
20 that the ephemeral period could be allowed to keep
21 these copies extant in the hands of the
22 broadcaster, the more we may find we have
23 preserved some of our culture by those means.

24 Thank you, sir.

25 THE CHAIRMAN: Mr. Hylton, perhaps

1 I could just follow up on that briefly.

2 As you know, the government has
3 indicated that in Phase 2 of copyright we intend
4 to deal with issues related to ephemeral rights
5 among a wide range of other issues. Obviously one
6 of the key questions was the one that you raised,
7 and that was the length of duration of any
8 ephemeral right. I believe in the United States
9 and in Mexico it's some six months.

10 What do you believe is the
11 appropriate time for ephemeral rights to last in
12 Canada in new legislation? Obviously it's an
13 issue of some considerable controversy.

14 MR. HILTON: Six months is
15 certainly a useful period, and one within which
16 most of the broadcasters would have been able to
17 avail themselves of the programming.

18 However, I would ask some of the
19 experienced broadcasters here how long they have
20 program rights, and I believe they can well extend
21 further than a six-month period for a given play
22 of a given program. In fact, I wouldn't be
23 surprised if three years was a possibility in many
24 of the contracts. But I would have to turn to
25 some of the experienced broadcasters on that.

1 I'm afraid my answer is not very
2 helpful, but I would suggest as long as possible,
3 partly because of this archival reason that I
4 raised. It seems to me that it is not a concern of
5 the original copyright holder that there is a copy
6 made for this technical reason that I have
7 suggested. The concern is that there will be
8 abuse of that. Well, the Copyright Law is well
9 armed to protect against that abuse.

10 Thank you.

11 THE CHAIRMAN: Thank you very
12 much, Mr. Hylton.

13 Mr. Kelly?

14 MR. KELLY: Thank you, Mr.
15 Chairman.

16 The National Committee on
17 Programming and Financing examined the Girard-
18 Peters recommendation with regard to the ephemeral
19 right, and agreed wholeheartedly that it should
20 indeed go before the Canadian Government as soon
21 as possible and perhaps, if possible, have the
22 legislated action taken in the current session.

23 With respect to the length of the
24 ephemeral exemption, six months is likely
25 acceptable. However, the more nebulous answer is

1 the longer, the better.

2 THE CHAIRMAN: Thank you very
3 much, Mr. Kelly.

4 Are there other questions? Est-ce
5 qu'il y a d'autres questions ou commentaires?

6 Monsieur Bertrand?

7 M. MARIO BERTRAND: Monsieur le
8 ministre, la question des droits éphémères est un
9 bon exemple pour l'ensemble de l'industrie de la
10 télévision comment et combien et pour combien
11 longtemps encore allons-nous entre nous convenir
12 qu'il y a urgence d'agir.

13 Voilà un dossier où l'ensemble des
14 intervenants ont convenu il y a déjà plusieurs
15 mois qu'il y avait besoin d'intervention
16 gouvernementale rapide. Voilà un dossier
17 également où, directement avec vos fonctionnaires
18 auprès du comité Girard-Peters, dans la foulée des
19 suites du comité Girard-Peters, dans la foulée des
20 comités qui ont été mis en place pour préparer ce
21 sommet, à l'intérieur du comité parallèle on a
22 tous convenu la même chose. Et je pense que c'est
23 un bon exemple. Je ne souhaite pas, pour ma part,
24 que nous passions les deux prochaines journées à
25 se rappeler mutuellement tous les endroits où on

1 convient déjà qu'il y a urgence d'agir.

2 Vous avez été un ministre qui a su
3 nous écouter. Vous avez été un ministre dans les
4 derniers mois qui a su mettre en place un
5 processus de consultation. On en a été fort
6 heureux. Je souhaite ce matin pouvoir vous
7 entendre davantage. Je souhaite ce matin que vous
8 ne soyez pas le simple arbitre au-dessus d'un
9 cessez-le-feu ponctuel.

10 Je pense que ce matin, cet après-
11 midi et pour la journée de demain il faut profiter
12 de cette occasion-là non pas pour se rappeler
13 entre nous -- on l'a fait des centaines de fois --
14 non pas pour se rappeler entre nous les endroits
15 là où il y a consensus et là où il y a divergence.

16 Pour l'essentiel, beaucoup de
17 recommandations du comité Girard-Peters ont été
18 revues, analysées, repensées, et pour l'essentiel
19 il y a consensus entre le côté francophone sur la
20 dynamique de l'industrie, sur les grandes
21 préoccupations et sur les grandes avenues de
22 solutions.

23 Ce matin je suis un peu inquiet
24 parce qu'il n'est pas encore 10 heures et bien que
25 c'est toujours agréable de rencontrer mes

1 collègues, si nous devons passer les deux
2 prochaines journées à se rappeler mutuellement ce
3 sur quoi on s'entend et ce sur quoi on ne s'entend
4 pas, ça a déjà été fait, monsieur le ministre. Ça
5 a été fait dans la préparation de nos
6 recommandations à Girard-Peters, ça a été fait
7 dans les suites de Girard-Peters, ça a été fait à
8 l'intérieur du comité parallèle francophone.

9 Alors je souhaite... Non pas que
10 je veux empêcher mes collègues d'intervenir, mais
11 je souhaite pouvoir vous entendre. Je souhaite, à
12 la fin de ce sommet, pouvoir avoir un bon aperçu
13 de ce que le ministre des Communications du Canada
14 entend poser comme gestes concrets dans les champs
15 qui sont de sa responsabilité et non pas
16 uniquement terminer le colloque, et la seule
17 satisfaction que mes collègues et moi pourront
18 avoir est d'avoir dit que nous avons répété pour
19 la onzième fois au ministre ou à ses collègues la
20 même chose. Entre nous, tout a été dit.

21 Je pense que la parole est à vous,
22 et je ne connais pas... On m'a remis ce matin le
23 dérroulement mais j'ai l'impression que vous avez
24 choisi d'arbitrer un cessez-le-feu de deux jours.
25 Ce n'était pas le sens, en tout cas, de notre

1 participation à ce sommet.

2 Nous venions, avec beaucoup de
3 respect, vous écouter et entendre là où le
4 Gouvernement du Canada a l'intention d'agir et là
5 où le Gouvernement n'a pas l'intention d'agir.

6 Je me tais, et je vous écoute.

7 LE PRÉSIDENT: Merci, monsieur
8 Bertrand. Je peux vous assurer que c'est mon
9 intention d'intervenir pleinement dans nos
10 discussions.

11 I think it's perhaps useful at the
12 outset to deal precisely with this issue as to
13 what we are trying to achieve over the course of
14 the next two days. It's quite right that
15 extraordinary work is being done by the various
16 planning committees.

17 For the first time we have had a
18 cross-section of the industry sitting down with
19 government agencies to try to work together on a
20 consensus on where we go. But let's have clear
21 what we can and can't achieve here.

22 I think one of the most striking
23 things with the Girard-Peters task force was that
24 they recognized that there was no one answer, no
25 one solution to problems, no one partner in the

1 system had the ability to simply write a cheque or
2 to simply snap his fingers and to correct the
3 situation.

4 As Girard-Peters pointed out, the
5 only way that we can succeed is by all of us
6 working together, each of us dealing with those
7 issues addressed to our particular agency, to our
8 particular company or to our particular level of
9 responsibility.

10 For my part I'll be responding on
11 all of those areas which are addressed to the
12 Government of Canada. I think you'll be pleased
13 to see that we'll be making very good progress in
14 areas which are related to short-term
15 recomenations, to the longer term obviously in
16 the development of an industrial strategy. We
17 must do that together.

18 I could write that today. The
19 Government could certainly do that. But it would
20 not succeed if it were not a collaborative process
21 in which all of the partners were involved.

22 The success or failure of these
23 next two days will depend on what each of us as
24 individuals brings to the table, and our
25 willingness to compromise, our willingness to hear

1 from one another. Certainly the positions that
2 are taken by the Government of Canada, whether
3 it's on the question of a moratorium or whether
4 it's on the question of copyright or a range of
5 other issues, are going to be shaped and
6 conditioned by what I hear from delegates around
7 this table.

8 The undertaking that I give to you
9 is, first of all, that I will be candid with you
10 in terms of expressing my views as to where the
11 government is coming from, but secondly that I
12 will be here at the table with open ears and an
13 open mind, wanting to hear from delegates and
14 wanting to get suggestions from them as to where
15 we go together.

16 The key point is that we succeed
17 or we fail together, by a full participation
18 around the table of all the delegates who are
19 here. I am confident that if we do work together
20 we can make good and speedy progress on issues
21 that are absolutely vital. But it does not remain
22 with any one of us to do this singly. It has to
23 be something that is done collectively.

24 For my part, we'll certainly
25 respond as fully as possible, and as speedily as

1 possible, to recommendations directed to the
2 government.

3 I would expect, incidentally, que
4 les agences culturelles du Gouvernement du Canada
5 vont répondre de la même façon.

6 Monsieur Pouliot?

7 MR. POULIOT: The question of
8 ephemeral rights is really nothing special to the
9 French language sector. The only thing that ties
10 it to the French language sector is that my friend
11 here, Mr. Bertrand, went to the Supreme Court and
12 lost.

13 So it is really something that is
14 typically Canadian and should be resolved by you,
15 Mr. Minister. I'm a bit concerned to hear talks
16 of maybe waiting until Phase II of the Copyright
17 Act. That Phase II could easily be a year away.

18 What we need from you, Mr.
19 Minister, is at least a declaration that your
20 Cabinet members and you agree that this is
21 something that is an exemption, that should be
22 included in the Act. It might take a year to get
23 into the Act, but you have to realize that some
24 collectives are there who are literally barking at
25 our door to get money, and we know that next year

1 we're going to get an exemption.

2 We want them out of our hair at
3 this point because everybody around the table
4 agrees that there should be an exemption. Is it
5 21 days, which is the shortest period allowed in
6 the world, and which is the period that has been
7 discussed at the DOC, or should it be six months,
8 like most of the rest of the civilized world has
9 it? I think it should probably be the latter.

10 THE CHAIRMAN: Somehow I had that
11 impression, Mr. Pouliot -- that you were leaning
12 in that direction.

13 MR. POULIOT: Let's talk for a
14 moment about Jacques' point on the increase in the
15 cost of product.

16 I want to save as much time as
17 possible for the discussion on the CBC, so I am
18 not going to take too much time on this one
19 because I think really some part of the problem
20 created^I' 39

1 *^Tec by the increase in product, of course it's
2 due to increase in the demand. There are
3 additional broadcasters in the market, so it's
4 kind of normal that there would be an increase in
5 the demand of the product and therefore in the
6 cost of product.

7 Of course the concern that private
8 broadcasters have in Quebec is that somebody out
9 there has a grant of \$20 million a week to buy
10 product. I think that that could be one of the
11 reasons why certainly our company has said it's
12 useless to discuss this until that question of the
13 financing and the mandate of the CBC, the French
14 CBC particularly, is resolved.

15 THE CHAIRMAN: Thank you very
16 much, Mr. Pouliot.

17 I think I can give you some
18 comfort with regard to ephemeral rights. As I
19 indicated when I spoke to Mr. Hylton earlier, the
20 government has given the undertaking that we'll be
21 dealing with the issue of ephemeral rights in the
22 context of Phase II. I think I will be in a
23 position fairly soon to be able to give an
24 indication of what will be included in its
25 entirety in Phase 2 of Copyright.

1 It is not our intention to allow
2 it to slide off for a year or more. There is a
3 whole range of very, very urgent issues that need
4 to be dealt with in Phase 2 of Copyright, both
5 affecting the broadcasting industry and affecting
6 a range of other industries which are dealing with
7 legislation which is simply badly outdated today.

8 It is our intention to move ahead
9 with it just as quickly as possible. It will be
10 complex. Drafting of the legislation will be
11 difficult because of the very nature of copyright,
12 but it is not our intention to allow it to slide.
13 We have every intention of moving just as quickly
14 as possible on that.

15 MR. McCABE: I would not want to
16 leave the question of the ephemeral right there
17 because there is, as you realize, the real
18 possibility because of events in the House of
19 Commons, that given the time to draft the
20 complicated legislation and the time that may or
21 may not be available on the House schedule, that
22 we may not see a Copyright Bill. Despite all the
23 pressure you may put on on our behalf, we may not
24 see a Copyright Bill in this session, or we may
25 not see one pass.

1 This is an urgent matter. Our
2 members are being pursued on this, and it seems to
3 me that you may have to find some other way of
4 dealing with this. One of the ways would
5 certainly be, given that it is now government
6 policy, I take it, that you would call together
7 those concerned parties and see if you can lead
8 them to in fact act as if what will be the law is
9 indeed the law, or indeed proceed through some
10 other means, an omnibus bill in the House if
11 possible, or a Private Member's bill, or whatever,
12 because it is a real concern that the Copyright
13 Bill may not come forward and be passed, in which
14 case we are off for two-three years before we do
15 see something that can help us in this area.

16 THE CHAIRMAN: Thank you very
17 much, Mr. McCabe.

18 As you know, because of the
19 breadth and complexity of the Copyright Bill, many
20 groups have urged their particular area of concern
21 be split off and be dealt with separately from
22 Phase II of Copyright.

23 Wearing your hat on the radio side
24 of the House you'll be aware of one of the other
25 concerns that the music industry has in Canada,

1 which affects the whole field of copyright.

2 What we have been resisting doing
3 is severing the bill and having it fragment in
4 some way, where we would be dealing with umpteenth
5 different bills going through the House of Commons
6 in parallel, as we felt it was important that we
7 have one coherent piece of legislation.

8 House time is at a premium, and
9 our best hope in terms of making the very
10 substantive reforms that we want to make, which
11 are urgent in so many different areas, is if we
12 have a package that is unified and that we can get
13 agreement on all sides of the House to have
14 proceed through Parliament quickly. It is
15 certainly our intention to proceed in that way.

16 Those of you who are gathered
17 around the table today can be very, very helpful
18 to the government in that in terms of clearly
19 signalling, as you are, your interest in seeing
20 revisions to Copyright proceed as quickly as
21 possible, and in terms of encouraging speedy
22 consideration by Parliament.

23 I am convinced that Copyright is
24 an issue which is not partisan in its nature.
25 It's something which members of all political

1 parties should be able to make progress on if they
2 are convinced that there is a substantial desire
3 and need out among Canadians to see this sort of
4 reform take place.

5 If we were to fragment the
6 legislation and do it bit by bit, piecemeal, the
7 likely result of that is that many of the bills
8 would simply find themselves lost because of a
9 lack of parliamentary time. But let's work in
10 ways that we can work together to try to make
11 progress on that as quickly as possible.

12 MR. McCABE: To follow that
13 further, Mr. Minister, I do think however it is
14 possible for you and your officials to perhaps
15 pull the parties together, given that this is
16 government policy, to see if some agreement can't
17 be made even if legislation can't proceed.

18 THE CHAIRMAN: I would be glad,
19 Mr. McCabe, to work with the industry and with
20 others. Obviously in the absence of legislation
21 we do not have the force of law in what we are
22 doing, but what we have been trying to do over the
23 course of the last several months, whether in the
24 preparation of this summit or another area, is to
25 work as a catalyst wherever possible to enable

1 agreements to be reached amongts interested
2 parties, and we're glad to work with you.

3 Mr. Chagnon.

4 MR. CHAGNON: Je ne veux pas
5 ajouter beaucoup plus à ce que les autres membres
6 viennent de mentionner, sur un dossier où il y a
7 un consensus présentement. Il n'y a donc pas
8 beaucoup d'input additionnel qu'on peut donner.

9 Je comprends que la Loi des droits
10 d'auteur est peut-être très complexe et beaucoup
11 aimeraient apporter des changements. Si l'on
12 attend que toutes les demandes soient déposées et
13 étudiées, dans cinq ans on sera encore à la même
14 table, et ce point particulier où il y aura tous
15 un consensus ne serait pas traité.

16 On me dit que déjà le conseil des
17 ministres a reconnu le bien-fondé du changement
18 qui peut être apporté. Ce qui me déplait un peu
19 c'est d'entendre que ce point où on a un consensus
20 aujourd'hui va faire partie du Sommet 2. Le
21 Sommet 2, ce doit être encore le printemps, l'été
22 prochain, ou l'automne prochain au plus tard. A
23 ce moment-là le processus est encore retardé de
24 plus en plus.

25 Étant donné qu'on a un consensus

1 aujourd'hui, est-ce que c'est possible que notre
2 ministre peut nous dire qu'il va faire
3 l'impossible immédiatement, sans délai, pour
4 procéder à un changement particulier sur cette loi
5 de droits d'auteur sans vouloir traiter de toutes
6 les demandes possibles qui peuvent être présentées
7 dans de différents secteurs.

8 Je ne veux pas ajouter plus, parce
9 que déjà beaucoup a été dit. Je pense que votre
10 réponse viendra quelque part aujourd'hui ou
11 demain.

12 Je crois que Jacques Girard a
13 mentionné tout à l'heure une préoccupation sur les
14 coûts de la programmation. Jacques a souligné
15 qu'ils ont triplé dans trois ans, et M. Peters à
16 un moment donné durant vos réunions nous a
17 mentionné qu'au Québec c'était peut-être le prix
18 du succès que nous obtenons par la qualité d'une
19 programmation qui plaît bien à notre auditoire.

20 Si l'on regarde tous les sondages,
21 la très grande majorité des 30 émissions les plus
22 populaires sont produites ici au Québec. Et ça a
23 été fait, de bien servir cette clientèle.

24 Il n'y a pas beaucoup de
25 négociations et je pense que le comité de travail

1 a surtout retenu que c'était peut-être beaucoup
2 plus de préciser, et de préciser le mandat de
3 certains des intervenants. On voit un fait à la
4 connaissance de tous: Est-ce que le système de
5 radiodiffusion a grandi lorsque que Radio-Canada a
6 acheté "Surprise, Surprise", un produit qui était
7 déjà diffusé chez Quatre-Saisons? On peut se
8 poser la question, mais la véritable question est
9 peut-être: Si les mandats sont bien définis,
10 peut-être qu'il y aurait moins cette concurrence
11 entre les chaînes par la différenciation qu'il y
12 aurait dans leur programmation.

13 Je pense que le consensus était
14 difficile à obtenir, qu'on pouvait créer des co-
15 opératives d'achat parce qu'il y a des entreprises
16 qui se différencient de moins en certains cas. Je
17 crois que Télémétropole, Quatre-Saisons semblent
18 se différencier de plus en plus, et cette
19 concurrence dans l'achat des contenus va être de
20 moins en moins importante, beaucoup plus
21 préoccupée -- on en discutera peut-être tout à
22 l'heure -- entre Radio-Canada, le mandat qui lui
23 est confié, et que le mandat est peut-être pas
24 aussi précis que plusieurs le souhaiteraient.

25 Sur la question des achats ça a

1 été très difficile de venir à un consensus;
2 qu'est-ce qu'on pouvait faire de plus que M.
3 Jacques Fortier a rapporté tout à l'heure?

4 LE PRÉSIDENT: Merci beaucoup,
5 monsieur Chagnon. Je peux vous assurer que c'est
6 l'intention du gouvernement de procéder avec le
7 projet de loi sur le droit d'auteur aussitôt que
8 possible. Nous sommes en train de le considérer
9 présentement.

10 Il sera une priorité pour le
11 gouvernement. Il n'y aura aucun délai qui n'est
12 pas nécessaire, mais il faut écrire la loi. Je
13 pense que c'est possible de dire que tout le monde
14 est d'accord avec le consensus exprimé ici ce
15 matin, et c'est notre intention de procéder
16 aussitôt que possible.

17 M. CHAGNON: Je peux vous aider à
18 écrire le projet de loi!

19 LE PRÉSIDENT: Merci de votre
20 offre, mais non. Merci beaucoup.

21 Monsieur Chouinard.

22 M. YVON CHOUINARD: Monsieur le
23 ministre, en ce qui concerne les droits éphémères,
24 je pense qu'il serait très important que le
25 ministère s'attarde au problème de conservation

1 des archives de la télévision canadienne parce que
2 si l'on décide d'établir un droit, par exemple, de
3 six mois sur les émissions qui sont couramment
4 produites -- et ici je ne parle pas des séries
5 filmées pour lesquelles d'habitude on acquiert les
6 droits à long terme, mais pour les émissions
7 courantes, que ce soit les dramatiques ou les
8 comédies, il est très probable qu'au bout de six
9 mois on n'ait plus du tout d'archives dans
10 l'histoire canadienne de la télévision, ce qui
11 présentement nous permet, par exemple, de produire
12 un certain nombre d'émissions grâce aux archives
13 qu'on a accumulées.

14 Je pense que la nouvelle loi
15 devrait contenir des éléments afin de s'assurer
16 qu'on ait des archives de la télévision canadienne
17 pour des années à venir. Je pense que c'est peut-
18 être au ministère d'agir en ce sens-là, créer un
19 fond, un dépôt qui serait exempt des droits
20 éphémères afin de conserver de telles archives.

21 LE PRÉSIDENT: Je pense que c'est
22 une suggestion qui serait très utile.

23 Je pourrais peut-être demander aux
24 Archives nationales et Téléfilm Canada et la
25 Société Radio-Canada de considérer cette question

1 et de faire des recommandations au ministre
2 concernant la possibilité d'améliorer nos archives
3 de télévision.

4 Est-ce qu'il serait acceptable,
5 monsieur Veilleux?

6 M. GÉRARD VEILLEUX: Monsieur le
7 ministre, nous avons un dialogue continu avec les
8 Archives nationales pour notre part, et si on peut
9 jouer un rôle davantage constructif avec d'autres
10 partenaires de l'industrie, ça nous fera plaisir
11 de le faire.

12 LE PRÉSIDENT: Autres
13 commentaires?

14 Monsieur Bertrand?

15 M. BERTRAND: (hors micro)...nous
16 avons convenu au sein de l'industrie que c'était
17 là probablement l'une des recommandations les plus
18 faciles à mettre en application pour le
19 gouvernement, parce qu'elle était l'initiative
20 exclusive d'abord du ministre, qui doit décider si
21 oui ou non il en fait la recommandation à ses
22 collègues, et ensuite par le dépôt d'un projet de
23 loi.

24 (Hors micro)...ni de près ni de
25 loin une échéance, une date à laquelle vous

1 souhaitez intervenir, c'est nous dire déjà que les
2 deux prochains jours vont être longs parce que les
3 autres recommandations sont beaucoup plus
4 complètes parce qu'elles vont appeler une
5 collaboration soutenue entre les agences du
6 gouvernement fédéral, le ministère, les
7 partenaires privés.

8 C'était là, de notre point de vue,
9 la recommandation la plus facile. Je
10 m'excuse...il y en avait une qui était encore plus
11 facile. C'était la dernière recommandation de
12 Girard-Peters, qui était celle de combler toutes
13 les parties à un sommet.

14 On a souhaité vous les présenter
15 dans un ordre où les plus faciles venaient au tout
16 début et les plus difficiles venaient à la fin.
17 Imaginez-vous ce que ça va être demain matin!

18 C'est tout ce que j'avais à dire,
19 monsieur le ministre.

20 LE PRÉSIDENT: Merci, monsieur
21 Bertrand.

22 Perhaps I was not clear in my
23 response earlier. Let me make sure that I'm
24 abundantly clear.

25 It is the government's intention

1 to act with regard to copyright as quickly as
2 possible. We are in agreement with the concensus.
3 I'm not sure how you can elaborate on a "yes".
4 The answer is: Yes, it's our intention to act,
5 and to act as quickly as possible. What more can
6 I add to that?

7 Monsieur Pouliot.

8 M. POULIOT: (Off mike)...
9 neighbouring rights for ephemeral rights. I think
10 my colleague, Mr. Bertrand, is right: We'll never
11 see the end of it. That's what you're telling us
12 right here. That's what I understand. That's
13 what I hear. You want to have legislation in the
14 next decade which will deal with Phase 2, which
15 will try to resolve neighbouring rights, ephemeral
16 rights, and other rights.

17 If that's your objective, why
18 don't you tell us now so we'll know that it will
19 take months and months, because the issue of
20 neighbouring rights, first of all, deals mostly
21 with radio, and secondly we all know it will kill
22 radio. So by the time that one goes through, we'll
23 never get the ephemeral rights exemption in.

24 Give us something more tangible,
25 Mr. Minister.

1 THE CHAIRMAN: Well, Mr. Pouliot,
2 first of all, the issue of neighbouring rights is
3 one which is not before us today. As you
4 mentioned, it's something which deals particularly
5 with radio.

6 I can tell you, however, that we
7 have made considerable progress with regard to
8 that, and it is not our intention in protecting
9 the rights of the creators to have any damaging
10 effect on radio. Obviously nothing could be more
11 foolish than to put out of business the people who
12 are responsible for encouraging a market for the
13 creator's product.

14 Any measure that we take with
15 regard to neighbouring rights will be taken with a
16 view to ensuring that it is not punitive or unfair
17 in any way.

18 You say that we are looking at
19 making a trade-off of some kind. We are not
20 looking at making a trade-off. What we are
21 looking at doing is bringing in a comprehensive
22 package with regard to copyright, as opposed to
23 doing it piecemeal.

24 There are all sorts of industries
25 and all sorts of segments of industries which are

1 urging that we split off segments of copyrights
2 and have separate bills travelling through
3 Parliament, each bill requiring three readings in
4 Parliament, in the House of Commons, each bill
5 requiring Committee study and clause-by-clause
6 review.

7 If we intend to have substantive
8 copyright reform taking place in the near future,
9 it's not simply fragmented and have umpteenth
10 bills running through Parliament at the same time,
11 because there simply won't be House time for
12 consideration.

13 The only way in which we can
14 guarantee that we make the sort of progress which
15 is urgent, that we make on Copyright is if we have
16 a piece of comprehensive legislation, one that is
17 coherent and one that does not require the
18 duplication of effort that would be required if we
19 had several different bills going through at the
20 same time.

21 But it is certainly of ephemeral
22 rights which are of particular concern to us
23 today. As I have indicated, it is our full
24 intention to act on that, and to act just as
25 quickly as possible because we recognize that

1 there's a genuine concern that the industry has
2 today which is very much merited.

3 Monsieur Bélanger.

4 M. BÉLANGER: (hors micro)...qui
5 est dans l'air depuis un bon moment déjà, où il y
6 a des représentations qui ont été faites au
7 ministère depuis plus d'un an. On réalise que
8 pour des choses simples, où tout le monde semble
9 s'entendre, qu'il devient presque impossible au
10 niveau de la réalisation d'obtenir des délais
11 pratico-pratiques à l'intérieur desquels les
12 choses vont se produire.

13 Le sommet est né de la perception
14 de l'urgence d'agir. Quant à nous, ça fait déjà
15 deux ans que cette entreprise-là est lancée sur un
16 sujet clair, net, précis, bien identifié, un sujet
17 simple comme les droits éphémères, et voici qu'on
18 s'enfarge dans les fleurs du tapis.

19 Je pense que l'inquiétude qui est
20 manifestée au détour de cette question-là indique
21 la difficulté dans laquelle on va se trouver
22 tantôt quand on va toucher à des questions encore
23 plus fondamentales que ça. Si on n'est pas
24 capable, comme groupe, et encore moins d'obtenir
25 du gouvernement en bout de piste que sur un sujet,

1 encore une fois, bien connu, on ne puisse pas
2 obtenir, comme on dit, "the timeframe" à
3 l'intérieur duquel il est possible de régler une
4 question, j'ai l'impression que non seulement le
5 sommet va être peut-être utile pour relayer encore
6 une fois un certain nombre de problèmes bien
7 identifiés, mais que ça va être drôlement pénible
8 d'en arriver à des démarches concrètes, bien
9 identifiées dans le temps, qui vont nous permettre
10 d'arriver quelque part.

11 Je pense que c'est ça, monsieur le
12 ministre, que les collègues ici à travers cette
13 simple petite question sont en train de mettre à
14 votre attention.

15 LE PRÉSIDENT: Merci, monsieur
16 Bélanger. Comme j'ai déjà indiqué, c'est notre
17 intention d'agir aussitôt que possible. Le
18 gouvernement est en train de considérer notre
19 projet de loi présentement, et ce n'est pas notre
20 intention d'avoir un délai. Il faut agir, et
21 c'est notre intention d'agir aussitôt que
22 possible, mais il faut agir dans l'ensemble des
23 préoccupations concernant le droit d'auteur, pas
24 simplement sur une série de projets de loi
25 séparés, mais sans délai. C'est notre intention,

1 et c'est notre intention claire.

2 Monsieur Hylton.

3 MR. HYLTON: Mr. Chairman, as a
4 lawyer who wants to make sure that things move
5 along very quickly -- I am must reminded that we
6 are talking about Phase 2, and Phase 1 that came
7 in just a couple of years ago was amending the
8 Copyright Act, I think it is of 1923, and I think
9 the great benefit that we have here today is a
10 young, vigorous minister who can stand the Phase 2
11 course.

12 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
13 Hylton.

14 Perhaps I could ask Mr. Fortier
15 for any concluding comments he might have, and we
16 could pass on from there.

17 MR. FORTIER: (hors micro)...je ne
18 peux conclure autrement que de vous dire qu'il y a
19 urgence d'agir. Tous les comités l'ont indiqué,
20 et vous l'indiquent à nouveau ce matin.

21 Quant à la durée des droits
22 éphémères, nous avons un groupe de travail au sein
23 de la population canadienne de radiodiffuseurs qui
24 a étudié leurs droits dans leur ensemble, et en
25 particulier bien sûr le droit éphémère. Je suis

1 persuadé que la recommandation que l'Association
2 ferait quant à sa durée serait une année, et non
3 pas six mois.

4 LE PRÉSIDENT: Merci beaucoup,
5 monsieur Fortier, de votre intervention.

6 On pourrait peut-être prendre une
7 pause-café de 15 minutes, commençant maintenant.

8 --- Suspension de l'audience

9 --- Reprise de l'audience

10 THE CHAIRMAN: Ladies and
11 gentlemen, we have been having some difficulty
12 with the microphones. We have tried to change the
13 switching system for the microphones. If you
14 could be very careful before making an
15 intervention, if you push your button, wait until
16 the red light comes on on your microphone to make
17 sure that the sound system is dedicated to your
18 particular microphone.

19 Before we pass on to the next
20 question, could I just recognize the presence in
21 our audience today of three of my colleagues.

22 First of all, Mr. Bud Bird, Member
23 of Parliament for Fredericton-York-Sunbury. Mr.
24 Bird is the Chairman of the Parliamentary
25 Committee which has the responsibility for this

1 department.

2 Secondly, Ms Sheila Finestone, who
3 is the Member of Parliament for Mount Royal, is
4 the Vice-Chair of the Standing Committee on
5 Communications and Culture. She's the Liberal
6 Party's critic, spokesperson for communications
7 and culture.

8 And Mr. Jim Edwards, who is the
9 Member of Parliament for Edmonton-Southwest, and
10 is the Parliamentary Secretary to the Department
11 of Consumer and Corporate Affairs and a former
12 chairman of the Committee and a former
13 Parliamentary Secretary in this Department.

14 Nous passons maintenant à la
15 prochaine catégorie de recommandations, c'est-à-
16 dire celles ayant trait à la Société Radio-Canada,
17 et aux questions fiscales.

18 Tous reconnaissent le rôle-pivot
19 de la Société Radio-Canada au sein du système
20 canadien de radiodiffusion. Dans cet esprit, le
21 comité parallèle francophone a insisté pour
22 examiner, à l'occasion de la première phase du
23 sommet, la recommandation relative à la Société
24 Radio-Canada.

25 Je demanderais maintenant à M.

1 Fortier de nous faire part de la position du
2 comité parallèle francophone sur ces
3 recommandations, ainsi que sur celles relatives
4 aux questions fiscales.

5 Monsieur Fortier.

6 M. FORTIER: Merci, monsieur le
7 ministre. Vous avez constaté que quand il n'y
8 avait pas consensus il y avait davantage de
9 discussion. J'ai le sentiment qu'à ce moment-ci de
10 la rencontre nous aurons beaucoup de discussions,
11 puisqu'il n'y avait pas consensus.

12 Le comité s'est d'abord penché sur
13 l'aspect du financement public de Radio-Canada, et
14 s'est prononcé en faveur d'un financement
15 régulier, stable et adéquat par le biais de
16 crédits parlementaires.

17 Le comité a cependant modifié la
18 recommandation Girard-Peters et y a ajouté ceci:
19 A défaut d'un financement public suffisant, toute
20 forme de financement complémentaire devrait faire
21 l'objet de consultations auprès de l'ensemble de
22 l'industrie.

23 Le comité a ensuite tenu de
24 longues discussions à l'égard de la recommandation
25 visant à réduire l'espace publicitaire de la

1 Société Radio-Canada de 12 à 8 minutes l'heure.

2 Tous ont reconnu qu'une
3 décommercialisation partielle de Radio-Canada ne
4 réglerait pas à long terme les problèmes
5 financiers de l'industrie. Les deux réseaux
6 privés ont par conséquent recommandé la
7 décommercialisation totale de Radio-Canada, à tout
8 le moins de façon graduelle, afin que le
9 financement privé serve à la télévision privée et
10 que seul le financement public serve à la
11 télévision publique.

12 Par ailleurs, les télédiffuseurs
13 publics et les stations affiliées à Radio-Canada
14 se sont opposées à toute forme de
15 décommercialisation de la Société.

16 Bien qu'il y ait eu absence de
17 consensus sur cette recommandation, le comité a
18 convenu de rediscuter cette question lorsqu'il
19 abordera le mandat des différents réseaux lors de
20 l'établissement d'une stratégie industrielle à
21 long terme.

22 Par ailleurs, au sujet des
23 recommandations relatives à la création de
24 stimulants fiscaux pour susciter les
25 investissements du secteur privé, le comité a

1 reconnu l'importance de telles mesures tout en
2 recommandant qu'elles s'ajoutent aux mesures déjà
3 en vigueur au Québec.

4 Voilà en synthèse, monsieur le
5 ministre, les résultats des travaux du comité
6 parallèle à ce sujet.

7 LE PRÉSIDENT: Merci beaucoup,
8 monsieur Fortier. C'était très simple, et je suis
9 sûr que la discussion sera très courte, sans
10 doute.

11 Je cède maintenant la parole aux
12 délégués pour qu'ils expriment leurs opinions.

13 Monsieur Pouliot.

14 M. POULIOT: Monsieur le ministre,
15 for the benefit of my English language colleagues
16 who, I understand, might not have had the same
17 conclusions on the issue of the financing of the
18 CBC, I think it's relevant to explain that there
19 is quite a difference between the French CBC and
20 the English CBC in terms of the programming it
21 offers to its audience.

22 The English language CBC is quite
23 distinctive -- not totaly, but has a
24 distinctiveness that allows it to be different
25 than the CTV Network or Global, for example. The

1 CBC has an objective which is not mandated in the
2 Act but it has an objective to reach 90 per cent
3 or so in prime time of Canadian content. This per
4 se distinguishes the CBC from the other English
5 language networks.

6 The French CBC acts quite
7 differently. It does not distinguish itself by
8 producing a lot of Canadian content in prime time.
9 As we have heard previously, the top 30 programs
10 in Quebec are Canadian in nature, and in fact most
11 of them are produced in Quebec. So for the CBC
12 French to distinguish itself, it is not doing so
13 by producing Canadian drama in prime time.

14 In fact, the CBC in French has,
15 give or take 2 or 3 per cent, a market share of
16 about 30 per cent, which is very close -- my
17 colleague here would say it's less, but it's very
18 close to Télémétropole, which is a market leader
19 in the Province of Québec.

20 Why is that? The French CBC
21 produces programming that is clearly commercial.
22 For the benefit of my English language colleagues,
23 the CBC has a game show at 5 o'clock and then it
24 has an hour and a half of local news, from 5:30 to
25 7:00, not all local, but a lot of local -- traffic

1 on the Champlain Bridge and so on. And it has
2 another game show from 7:00 to 7:30.

3 This is an example of the kind of
4 programming that you would not see in the rest of
5 the country on the English language CBC. And it's
6 an example, I guess my English language colleagues
7 can appreciate, of how difficult it is to compete
8 with a state-run broadcaster that does these
9 things.

10 French language CBC is also very
11 aggressive in terms of buying product. Mr. Girard
12 alluded to it in the previous session. There has
13 been a tremendous increase in the cost of
14 programming in French. I said that it is due in
15 part to increased demand, but the example was
16 given, and it's not because it's my network, but
17 they took away from our network our top-rated
18 program, which is kind of Canada's funniest home
19 video-type show, and they basically bid much more
20 for the program that we did. There was no way we
21 could match the program.

22 They have done the same thing for
23 hockey, for olympic games, for game shows. They
24 bid for "Wheel of Fortune", the French version of
25 "Wheel of Fortune", against us. They even

1 obtained, I think -- my understanding is that they
2 obtained, and this is crucial to the survival of
3 the sports department of the French CBC -- they
4 have obtained the right to broadcast the Blue
5 Bonnet horse races.

6 This is the kind of competition
7 that the French language broadcasters have to
8 face. Why is this happening? I think that the
9 problem is basically, first of all, a mandate that
10 is just too wide. Section 3 of the Act, which
11 deals with the CBC, is just a shopping list of
12 everything that was ever invented by any pressure
13 group as to what the CBC should do.

14 The fact that this mandate is so
15 wide and the fact that the CBC is funded by two
16 sources, has a dual source of financing -- in
17 fact, it's almost three, because they have
18 Téléfilm also, but let's forget that for a
19 moment -- those two sources of revenue, and this
20 is nothing new, it's happening everywhere in
21 Europe with all state-run broadcasters, the fact
22 that they have two sources of revenue, basically
23 with the latitude they have on their mandate, they
24 use it.

25 I think that Mr. Veilleux is a

1 very clever administrator, and so is my colleague
2 Mr. Gougeon. I would do the same thing, and I am
3 not blaming them for that. I think that the
4 government has given them a whole highway to do
5 it, and they have taken away or reduced the
6 increase in the size of the grant. It is now
7 only, as I said, \$20 million a week. By doing so
8 they have forced the CBC to go out and get money
9 in the advertising marketplace.

10 Mr. Veilleux, rightly so, prides
11 himself in being very efficient in having
12 increased his advertising revenue tremendously
13 over the last five years, and he's right. He has
14 done a great job at it.

15 I think the problem is that we
16 don't have the means to compete with the CBC
17 either on a rate -- I don't want to get into the
18 debate as to who is cutting rates or not. I think
19 that's another issue which other colleagues will
20 raise. But the fact that the CBC is basically
21 funded by the government and does not really care
22 about the price it has to pay for the product or
23 the cost of the advertising simply to me is the
24 biggest issue in Quebec broadcasting.

25 We have been harping on this issue

1 for the last two years with your previous
2 colleague, Mr. Masse. We now have a summit, and
3 I'm not sure what the summit is going to do about
4 this, but I think to our company this is the major
5 issue in Quebec French language broadcasting.

6 THE CHAIRMAN: Thank you very
7 much, Mr. Pouliot.

8 Monsieur Chagnon.

9 M. CHAGNON: Peut-être de
10 présenter aussi le problème sous un angle
11 différent, monsieur le ministre.

12 La préoccupation est beaucoup plus
13 grande ici. On parle de survie. Vous avez dit
14 aujourd'hui que vous ne pouvez pas garantir la
15 survie, par le sommet, à tous les intervenants
16 dans le dossier.

17 Je regarde un commentaire du
18 président de ABC qui parle à ses affiliés:

19 "TV networks depend on the
20 companies pursuing other
21 businesses. It's possible
22 that while a network may
23 continue to be a network, it
24 might not take the same form
25 or program the exact same

1 number of hours."

2 La préoccupation qu'on veut vous
3 exprimer aujourd'hui dans la différenciation dans
4 la programmation ici sur notre marché, c'est un
5 petit marché. La langue, on croit, qui pouvait
6 nous protéger, mais on voit cette fragmentation de
7 plus en plus grande. Si les intervenants n'ont
8 pas les moyens de se différencier par le mandat
9 bien précis qui serait accordé à un des
10 intervenants majeurs qui a des sources de
11 financement différentes, c'est que la survie de
12 nos entreprises est menacée.

13 A court et à moyen terme, comment
14 une entreprise qui a une chaîne de télévision va
15 concurrencer demain dans un univers de 100 ou 200
16 canaux de télévision?

17 On voit qu'il y a des entreprises
18 qui mettent en place ce qu'ils appellent un "mood
19 electronic TV guide". On va chercher des programmes
20 et non maintenant des chaînes de télévision ou des
21 canaux de télévision.

22 C'est seulement pour amplifier,
23 parce qu'on va en parler beaucoup plus cet après-
24 mid, de la concurrence qui va exister dans notre
25 marché de la télévision, et que s'il n'y a pas des

1 règles qui peuvent nous aider... Nous avons un
2 petit marché. Québec a cinq millions de
3 francophones. On l'a mentionné encore tout à
4 l'heure, les 30 émissions les plus populaires sont
5 perduites ici au Québec. Je pense que les gens
6 ont fait un excellent travail.

7 La Société Radio-Canada a toujours
8 fait un excellent travail dans la complémentarité
9 d'une programmation qu'on ne pouvait pas se
10 permettre comme chaîne privée, et le groupe
11 Girard-Peters l'a souligné à maintes occasions,
12 cette qualité de programmation qui est propre et
13 qu'on s'attend de Radio-Canada, et qui est très
14 distinctive.

15 Ici à Montréal ou au Québec vous
16 trouverez la radio, si vous passez de la radio AM
17 ou FM de Radio-Canada, vous avez un son qui est
18 différent. Ce que je crois c'est que leur cote
19 d'écoute est très élevée avec un modèle très
20 distinctif à la radio, soit AM et FM.

21 De penser que par la langue on
22 peut se différencier encore très longtemps, je ne
23 crois pas que ça va être impossible demain à cause
24 de cette concurrence importante qui arrive sur le
25 marché.

1 Si Radio-Canada continuerait ce
2 qu'elle fait dans le temps, et non cette
3 préoccupation commerciale qui est la seule
4 présente, il me semble, dans certains cas, d'aller
5 chercher des auditoires pour faire plaisir aux
6 annonceurs, on change la différenciation qu'il y
7 avait dans les mandats de programmation. C'est
8 une des programmations importantes qui est
9 présentée aujourd'hui, monsieur le ministre.

10 On souhaite tous que Radio-Canada
11 devienne le Radio-Canada qu'on connaissait, et
12 qu'il y avait un mandat très précis qui lui était
13 donné comme société publique. Pourquoi un
14 gouvernement irait subventionner une société qui
15 offre la même programmation que les chaînes
16 privées?

17 Notre département commercial nous
18 dit que les annonceurs, les agences de publicité,
19 recommandent à leurs clients d'acheter
20 Télémétropole ou Radio-Canada. On livre les mêmes
21 auditoires au point de vue démographique.

22 Si à un moment donné on est prêt à
23 avoir une commodité, parce qu'il va falloir se
24 différencier dans notre programmation, on est
25 affecté et le public n'a rien gagné. Je me

1 demande pourquoi, encore une fois, le gouvernement
2 subventionne une société qui a presque toute la
3 même programmation déjà offerte par des sociétés
4 privées.

5 Vous subventionnez des sociétés
6 d'opéra, des orchestres symphoniques, des musées,
7 le Conseil national des Arts, pour une raison très
8 particulière. C'est que la survie et le mandat
9 qui leur est confié est très précis, et leur
10 survie est associée avec la subvention que vous
11 apportez.

12 C'est le message que j'é voulais
13 apporter à ce qu'Adré vient de présenter, c'est
14 qu'on souhaite que votre gouvernement, notre
15 ministre peut aider à définir plus clairement le
16 mandat de Radio-Canada que ce qui est dans la loi
17 présentement, et qu'il apporte cette
18 différenciation dans l'intérêt du public en
19 général.

20 Merci.

21 LE PRÉSIDENT: Merci beaucoup,
22 monsieur Chagnon.

23 Je pense que vous avez soulevé une
24 question qui est très importante pour nous tous.
25 Pour avoir un télédiffuseur public subventionné

1 par les contribuables il faut avoir la
2 programmation distincte, quelque chose de
3 différent que la programmation offerte par le
4 secteur privé.

5 C'est clair qu'un grand défi pour
6 la Société Radio-Canada est de définir leur rôle
7 et leur mandat, et d'offrir quelque chose de
8 différent. C'est important pour nous comme
9 gouvernement pour justifier cette subvention, qui
10 est assez grande, et je pense que c'est important
11 pour les Canadiens et les Canadiennes aussi.

12 Il est également très important
13 pour la Société Radio-Canada, qui s'occupe
14 maintenant de cette question, qui sont en train de
15 discuter du rôle de la Société Radio-Canada comme
16 télédiffuseur et radiodiffuseur. C'est leur
17 intention d'offrir quelque chose de différent que
18 ce qui est offert par le secteur privé.

19 J'aimerais demander à M. Veilleux,
20 le Président de la Société Radio-Canada, de
21 répondre à ces questions.

22 M. VEILLEUX: Merci, monsieur le
23 ministre.

24 Comme le modérateur disait, c'est
25 l'endroit où il ne semble pas y avoir de consensus

1 que la discussion s'amorce le mieux. Je pense que
2 je voyais avant la pause-café une certaine anxiété
3 à aborder un sujet.

4 Radio-Canada a toujours une
5 certaine popularité, et s'ils ne gagnent pas les
6 cotes d'écoute auprès du public ils gagnent
7 certainement les cotes d'écoute auprès de ses
8 partenaires.

9 Je pense qu'on discutait, dans le
10 cadre du groupe Girard-Peters, du financement
11 pluriannuel de Radio-Canada, et ce serait utile
12 qu'on y revienne à un moment donné plutôt que de
13 parler de sa programmation. Beaucoup de gens, je
14 pense... Si j'essayais de résumer ce qu'on a dit
15 ici ce matin, c'est que Radio-Canada devrait
16 réduire son espace commercial, publicitaire,
17 devrait se retirer du sport, devrait se retirer
18 des variétés, devrait se retirer du téléroman et
19 des dramatiques et, en dernière analyse,
20 deviendrait un diffuseur à vocation très
21 marginale. Et tout ça financé, présumément, par
22 les fonds publics.

23 Or, je pense qu'il faut comprendre
24 très bien c'est quoi le rôle d'un diffuseur
25 public. Je sais, surtout au marché canadien-

1 français, que les diffuseurs ont de la difficulté.
2 On en est très conscient. Nous aussi on a des
3 difficultés. Alors on partage ce sentiment avec
4 l'autre, et nous sommes venus ici ce matin à ce
5 sommet de la télévision pour lequel je vous
6 félicite d'avoir convoqué parce que c'était, je
7 pense, une décision très courageuse, de réunir des
8 gens qui n'ont pas nécessairement le même
9 consensus ou le même point de vue, et qui ont
10 souvent des objectifs très différents.

11 Nous sommes venus ici dans un
12 esprit de collaboration et avec une ouverture
13 d'esprit, mais quand même dans le respect de nos
14 mandats respectifs. Et ça, je pense qu'il faut le
15 comprendre.

16 Radio-Canada est un diffuseur
17 public qui fonctionne à la grandeur du pays. Et
18 en discuter comme dans un certain sens M. Pouliot,
19 dans le contexte purement québécois ou
20 montréalais, c'est faire une abstraction d'une
21 réalité, parce que Radio-Canada fonctionne, et
22 donc doit avoir une programmation qui est
23 accessible à l'ensemble des Canadiens français
24 d'un océan à l'autre.

25 Notre programmation, contrairement

1 à ce que M. Pouliot a dit, parce que je ne sais
2 pas quelle télévision il regarde, parce que moi
3 aussi je la regarde, elle est aussi distinctive en
4 français qu'elle l'est en anglais. Il y a des
5 différences, c'est bien sûr, parce qu'il y a des
6 différences d'auditoires. Comme bon diffuseur,
7 nous nous adaptons à la situation.

8 Mais étant un diffuseur public
9 payé par les contribuables, il est bien sûr qu'on
10 doit donner une programmation dans laquelle le
11 contribuable se retrouve. C'est l'essence même
12 d'une entreprise publique. En faire un diffuseur
13 marginal et demander à l'ensemble des Canadiens de
14 payer pour, les Canadiens diraient "écoutez, ça
15 vaut pas la peine de payer pour ça, parce que vous
16 avez 2 ou 3 pour cent des Canadiens qui regardent
17 votre programmation et vous êtes devenu le PBS du
18 nord et pourquoi devrions-nous, Canadiens, payer
19 pour ça?" On ne se retrouve pas là-dedans, nous.

20 Alors ce serait marginaliser
21 Radio-Canada, et je pense que dans le contexte
22 dans lequel nous vivons ce serait marginaliser,
23 comme vous avez dit je pense dans vos déclarations
24 d'ouverture, l'industrie pivot, l'industrie
25 centrale de la télédiffusion au Canada, et je

1 pense que ce sont tous les joueurs qui en
2 perdraient.

3 Alors je pense qu'il faut aborder
4 la question sous un autre angle. C'est sûr que
5 nous faisons des efforts et nous continuerons de
6 faire des efforts pour offrir une programmation
7 plus distinctive. Nous avons la plus grande
8 ouverture d'esprit là-dessus, mais dans le
9 contexte d'un diffuseur public, c'est-à-dire d'une
10 programmation qui doit être accessible à
11 l'ensemble de ceux qui payent pour, je pense que
12 c'est un principe fondamental que tous les
13 Canadiens reconnaissent. Autrement, ce serait
14 marginaliser la Société Radio-Canada, ce que
15 certains peut-être préféreraient dans le contexte
16 actuel mais qui ne serait pas, je pense, dans
17 l'avantage et du Québec et du reste du Canada.

18 C'est dans notre désir de
19 continuer à améliorer notre programmation que nous
20 recherchions des formules de financement stable,
21 formules que nous avons discutées avec vous et qui
22 nous permettraient d'avoir une assise financière
23 plus stable, de façon pluriannuelle, pour nous
24 permettre de planifier à long terme, et qui
25 permettraient à nos partenaires de l'industrie

1 également de planifier.

2 Sachant qu'on n'ira pas faire
3 d'aucuns perçoivent une concurrence indue sur le
4 marché de la publicité, parce que cette année nos
5 crédits parlementaires ont baissé, alors il faut
6 aller se compenser parce que le mandat reste le
7 même, et qu'on doit fonctionner sur 12 mois alors
8 que l'ensemble des entreprises ont des instruments
9 de financement qui excèdent 12 mois, que ce soit
10 le droit d'emprunt, le droit de reporter un profit
11 -- ce que nous, nous n'avons pas.

12 Nous n'avons pas ça à Radio-
13 Canada. Nous avons des contraintes de gestion que
14 j'oserais dire certains d'entre vous n'ont pas --
15 que la plupart d'entre vous n'avez pas, avec un
16 mandat plus large, qui à mon avis est approprié
17 mais qui doit continuellement être raffiné.

18 C'est dans cet esprit-là que nous
19 serons prêts, gardant à l'esprit les services que
20 nous devons offrir non seulement aux Canadiens
21 français du Québec mais à l'ensemble du pays,
22 parce que nous sommes le seul à fournir ces
23 services-là au reste du pays. C'est très
24 important qu'on ne l'oublie pas.

25 C'est dans ce contexte-là que nous

1 serons prêts à discuter avec nos partenaires.

2 LE PRÉSIDENT: Merci, monsieur
3 Veilleux.

4 Monsieur Bertrand.

5 M. BERTRAND: Monsieur le
6 ministre, je suis un peu partagé entre est-ce que
7 je dois répondre directement à M. Veilleux ou
8 m'adresser à vous.

9 Essentiellement, je peux
10 comprendre que M. Veilleux de par ses fonctions,
11 de par le mandat de Radio-Canada, doit
12 obligatoirement se donner et avoir une perspective
13 canadienne. Or, la situation au Québec est telle
14 que l'intérêt public au Québec est mal servi par
15 cette perspective canadienne. Elle est mal servie
16 à plusieurs égards.

17 En 1986-87, lorsque le
18 gouvernement a accéléré l'arrivée de canaux
19 spécialisés, l'arrivée d'un nouveau compétiteur
20 dans le marché québécois, on a appliqué, somme
21 toute, une solution canadienne à un problème
22 québécois. L'accélération de services et
23 l'arrivée de nouveaux services, c'est une solution
24 qui répondait aux besoins légitimes du Canada
25 anglais, et qui répondait également aux besoins

1 légitimes pour la culture canadienne anglaise de
2 prendre une position de défense quant à l'arrivée
3 massive de services américains.

4 On a appliqué la solution
5 canadienne au territoire québécois sans tenir
6 compte que le marché des auditeurs, le marché
7 commercial, le marché des annonceurs, ne pourrait
8 pas suivre une arrivée massive dans le marché
9 commercial d'espaces publicitaires.

10 En 1987 on offrait au Québec,
11 monsieur le ministre, 21 minutes à l'heure au
12 chapitre de l'espace commercial. En 1991 on offre
13 dans le même marché, au même nombre de Québécois,
14 au même nombre d'annonceurs, 70 minutes.

15 Il est évident...parce qu'avec un
16 ensemble d'intervenants fédéraux qui choisissent
17 de rester au-dessus de la mêlée, c'est l'intérêt
18 public au Québec qui est mal servi.

19 Cet intérêt public au Québec est
20 mal servi parce que d'une part il ne peut y avoir
21 d'industries saines, en santé, avec des
22 partenaires privés qui déjettent et qui
23 connaissent depuis plusieurs années, pour des
24 raisons structurelles qui n'ont rien à voir avec
25 la récession économique, qui connaissent une

1 situation financière qui ne cesse de se
2 détériorer.

3 L'intérêt public québécois est mal
4 servi également par la volonté gouvernementale qui
5 doit composer avec un ensemble de facteurs qui
6 débordent largement le champ des communications,
7 qui déborde également les préoccupations du
8 Québec, et on se retrouve dans une situation, où
9 M. Veilleux l'admettait lui-même, à partir du
10 moment où le gouvernement fédéral n'a pas les
11 moyens de sa politique, il force ainsi une agence
12 comme Radio-Canada à aller jouer carrément et
13 strictement dans un corridor qui appartient au
14 secteur privé.

15 La recherche effréné d'auditoires
16 à des fins commerciales par Radio-Canada est à
17 court, moyen et long terme, si elle n'est pas
18 contrée par une volonté gouvernementale, parce
19 qu'il ne s'agit pas là de la volonté des cadres
20 supérieurs de Radio-Canada, si elle n'est pas
21 contrée, limitée par une volonté gouvernementale,
22 amène une situation où le ministre ne peut pas
23 rester insensible, le ministre ne peut pas rester
24 au-dessus de la mêlée parce qu'il s'agit de
25 l'intérêt public.

1 Il ne s'agit pas de l'intérêt
2 commercial de Quatre-Saisons ou du Réseau de TVA,
3 des deux grandes chaînes privées, mais il s'agit
4 de l'intérêt public, l'intérêt public qui est mal
5 servi parce que les chaînes privées, les réseaux
6 privés, sont en très mauvaise santé financière.

7 Il ne pourrait y avoir
8 d'industries, que ce soit pour les artisans de la
9 télévision, pour les artistes, pour la production
10 indépendante, il ne peut y avoir de producteurs
11 indépendants en santé si les diffuseurs privés ne
12 sont pas en santé.

13 Alors, que mon collègue pas en
14 canadien nous rappelle à l'ordre en nous disant,
15 "vous savez, on a une dimension, une vision, une
16 perspective canadienne qui est importante, qui va
17 au-delà de vos préoccupations commerciales", je le
18 reconnais. Mais je pense que l'invitation de M.
19 Veilleux va dans le même sens que l'invitation des
20 diffuseurs privés. C'est, encore une fois, au
21 ministre, au gouvernement, d'agir. Radio-Canada
22 ne peut pas agir seule.

23 C'est, encore une fois, un secteur
24 dans lequel depuis la Loi C-40, donc depuis
25 plusieurs années, le secteur privé, les diffuseurs

1 privés, tant du côté du Canada anglais que du
2 Canada français, les diffuseurs privés voudront
3 faire valoir leur point de vue. C-40 a non
4 seulement confirmé un mandat très large à Radio-
5 Canada, mais il a même ajouté de nouvelles
6 dimensions.

7 Au même moment le gouvernement,
8 pour de bonnes raisons, avait éprouvé des
9 difficultés financières et s'est mis à serrer.
10 Mais c'est évident qu'il n'y a pas de place au
11 Québec pour autant de canaux spécialisés, autant
12 de réseaux privés, avec la concurrence déloyale
13 que la politique fédérale force Radio-Canada à
14 mener sur le marché des auditeurs, et sur le
15 marché des annonceurs.

16 J'aimerais encore une fois...vous
17 allez me dire que je me répète, mais à 10 h 10 ce
18 matin vous avez pris une première décision en nous
19 disant que vous alliez agir aussitôt que possible
20 sur les droits éphémères. Est-ce qu'on peut
21 souhaiter qu'à 11 h 10 ce matin vous allez nous
22 communiquer quelle est l'intention du gouvernement
23 au chapitre de Radio-Canada dans le marché
24 francophone, puisque c'est là l'objet de notre
25 propos ce matin.

1 LE PRÉSIDENT: Merci, monsieur
2 Bertrand.

3 Monsieur Girard.

4 M. GIRARD: Monsieur le Président,
5 je suis très heureux que l'on aborde les problèmes
6 avec autant de franchise, mais je pense qu'il est
7 important de rappeler quelques éléments qui sont
8 fondamentaux.

9 Tout d'abord je voudrais rappeler
10 que le mandat de notre groupe de travail n'était
11 pas de discuter des mandats respectifs de l'une ou
12 l'autre des télévisions, mais de trouver des
13 solutions financières aux problèmes auxquels les
14 télévisions faisaient face.

15 C'est dans cet esprit que nous
16 avons fait une recommandation qui nous paraissait,
17 à tous, réaliste, et qui consistait à recommander
18 la diminution du nombre de minutes de publicité à
19 la Société Radio-Canada de 12 à 8 pour chacune des
20 heures, et non pas en moyenne, ce qui représente
21 une diminution substantielle, parce qu'il nous
22 apparaissait tout à fait illusoire de croire qu'à
23 court terme l'on pouvait demander à la Société
24 Radio-Canada d'abandonner totalement le champ de
25 la publicité.

1 Illusoire parce qu'il est évident
2 que le gouvernement fédéral, dans le contexte
3 actuel, n'a pas les argents pour compenser cette
4 perte financière. Illusoire aussi parce que nous
5 pensons qu'il n'est pas nécessairement mauvais
6 pour la Société Radio-Canada -- et ce que je dis
7 de la Société Radio-Canada s'applique également à
8 la CBC -- d'avoir deux sources de revenus, c'est-
9 à-dire d'avoir accès, dans le même temps, à une
10 subvention gouvernementale et d'avoir accès dans
11 le même temps aux revenus de publicité.

12 Donc, je suis étonné que notre
13 recommandation n'ait pas fait l'objet d'un
14 consensus puisqu'elle permettait de remédier à la
15 situation de façon immédiate dans la mesure où
16 tous les joueurs auraient été d'accord et où il
17 aurait été plus facile pour le gouvernement
18 d'accepter cette recommandation.

19 Je pense qu'il n'est pas juste non
20 plus de dire que le marché québécois qui à l'heure
21 actuelle compte 7 millions d'habitants et non plus
22 6 millions -- on dit toujours six millions, mais
23 il y en a un million de plus, et il y a également
24 plus de cinq millions de francophones. Il y a
25 près de six millions de francophones. Je pense

1 qu'il est injuste de dire que ce marché ne peut
2 pas supporter quatre stations conventionnelles, et
3 qu'il ne peut pas supporter non plus des canaux
4 spécialisés.

5 Il existe d'autres marchés au
6 Canada où la concurrence est aussi forte, et qui
7 parviennent à survivre. Il existe de nombreux
8 autres marchés aux États-Unis où la concurrence
9 est semblable et où tous les joueurs parviennent à
10 vivre, et parviennent à faire des profits.

11 Autant certaines questions ont été
12 mises sur la table avec beaucoup de franchise ce
13 matin, autant il me paraît impérieux de la part du
14 groupe de travail de rappeler de façon claire,
15 nette et précise, que s'il n'y avait pas eu à
16 Montréal une guerre des prix au cours des
17 dernières années, les intervenants privés
18 feraient, si nos renseignements sont bons, cette
19 année des profits, ce qui n'est pas négligeable.

20 Les profits ne seraient pas ce
21 qu'ils ont déjà été. Vous pouvez estimer que les
22 profits ne seraient pas suffisants, mais au lieu
23 d'être dans une situation déficitaire vous seriez
24 dans une situation profitable ce qui, vous en
25 conviendrez, fait toute la différence du monde.

1 Au fond, le sens de mon
2 intervention est de faire appel ce matin au
3 réalisme, et de cesser de prendre des vessies pour
4 des lanternes. Je pense que la réduction que nous
5 proposions du nombre de minutes permettait une
6 solution à court terme, permettait une solution
7 efficace. Je pense que la Société Radio-Canada
8 finalement aurait pu accepter une telle
9 proposition, mais la division des différents
10 intervenants fait que l'on se retrouve dans une
11 situation à laquelle je ne vois pas vraiment de
12 situation immédiate.

13 Encore une fois, à trop vouloir la
14 perfection on finit par se retrouver, pour
15 utiliser la fable de Lafontaine, "gros gens comme
16 devant".

17 LE PRÉSIDENT: Merci, monsieur
18 Girard.

19 Monsieur Gourd.

20 M. GOURD: M. Bertrand a demandé
21 la parole et avant qu'il ne la prenne je voudrais
22 simplement tabler des informations factuelles
23 concernant l'origine des positions
24 gouvernementales sur l'augmentation du nombre des
25 services francophones au Québec.

1 Ce que je voudrais tabler comme
2 informations factuelles c'est que ce fut non pas
3 une perspective uniquement ou surtout canadienne
4 qui a prévalu, ce fut factuellement une
5 perspective surtout québécoise. Et je m'explique.

6 En 1985 le Gouvernement du Québec
7 et le Gouvernement du Canada, par leur ministre
8 des Communications respectif, ont signé une
9 entente d'harmonisation et de co-ordination de
10 leurs politiques et programmes en matière de
11 télévision francophone. Le comité de gestion de
12 ces ententes, à savoir moi-même pour le
13 Gouvernement du Canada, pour le ministère des
14 Communications du Canada, mon collègue le sous-
15 ministre des Communications du Québec pour la
16 partie québécoise, nous nous sommes réunis tout au
17 cours de 1985 à de nombreuses reprises pour
18 constater un problème très grave, qui était une
19 érosion de l'écoute des services des stations
20 francophones au profit des stations anglophones,
21 principalement à l'époque américaines.

22 D'un commun accord les deux
23 ministères représentant leur gouvernement ont
24 convenu qu'il était impératif face à une érosion
25 de l'écoute du système de radiodiffusion

1 francophone, du système de télévision francophone,
2 d'augmenter un peu le nombre des services
3 francophones, qu'ils soient généraux, et c'était
4 avant Quatre-Saisons, ou qu'ils soient spécialisés
5 comme TV-5, par exemple, à l'époque.

6 Ce consensus des deux ministères,
7 fait dans la perspective de la télévision
8 québécoise, a été, dans le respect de
9 l'indépendance du CRTC, communiqué à l'organisme
10 réglementaire de façon formelle par des lettres
11 qui ont été signées par les ministres. Je dois
12 dire que sur une perspective culturelle la
13 politique a été un succès vu que l'écoute totale
14 du système francophone de télévision a augmenté et
15 a récupéré l'écoute qui avait été perdue au profit
16 des stations américaines principalement.

17 Cependant, évidemment avec la
18 récession, avec également le nombre peut-être plus
19 grand que ce que personne avait imaginé de
20 nouvelles licences, il y a eu un impact financier
21 avec la question des tarifs.

22 En ce qui concerne la révision du
23 mandat de Radio-Canada nous avons entendu, je
24 pense, le président de Radio-Canada dire qu'il
25 était prêt à continuer à revoir son mandat de

1 programmation. Et lorsque récemment le même
2 comité de gestion de l'entente d'harmonisation
3 avec le Québec s'est réuni il y trois ou quatre
4 semaines, je pense que la partie canadienne a
5 indiqué à la partie québécoise que tout était sur
6 la table et que, avec la partie québécoise, on
7 était prêt à revoir l'ensemble des politiques
8 concernant la télévision francophone.

9 Évidemment il ne faut pas que les
10 deux ministères, excusez l'anglicisme, préempte le
11 comité de direction de l'industrie. Donc, les
12 discussions avec le ministère des Communications
13 du Québec sur toutes ces questions, que ce soit le
14 mandat de Radio-Québec, que ce soit les crédits
15 d'impôt, que ce soit le financement de l'OSEGIC,
16 le financement de Téléfilm, tout ça est sur la
17 table mais doit se faire en complément avec le
18 travail que les deux ministères font avec
19 l'industrie.

20 En bref, nous avons déjà
21 communiqué de nouveau en 1991, comme on l'avait
22 fait en 1985, à nos partenaires du ministère des
23 Communications du Québec que l'ensemble des
24 politiques était soumises à révision maintenant
25 comme avant.

1 LE PRÉSIDENT: Merci, monsieur
2 Gourd.

3 Monsieur Bertrand.

4 M. BERTRAND: Je voulais poser une
5 question à M. Girard, mais il faut se rappeler,
6 monsieur Gourd, fait pour fait -- et après ça je
7 vais fermer la parenthèse -- fait pour fait qu'en
8 1985 s'il y avait érosion, comme vous nous dites,
9 de la clientèle francophone vers des services
10 anglophones ou des diffuseurs anglophones, il faut
11 se rappeler qu'en 1985 c'était la conséquence
12 directe d'une longue grève de 15 mois auprès, de
13 l'époque, le seul diffuseur privé qui était numéro
14 un dans le marché, c'est-à-dire Télémétropole.

15 C'est évident qu'une conséquence
16 directe de cette longue grève-là a été une perte
17 sensible d'auditoire pour Télémétropole à
18 l'époque, auditoire qu'on a repris. Également, le
19 sous-ministre doit bien le savoir, qu'au moment où
20 on a constaté une augmentation sensible de
21 l'écoute des canaux anglophones, c'était le
22 lendemain d'une grève non pas de 15 jours, mais de
23 15 mois à Télémétropole.

24 Par ailleurs, je ne suis dans
25 l'industrie que depuis six mois donc je n'ai pas

1 eu l'occasion et je n'ai pas l'expérience que peut
2 avoir M. Girard, mais pourriez-vous me donner un
3 seul marché aux États-Unis, monsieur Girard, où la
4 compétition est aussi forte mais où la compétition
5 bénéficie d'un programme d'aide quelconque du
6 gouvernement fédéral américain d'un milliard de
7 dollars par année?

8 C'est évident qu'il y a place, à
9 partir du moment où tous les joueurs disposent des
10 mêmes ressources, qu'il y a place à une
11 compétition saine, forte, dans l'industrie des
12 communications comme dans n'importe quelle autre
13 industrie.

14 Là où la situation est différente
15 au Québec c'est que mon compétiteur direct,
16 principal, ou le numéro deux dans le marché,
17 bénéficie de subventions et d'un budget annuel de
18 230 millions de dollars. Que nos voisins du
19 boulevard René Lévesque, qui est l'édifice de
20 Télémétropole sur le boulevard DeMaisonneuve, pour
21 chaque employé de Télémétropole a 3,-quelques
22 poussières employés.

23 Il est évident que je ne connais
24 pas, mais je n'ai pas eu l'occasion de beaucoup
25 voyager dans les six ou sept derniers mois, mais

1 je ne connais aucun marché américain comparable au
2 marché montréalais, parce que dans aucun marché
3 américain, et corrigez-moi si je me trompe, dans
4 aucun marché comparable le gouvernement fédéral
5 américain subventionne directement un compétiteur
6 gouvernemental dont la survie dépend de sa
7 capacité à générer des succès populaires
8 comparables, et non pas distincts, mais tout à
9 fait comparables au réseau privé, parce qu'il a,
10 comme nous, besoin de ressources financières.

11 Dites-le-moi pour mon prochain
12 voyage.

13 M. GIRARD: De façon comparable,
14 monsieur Bertrand, il est évident que vous avez
15 raison. L'on pourrait alléguer que le réseau
16 public PBS reçoit des fonds publics, mais c'est
17 sûrement pas dans les mêmes proportions que les
18 fonds qui sont attribués à la Société Radio-
19 Canada, j'en conviens.

20 C'est la raison précisément pour
21 laquelle nous avons recommandé la diminution du
22 nombre de minutes, parce que là où nous allons
23 tomber d'accord tout à fait facilement c'est sur
24 le principe que nous avons mis de l'avant. Le
25 principe est le suivant.

1 Lorsqu'une télévision a accès à
2 deux sources de revenus, il ne nous paraît pas
3 normal qu'elle ait un accès illimité à cette
4 source, qui s'appelle la publicité. En
5 conséquence, l'accès plein aux 12 minutes
6 reconnues à l'heure actuelle par le CRTC devrait
7 être réservé, à notre avis, qu'aux seules
8 télévisions privées puisqu'elles n'ont qu'une
9 seule source de revenus dans le cas de la Société
10 Radio-Canada, et nous avons appliqué le même
11 principe dans le cas des canaux spécialisés. Nous
12 avons suggéré une diminution du nombre de minutes
13 de publicité.

14 Je pense qu'aucun membre du groupe
15 de travail, monsieur Bertrand, ne prétendra que
16 c'est la situation idéale. Nous avons tout
17 simplement voulu faire une recommandation
18 pratique, concrète, qui permettait à tout le monde
19 de mieux s'en tirer.

20 Monsieur le ministre, sans vouloir
21 présumer de la discussion que nous aurons plus
22 tard sur le moratoire, je sens quand même le
23 besoin de parler maintenant du moratoire, parce
24 que c'est précisément la raison pour laquelle nous
25 avons proposé un moratoire.

1 Nous n'avons pas proposé un
2 moratoire pour freiner les développements
3 technologiques. Nous n'avons pas proposé un
4 moratoire pour réduire l'entrepreneurship. Nous
5 avons proposé un moratoire pour permettre aux
6 joueurs, suite à des modifications --
7 substantielles, nous en convenons -- qui sont
8 survenues au cours des dernières années, de
9 retrouver leur santé financière, parce que nous
10 sommes tout à fait convaincus que sans santé
11 financière valable, stable, la télévision
12 canadienne ne pourra pas progresser.

13 Donc, le sens du moratoire c'est
14 précisément de permettre à tous les joueurs
15 d'absorber les chocs successifs qui sont arrivés
16 au cours des dernières années, et je conviendrais
17 avec vous, monsieur Bertrand, que ces chocs ont
18 été particulièrement marqués sur le marché de
19 Montréal.

20 C'est la raison pour laquelle nous
21 proposons le moratoire, mais dans le même temps
22 la raison pour laquelle nous proposons une
23 diminution du nombre de minutes à Radio-Canada.
24 Et vous savez tout aussi bien que moi qu'en
25 réduisant le nombre de minutes publicitaires à

1 Radio-Canada vous atteignez vraisemblablement, par
2 le fait même, une recentration, si vous me
3 permettez l'expression, de Radio-Canada sur son
4 mandat culturel.

5 LE PRÉSIDENT: Merci, monsieur
6 Girard.

7 Monsieur Veilleux, suivi de M.
8 Audet.

9 M. VEILLEUX: Merci, monsieur le
10 ministre.

11 Juste pour clarifier quelques
12 points je pense qui se glissent dans le cours
13 d'une excellente discussion mais qui pourraient
14 porter à former de fausses opinions.

15 Je notais lors de la pause-café
16 que M. Bertrand se promenait avec une énorme
17 bouteille d'eau, ce qui m'a encouragé. J'ai dit,
18 "ça va éteindre un peu le feu de ses ardeurs". Et
19 j'imagine qu'après plus de six mois dans son poste
20 très difficile il aura besoin de moins d'eau.

21 L'une des choses que nombre ont
22 parlé, ils ont parlé que Radio-Canada avait un
23 milliard. L'impression pourrait se glisser ici
24 que c'est un milliard pour la télévision française
25 à Montréal. Je pense qu'il est important de

1 resituer ça, que ce un milliard-là, qui n'est pas
2 tout à fait un milliard, d'ailleurs, sert à une
3 foule de services mandatés par législation et
4 sanctionnés par le CRTC, dont trois réseaux de
5 télévision, c'est-à-dire la télévision française
6 d'un océan à l'autre. Et ce serait intéressant de
7 savoir combien de diffuseurs ici ont des employés
8 canadiens-français hors du Québec. Nous, on en a.

9 Donc, un réseau de télévision
10 français, un réseau de télévision anglais, une
11 chaîne de nouvelles continue qui s'appelle
12 NewsWorld. Nous avons quatre réseaux de radio:
13 AM français-anglais d'un océan à l'autre, FM
14 français-anglais d'un océan à l'autre, une chaîne
15 parlementaire, Radio-Canada Internationale, et les
16 services du Nord où nous diffusons, nous sommes
17 les seuls, d'ailleurs, à diffuser dans tout le
18 Nord canadien dans sept langues autochtones. Et
19 tout ça, nous le faisons pour moins d'un milliard.
20 Si vous calculez le coût, ça fait environ 10 sous
21 par Canadien par jour.

22 Je pense que si vous calculez le
23 coût des autres diffuseurs, certainement au
24 Canada, vous verrez que Radio-Canada fournit un
25 service des plus efficaces et des plus productifs,

1 certainement par comparaison au service canadien,
2 et sûrement par comparaison au service de nos
3 équivalents européens ou ailleurs dans le monde.

4 Et de un, le milliard n'est pas
5 dépensé simplement au Québec. Il n'est pas une
6 subvention. Nous croyons que nous l'utilisons à
7 très, très, très bon escient, et de façon très
8 efficace.

9 Deuxièmement, M. Girard parlait de
10 réduire l'espace commercial de 12 à 8 minutes.
11 L'hypothèse fondamentale qui sous-tendait, selon
12 moi, cette recommandation-là, c'est qu'en
13 réduisant ainsi de 12 à 8 l'effet se ferait
14 immédiatement sentir sur les prix, parce qu'on
15 réduirait l'inventaire, et que tout à coup le
16 problème serait réglé.

17 Nous n'avons pour nous jamais
18 accepté cette hypothèse de travail là. Je pense
19 qu'elle ne se vérifierait pas dans une condition
20 actuelle de marché. Qui plus est, je pense qu'il
21 est important de se rappeler ce que Radio-Canada
22 fait en termes de publicité, en termes de
23 commercial.

24 Radio-Canada, par politique
25 interne, ne fait pas de publicité sur les

1 émissions d'enfants, sur les émissions
2 d'information, et sur les émissions religieuses.
3 En moyenne, sur notre journée de diffusion nous
4 faisons environ 8 minutes, un peu plus, de
5 publicité par heure. En moyenne. Ce qui est à
6 peu près ce que le Rapport Girard-Peters
7 recommandait. C'est que nous sommes déjà là, par
8 politique interne.

9 C'est donc dire qu'appliquer la
10 recommandation nous amènerait en bas de 8 minutes,
11 et donc aurait un effet assez massif sur notre
12 revenu et donc sur la façon dont on dépenserait
13 ces revenus-là.

14 Alors nous avons déjà un usage de
15 l'espace commercial qui est très distinctif et que
16 d'ailleurs je demanderais à mon collègue, avec
17 votre permission, M. Guy Gougeon, d'ajouter.
18 Certains ont parlé que nous avons deux sources de
19 revenus. On pourrait parler de d'autres
20 diffuseurs ici qui ont également deux sources de
21 revenus, qui ont des sources de revenus
22 publicitaires, et qui ont des sources de revenus
23 de câblodistributeurs. Jusqu'à date on ne s'est
24 pas objecté à ça. Alors je ne sais pas pourquoi
25 nous ne devrions pas avoir accès à deux sources.

1 D'ailleurs Radio-Canada a toujours été dans le
2 domaine télévision de la publicité.

3 On n'a qu'à se reporter dans le
4 passé. "La Famille Plouffe" comportait des
5 espaces commerciaux, et ça remonte déjà à un
6 certain nombre d'années.

7 C'était les clarifications que je
8 voulais ajouter, monsieur le ministre. Avec votre
9 permission je demanderais au vice-président de
10 Télévision française d'ajouter d'autres
11 commentaires.

12 M. GOUGEON: Monsieur le ministre,
13 certains commentaires ont été faits tantôt
14 auxquels je me dois d'objecter fortement. Par
15 exemple, on a dit tantôt que la programmation de
16 la télévision française de Radio-Canada n'était
17 pas distinctive et aussi qu'on courait à une
18 course effrénée aux cotes d'écoute et aux
19 auditoires. Je ne voudrais pas tomber dans les
20 détails de programmation, mais simplement donner
21 quelques exemples.

22 Je voudrais mentionner, par
23 exemple, que nous avons dans notre programmation
24 sur une semaine de diffusion 20 pour cent de notre
25 grille qui est consacré aux émissions d'enfants.

1 J'aimerais dire qu'en comparaison les réseaux
2 privés en font peut-être un ou deux pour cent.
3 Donc, 20 pour cent c'est quand même pas
4 négligeable à considérer.

5 Deuxièmement, d'autres exemples
6 d'une programmation distinctive c'est que nous
7 avons, par exemple, mis sur pied cette année une
8 émission du matin, "SRC, Bonjour", qui est une
9 émission qui apporte une contribution de
10 pratiquement chacune des stations régionales d'une
11 façon quotidienne à la programmation
12 d'informations chaque matin. C'est certainement
13 aussi quelque chose de très distinctif qui touche
14 Radio-Canada.

15 Troisièmement, au niveau des
16 dramatiques, par exemple -- et on en fera plus
17 certainement. Mais je pense au téléthéâtre, par
18 exemple. Je pense à un téléthéâtre qu'on a fait
19 dernièrement de Tremblay. Je pense à d'autres
20 aussi qui seront beaucoup plus nombreux l'an
21 prochain. Et là aussi je pense que nous avons une
22 télévision française qui est distinctive.

23 Un autre élément que j'aimerais
24 soulever aussi c'est qu'elle est distinctive aussi
25 parce qu'elle assume un leadership, parce qu'elle

1 devient une télévision de référence. On a dit
2 dernièrement que certains réseaux privés avaient
3 amélioré leur information.

4 J'ai déclaré il y a quelques
5 semaines dans une allocution que je donnais, tant
6 mieux si les réseaux privés ont amélioré leur
7 information. Ça n'enlève rien à Radio-Canada.
8 Tant mieux si Radio-Canada est une référence en
9 information et qu'eux autres veulent l'imiter.
10 Tant mieux. Le public en sort gagnant de tout ça.
11 C'est une meilleure programmation.

12 Donc, monsieur le ministre, je
13 voulais simplement commenter ces éléments-là parce
14 que je trouve que ce sont des déclarations trop
15 faciles.

16 Un dernier élément. Lorsqu'on
17 fait des comparaisons du nombre d'employés dans la
18 maison de Radio-Canada à Montréal versus certains
19 compétiteurs. Je dois rappeler aussi que la maison
20 de Radio-Canada à Montréal n'habite pas seulement
21 la télévision française de Radio-Canada mais aussi
22 le réseau de radio AM, le réseau FM de Radio-
23 Canada, et aussi les services de réseau anglais et
24 aussi les services de Radio-Canada Internationale.

25 Donc, lorsqu'on fait des

1 comparaisons de chiffres et de nombre de
2 personnes, il faut se rappeler tous les autres
3 services qui sont inclus dans cette maison.

4 Monsieur le ministre, merci.

5 LE PRÉSIDENT: Merci, monsieur
6 Gougeon.

7 Mondieur Audet.

8 M. AUDET: Merci, monsieur le
9 ministre.

10 Nous avons de la difficulté à
11 accepter la proposition du comité Girard-Peters de
12 réduire le nombre de minutes publicitaires à
13 l'antenne de Radio-Canada de 12 à 8 minutes parce
14 qu'à notre avis ce serait là un prélude à la
15 première étape d'une décommercialisation plus ou
16 moins graduelle, qui deviendrait graduellement une
17 décommercialisation totale. Une telle
18 décommercialisation nous pose deux problèmes
19 principaux.

20 Le premier de ces problèmes touche
21 une question de financement, à savoir d'où
22 viendrait l'argent qui échapperait à la Société dû
23 à cette décommercialisation. En fait, si j'en
24 crois les rumeurs et articles qui ont circulé
25 pendant les quelques mois avant le sommet,

1 certains envisageaient que le manque-à-gagner soit
2 comblé au moyen d'une levée sur le câble.

3 COGÉCO exprime respectueusement
4 l'opinion que le ministre devrait mettre fin une
5 fois pour toutes à ces rumeurs de levée sur le
6 câble pour compenser le manque-à-gagner
7 hypothétique afin que l'industrie sache à quoi
8 s'en tenir.

9 En fait, nous accueillerions cette
10 nouvelle-là avec soulagement parce que dans le
11 sillage de la taxe sur les biens et services nous
12 pensons que toute taxe additionnelle, ou toute
13 levée additionnelle, serait inéquitable,
14 arbitraire et régressive.

15 Le service national, qui est
16 offert à 100 pour cent des citoyens, serait
17 financé par 75 pour cent d'entre eux, et le
18 relèvement des tarifs qui s'ensuivrait
19 inévitablement serait de nature à rendre le
20 système de câblodistribution canadien moins
21 compétitif face à l'arrivée des satellites
22 américains, au moment même où nous avons besoin de
23 toutes nos ressources pour investir dans un réseau
24 qui nous permette de préserver le caractère
25 franchement canadien de notre système de

1 radiodiffusion. C'est le premier problème que
2 nous y verrions.

3 Le deuxième problème que nous y
4 verrions, c'est l'impact sur les stations
5 affiliées à la Société Radio-Canada. Il y a 26
6 stations affiliées à la Société Radio-Canada à
7 travers le Canada, dont cinq qui sont situées au
8 Québec. Elles sont directement responsables pour
9 la livraison de 30 pour cent des auditoires du
10 réseau. Elles emploient environ 2 500 personnes.

11 Nous sommes d'avis que si une
12 décommercialisation même partielle avait lieu, la
13 Société en fait n'aurait pas d'autre choix que
14 d'imposer à ces affiliées un nombre de minutes
15 réduit. C'est cette perspective qui nous inquiète
16 grandement et qui nous fait dire, somme toute,
17 qu'il serait préférable de ne pas
18 décommercialiser, puisque ces stations affiliées
19 vivent entièrement de la publicité qu'elles
20 vendent à titre d'entrepreneurs privés. Elles ne
21 reçoivent pas de subventions.

22 Ce sont les ouvertures
23 publicitaires qu'elles vendent à leurs clients qui
24 leur permettent d'offrir le service local qu'elles
25 offrent à ces 26 communautés canadiennes d'un

1 océan à l'autre.

2 Nous avons beaucoup de misère à
3 envisager que ces stations de télévision puissent
4 venir à fermer un jour. Les retombées seraient
5 absolument catastrophiques, non seulement au plan
6 d'emploi mais au plan des services qui sont
7 offerts à ces communautés qui se retrouveraient,
8 du jour au lendemain, soit sans service
9 d'information et d'affaires publiques locales, ou
10 à tout le moins avec des services d'information et
11 d'affaires publiques locales considérablement
12 réduits. C'est donc là le deuxième problème que
13 nous avons avec cette recommandation.

14 Par contre, nous comprenons que le
15 ministre a la tâche très ingrate ce matin
16 d'essayer de réunir des points de vue divergents
17 pour arriver à concevoir une stratégie pour le
18 système canadien de la radiodiffusion. Nous y
19 sommes sensibles, et nous aimerions apporter
20 quelques suggestions qui pourraient être utiles au
21 ministre pour arriver à réconcilier ces points de
22 vue divergents tout en disant, par ailleurs, que
23 la façon de réconcilier ces points de vue
24 divergents d'après nous n'est pas d'enlever à
25 certains pour donner à d'autres. Cela nous

1 apparaît évident. Ce n'est vraiment pas la façon
2 canadienne et équitable de faire les choses.

3 Toute approche qui viserait à en
4 faire disparaître certains joueurs pour servir
5 d'autres groupes d'intérêt à notre avis ne serait
6 pas conforme à l'intérêt public.

7 Pour arriver, nous semble-t-il, à
8 élaborer une stratégie pour le système canadien de
9 radiodiffusion, certaines questions doivent être
10 posées. M. Veilleux en a déjà posée une très
11 importante. Il a émis des doutes, mais sa
12 question est légitime, à savoir si les revenus
13 publicitaires dégagés par une décommercialisation,
14 même partielle, reviendraient à l'industrie. Il
15 subsiste un doute légitime à ce sujet-là.

16 A notre avis, il faudrait que
17 cette question soit étudiée davantage. En fait,
18 on peut se demander si les annonceurs qui
19 quitteraient les antennes de télévision ou qui
20 n'achèteraient plus ces minutes aux antennes de
21 radio canadienne ne se retrouveraient pas dans
22 d'autres médias.

23 Et nous pouvons nous demander si
24 une réduction des revenus publicitaires à Radio-
25 Canada est un mécanisme qui est vraiment

1 susceptible de rendre la Société plus performante
2 au niveau de l'utilisation des fonds publics dans
3 l'avenir. Ça, c'est une question importante. Déjà
4 les Canadiens s'estiment surtaxés. Ils estiment
5 avoir à porter le fardeau d'un déficit énorme.
6 Ils estiment avoir à porter le fardeau d'une dette
7 accumulée qui dépasse l'imagination, et clairement
8 un recours additionnel aux fonds publics pourrait
9 s'avérer très difficile.

10 Dans les circonstances, donc, il
11 nous semble qu'il y a d'autres questions qu'on
12 devrait se poser. L'une d'entre elles est de se
13 demander comment il se fait que le marché
14 oligopolistique de la télévision à Montréal et par
15 ricochet, il faut bien le dire, le reste du
16 Québec, ne se développe pas comme il a réussi à se
17 développer avec succès dans toutes les autres
18 villes du Canada, où un troisième service
19 commercial a vu le jour et a prospéré.

20 La vraie question, et elle ne
21 figure en tant que telle dans le rapport Peters-
22 Girard, c'est de se demander pourquoi le prix de
23 la télévision à Montréal stagne à 8\$ du 1 000
24 (inaudible) 1849 alors qu'il se situe à 16\$ au
25 Canada anglais.

1 On peut se demander est-ce que le
2 leader du marché en termes de parts d'auditoires
3 supporte les prix dans l'oligopole comme la
4 théorie économique suggère que cela devrait se
5 passer? Cette situation tarifaire est
6 inacceptable, et non seulement elle est en train
7 de miner le marché francophone de la télévision,
8 mais elle est en train, en fait, d'avoir de graves
9 répercussions sur le marché de la radio.

10 Voilà donc la deuxième question
11 importante qu'il y aurait lieu d'approfondir dans
12 des études à venir avant d'en arriver à une
13 décision sur une décommercialisation même
14 partielle.

15 Par ailleurs, consciente du fait
16 que les ressources gouvernementales sont rares,
17 que les pressions budgétaires au sein de la
18 Société Radio-Canada sont croissantes, et que pour
19 certains radiodiffuseurs privés les temps sont
20 difficiles, peut-être y aurait-il lieu d'étendre
21 davantage le modèle d'affiliation à la Société
22 Radio-Canada par des entrepreneurs privés.

23 En fait le modèle d'affiliation
24 par des entrepreneurs privés à la Société Radio-
25 Canada permet à la Société de ne rien déboursier

1 pour desservir une communauté locale, permet à
2 cette communauté locale de recevoir des émissions
3 de nouvelles et d'affaires publiques locales
4 préparées par l'affilié, qui est un entrepreneur
5 privé, et de surcroît, en plus de donner un bon
6 service l'entrepreneur privé permet à la
7 communauté locale de s'identifier au réseau Radio-
8 Canada. Ce sont là des avantages non
9 négligeables.

10 En guise de conclusion, nous
11 croyons que le concept de décommercialisation de
12 la Société Radio-Canada est inconsistent avec la
13 direction que le gouvernement canadien a donnée à
14 la Société au cours des 40 dernières années, et
15 plus particulièrement au cours des sept dernières
16 années.

17 Une privatisation partielle, selon
18 nous, serait non cohérente avec la politique
19 pratiquée jusqu'ici par le gouvernement canadien,
20 et elle devrait être, croyons-nous, aidée par
21 l'assurance d'un financement à long terme pour la
22 Société.

23 Monsieur le ministre, voilà qui
24 résume le schéma de réflexion que COGÉCO propose à
25 ce sommet. Je dois dire que s'il a été impossible

1 aux radiodiffuseurs francophones, et même
2 canadiens, d'établir le consensus sur la
3 décommercialisation même partielle de la Société
4 Radio-Canada c'est que, en toute vérité, cette
5 proposition n'est tout simplement pas dans
6 l'intérêt public.

7 Il nous faut, selon nous, prendre
8 le monde tel que nous le connaissons aujourd'hui,
9 le monde de la radiodiffusion canadien, enrichi de
10 ses réussites, et grevé parfois, disons-le,
11 regrettablement, par ses erreurs. Il y en a eues.
12 Et aller de l'avant en nous assurant d'étudier
13 tous les aspects des questions que j'ai soulevées
14 au cours de cette intervention.

15 Nous serons, monsieur le ministre,
16 à votre entière disposition pour en poursuivre
17 l'analyse au cours des mois à venir.

18 Merci.

19 LE PRÉSIDENT: Merci beaucoup,
20 monsieur Audet.

21 Il est maintenant midi moins 23
22 minutes. Je donnerai la parole à M. Pouliot et à
23 M. Fortier pour ses commentaires finals sur ce
24 point. Mais pour faire du progrès il faut qu'on
25 se dépêche.

1 M. POULIOT: Merci. Je pense que
2 les commentaires de mon collègue, Louis Audet,
3 sont très pertinents. Je suis heureux de voir
4 particulièrement que M. Audet est ouvert à
5 discuter la question du financement et du mandat.

6 Il est bien évident qu'on ne
7 règlera pas le mandat de Radio-Canada ici, ni son
8 financement. Je pense que vous avez une tâche
9 ingrate, monsieur le ministre, à essayer de
10 démêler cet imbroglio. Le compromis canadien,
11 c'est de faire un comité ou une autre réunion,
12 mais une chose est certaine, et il faut le dire.

13 Ce n'était pas dans le mandat du
14 comité Peters-Girard de régler la question du
15 mandat. La raison pour laquelle les
16 radiodiffuseurs ou les télédiffuseurs francophones
17 ont suggéré une diminution de la commercialité de
18 Radio-Canada, du moins dans notre cas, c'était,
19 justement, pour travailler à l'intérieur du mandat
20 de Peters-Girard qui touchait le financement.

21 Nous, c'était le mandat qu'on
22 voulait affecter. Un peu comme M. Chagnon l'a
23 mentionné, la radio de Radio-Canada est clairement
24 distinctive parce qu'elle n'est pas financée par
25 la publicité. Alors, nous c'était la direction

1 qu'on voulait prendre.

2 Je ne sais pas, monsieur le
3 ministre, si vous pouvez vous engager ce matin à
4 au moins avoir des discussions transparentes avec
5 les radiodiffuseurs quant au financement de la
6 Société Radio-Canada, et de mettre sur la table
7 les conversations de couloir entre le Conseil du
8 Trésor et Radio-Canada quant à son mandat et quant
9 à son financement.

10 M. Audet a souligné les rumeurs de
11 taxation additionnelle sur la câblodistribution.
12 C'est ce genre de gestes qui nous causent de
13 sérieux problèmes, parce qu'on a l'impression
14 qu'on essaie de cacher des choses. Je pense qu'au
15 moins une déclaration de votre part à l'effet que,
16 oui, cette chose-là sera mise sur la table de
17 façon publique pourrait faire avancer le débat.

18 Je pense qu'à ce moment-là on
19 pourra discuter en particulier des allégations de
20 Radio-Canada à l'effet qu'elle est encore le pivot
21 de la radiodiffusion canadienne, ce qui est un
22 sophisme puisque maintenant on a affaire à des
23 dizaines et des dizaines de canaux. Et Radio-
24 Canada n'est plus un pivot du système de
25 radiodiffusion canadien.

1 On pourra discuter aussi de la
2 vocation marginale ou non de Radio-Canada qui est
3 financée à même les fonds publics, un peu comme la
4 vocation marginale de l'Orchestre symphonique de
5 Montréal ou du Musée des Beaux-Arts. On ne
6 s'attend pas à ce que l'Orchestre symphonique de
7 Montréal joue de la musique rock, bien que la
8 musique classique n'attire pas tout le monde.
9 Alors, est-ce que c'est la même vocation qu'on
10 veut donner à Radio-Canada? Je ne le sais pas,
11 mais je pense qu'on se leurre en disant que la
12 Phase 1 du sommet, c'est fini. On n'a plus besoin
13 de parler du mandat de Radio-Canada ou de son
14 financement.

15 Je pense qu'on doit continuer à en
16 parler. Je comprends que la nouvelle loi sur la
17 radiodiffusion comprend un mandat élargi, mais il
18 demeure que l'actionnaire principal de Radio-
19 Canada doit veiller à ce que ce mandat-là soit
20 rempli à l'intérieur de certaines balises.

21 J'apprécieraï que le ministre
22 aujourd'hui nous confirme au moins qu'il mettra
23 ces discussions-là sur la table et hors des
24 coloirs et des "back room discussions" entre les
25 intervenants actuellement au niveau fédéral.

StenoTran

1 LE PRÉSIDENT: Merci, monsieur
2 Pouliot.

3 Je peux vous dire que c'est notre
4 intention d'avoir une discussion publique sur la
5 question du financement de la Société Radio-
6 Canada. C'est une question publique, et tous les
7 Canadiens et Canadiennes ont le droit de
8 participer à cette discussion.

9 Le mandat de la Société Radio-
10 Canada est une question publique aussi, et tous
11 les citoyens de ce pays ont le droit et le devoir,
12 peut-être, de participer dans cette discussion.
13 Il n'y a aucune résistance de la part de la
14 Société Radio-Canada entre une discussion publique
15 concernant leur mandat ou leur financement.

16 It would perhaps be useful, just
17 before recognizing Mr. Fortier, to make one or two
18 comments about points that were raised by
19 colleagues, because it may help to respond to some
20 of the concerns.

21 Clearly there is no consensus
22 either among the francophone group nor around the
23 table in general as to the recommendations in this
24 particular section. We have had a number of
25 proposals, however, put on the table related to

1 the role of the CBC, and related to the mandate of
2 the CBC, which quite legitimately can be part of a
3 broader public discussion in terms of where we go.

4 I would stress that it will be
5 part of a broad public discussion, not simply for
6 those of us who are involved directly in the
7 industry. The mandate of the CBC touches every
8 single Canadian, and the discussion must be one
9 which goes well beyond the confines of this room,
10 although clearly all of us within this room have a
11 direct interest in all of these questions, and
12 have a right to be involved in it.

13 In terms of general direction, I
14 think there is a desire on all of our parts to see
15 where possible the CBC will be able to rely less
16 upon commercial revenues. There are constraints
17 which are very clear to all of us. CBC is
18 affected by economics in exactly the same way as
19 others are. It's being affected by the recession.
20 There's a shortfall in terms of revenue. It has
21 been affected by the competition which exists in
22 the marketplace today.

23 It would be unrealistic to think
24 that in the short term, at a time when the federal
25 government is dealing with a deficit of some 30

1 billion dollars, that we could simply write a
2 cheque and send it on and relieve the CBC of all
3 of its responsibilities in terms of financing.

4 What we have done, however, is to
5 announce quite recently a further subsidy of some
6 46 million dollars to the CBC in order to enable
7 it to discharge its responsibilities. This
8 responds to the question which some have asked
9 with regard to a levy on cable. This is being
10 financed not through a levy on cable but directly
11 by the Government of Canada out of the
12 Consolidated Revenue Fund. I have responded
13 publicly in the House of Commons with regard to
14 that.

15 In the longer term, clearly with a
16 corporation the size of the CBC, with a budget of
17 one billion three hundred million dollars roughly,
18 it is very important, as Mr. Veilleux pointed out,
19 that there be some stability, and some ability to
20 do long range planning. A number of you have
21 commented on that both publicly and privately.

22 Even with the constraints that are
23 upon the government we're wrestling right now with
24 the issue of how best to achieve that. That's a
25 legitimate issue, as you were saying, Mr. Pouliot,

StenoTran

1 of public concern, in which you have a right to be
2 involved as do all Canadians.

3 I can give you certainly that
4 reassurance, and invite a broader discussion.

5 With regard to the mandate of the
6 CBC, there are a couple of things that I think I
7 should make very clear.

8 I believe very firmly that a mixed
9 public/private broadcasting system in Canada is
10 essential, and that there is a continuing vital
11 role for the CBC. There is plenty of room for us
12 to debate exactly what that role should be, and
13 how the various players should try to achieve
14 their particular mandate. But the CBC will exist,
15 and it will continue to provide services.

16 Clearly the mandate which the CBC
17 has had in the past is changing, just as the
18 mandate of the private sector broadcasters
19 continues to change with changes in economics and
20 changes in technology. But because the mandate
21 of the CBC is one given to it publicly by
22 Parliament, the debate on that mandate is one
23 which should be public and participatory and in
24 which Canadians from all parts of the country will
25 be involved.

1 I think it's very much in our
2 interest to ensure, as the CBC itself has said on
3 more than one occasion, that it offers a service
4 which is unique and which is not simply the same
5 as you find elsewhere.

6 I certainly accept the point that
7 was made by Mr. Veilleux that it is not their role,
8 to simply...if something is popular, it doesn't
9 mean that it's not consistent with the mandate of
10 the CBC. The CBC, in justifying the roughly one
11 billion dollars of subsidy it receives, has a
12 responsibility to provide programming which is
13 attractive to Canadians as well.

14 All of these are issues for us to
15 debate as we go along and for full participation.
16 But on that central point that you raised I can
17 answer affirmatively that the discussion will be
18 public. It's something where we have a number of
19 suggestions on the table for the next phase of our
20 discussions, where we welcome the broadest
21 possible participation.

22 Monsieur Fortier.

23 M. FORTIER: Monsieur le ministre,
24 vous devinez bien que je ne peux pas tirer une
25 conclusion comme président du comité parallèle

1 francophone.

2 Vous avez eu un excellent reflet,
3 je pense, des principales questions qui ont été
4 posées à notre attention comme comité francophone,
5 et des principales raisons pour lesquelles on n'a
6 pas été capable de dégager un consensus, pas
7 davantage d'ailleurs, me semble-t-il, que ce
8 matin.

9 Là où il y avait quand même eu
10 consensus sur le financement de Radio-Canada,
11 c'était que tous convenaient que Radio-Canada,
12 dans ses crédits parlementaires, devrait jouir
13 d'un financement pluriannuel et d'une plus grande
14 stabilité. Ce fut indiqué. Là où il n'y avait
15 pas consensus, cependant, c'était sur "y a-t-il
16 intérêt pour le public et pour les différents
17 télédifuseurs à ce que Radio-Canada soit, en tout
18 ou en partie, commerciale".

19 On l'a constaté ce matin: c'est
20 très difficile de le faire. Et c'est très
21 difficile d'analyser cette question-là également
22 sans regarder la personnalité des différents
23 réseaux qui offrent des services à la population
24 québécoise. L'un ne va pas sans l'autre et si
25 vous souhaitez, tout comme le comité parallèle

1 francophone indiquait qu'il le souhaitait,
2 continuer à discuter de ces questions fort
3 importantes, je ne suis pas certain, monsieur le
4 ministre, que nous arriverons un jour à dégager
5 nous mêmes le consensus.

6 Je suis cependant persuadé que le
7 ministère et le gouvernement devra assumer son
8 leadership dans cette question fort importante
9 pour la survie de nos entreprises et pour la
10 qualité des services que nous offrons.

11 Il me semble que le rapport
12 Peters-Girard s'est penché il y a déjà un bon
13 moment sur ces questions-là et que le temps que
14 nous prenons pour les résoudre joue contre nous à
15 ce moment-ci. Bien sûr il n'y a pas consensus,
16 mais en même temps il y aura, me semble-t-il, au-
17 delà d'une discussion qui peut se poursuivre,
18 l'obligation d'un leadership gouvernemental en
19 cette matière.

20 LE PRÉSIDENT: Monsieur Bertrand a
21 demandé la parole, et je lui donnerai la parole
22 après le sommaire de M. Fortier sur le prochain
23 point, si c'est acceptable.

24 M. BERTRAND: C'était une simple
25 question; ce n'était pas un commentaire.

1 LE PRÉSIDENT: Allez-y.

2 M. BERTRAND: C'est une simple
3 question, monsieur le ministre. Vous affirmez que
4 vous souhaitez tenir des discussions publiques sur
5 le financement et le mandat de Radio-Canada
6 aussitôt que possible. C'est la deuxième décision
7 que vous rendez aujourd'hui sur le "aussitôt que
8 possible".

9 Je voudrais juste comprendre, est-
10 ce que c'est après avoir réglé les droits
11 éphémères, en même temps, simultanément? Parce
12 que, somme toute, sur deux points majeurs vous
13 nous avez promis une intervention aussitôt que
14 possible.

15 Alors j'ai noté, non pas que je
16 doute du talent de notre rapporteur général, M.
17 Racine, qui a un esprit de synthèse, mais j'ai
18 noté pour faire rapport à mes gens que les deux
19 décisions de ce matin, c'était d'agir "aussitôt
20 que possible". J'aimerais simplement savoir est-
21 ce qu'il y a une priorité dans les "aussitôt que
22 possible" des deux prochains jours?

23 LE PRÉSIDENT: On commencera
24 immédiatement après la fermeture de ce sommet. La
25 deuxième phase commence immédiatement. Il faut

1 considérer le développement d'une stratégie
2 industrielle pour toute l'industrie, y compris la
3 Société Radio-Canada.

4 Mais on doit être réaliste. Il
5 faut prendre assez de temps pour avoir une bonne
6 participation des Canadiens dans cette question.
7 Mais c'est une priorité pour nous, comme c'est une
8 priorité pour la Société Radio-Canada, et pour
9 vous aussi. Okay?

10 Passons maintenant à la prochaine
11 catégorie de recommandations, c'est-à-dire celles
12 ayant trait à la réglementation et aux politiques.

13 L'une des principales
14 caractéristiques du système canadien de
15 radiodiffusion est le rapport d'économie existant
16 entre le Conseil de la Radiodiffusion et des
17 Télécommunications canadiennes, le CRTC, et le
18 gouvernement. Ce rapport en est un que le
19 gouvernement entend continuer de respecter.

20 Il n'en demeure pas moins qu'un
21 certain nombre de recommandations faites par le
22 groupe de travail Girard-Peters visant le CRTC car
23 elles entraînent certains ajustements de
24 réglementation pour faire face aux réalités
25 nouvelles. J'estime ce forum propice pour

1 discuter de ces recommandations.

2 Je demanderais maintenant à M.
3 Fortier de nous faire part de la position du
4 comité parallèle francophone au sujet des
5 incidences des recommandations ayant trait à la
6 réglementation et aux politiques sur le marché de
7 langue française.

8 Monsieur Fortier.

9 M. FORTIER: Merci, monsieur le
10 ministre.

11 Dans un premier temps, le comité
12 s'est dit d'accord avec la recommandation ayant
13 trait à des allègements provisoires de conditions
14 de permis, et recommande que le CRTC fasse preuve
15 de souplesse à long terme afin de permettre à la
16 télévision, particulièrement la télévision privée
17 qui ne jouit que d'une source de revenus, de
18 traverser la période difficile à laquelle elle est
19 confrontée.

20 Quant aux services spécialisés, le
21 comité est d'accord pour que le CRTC confine les
22 services spécialisés à la publicité nationale.
23 Mais il n'y a pas de consensus sur la
24 recommandation traitant de la double source de
25 revenus, de la réduction des disponibilités

1 publicitaires, et de la révision des tarifs
2 d'abonnement.

3 Le financement des services
4 spécialisés fera partie, donc, des discussions
5 concernant la stratégie à long terme de
6 l'industrie.

7 LE PRÉSIDENT: Monsieur Fortier,
8 j'aimerais demander à M. Spicer, le président du
9 CRTC, de répondre.

10 M. KEITH SPICER: Merci, monsieur
11 le ministre.

12 Je ne sais pas si mon rôle
13 consiste à briser la glace ou à patiner sur la
14 glace dangereusement mince. Toujours est-il que
15 j'accepte votre invitation de bon gré.

16 Pour peut-être vous aider à faire
17 le consensus, je voudrais m'inspirer de l'exemple
18 de mon ami, Jacques Girard, qui a cité Lafontaine.
19 Je pensais à la fable "Le meunier, son fils, et
20 l'âne". On ne sait pas encore qui, entre le
21 secteur public et le secteur privé, qui est le
22 meunier et qui est son fils. Mais tout le monde
23 ici est d'accord pour reconnaître que l'âne, c'est
24 le CRTC.

25 Je reprends rapidement les trois

1 thèmes qui sont à l'agenda. Vous avez, sans
2 surprise, mes réponses à ces trois questions,
3 parce qu'elles se trouvent dans la lettre que je
4 vous ai adressée le 8 octobre et que tous les
5 participants ont dans leurs notes. Je reprends
6 rapidement.

7 D'abord, les allègements
8 provisoires pour les conditions de permis. Nous
9 sommes ouverts à un examen cas par cas de telles
10 conditions. Depuis deux mois nous avons,
11 d'ailleurs, accordé des exemptions à deux postes:
12 CTFI de Londres sur les dépenses, et CJON à St-
13 Jean de Terre-Neuve sur les heures d'écoute. Donc,
14 nous sommes souples sur ce plan-là.

15 Sur la publicité nationale, sur
16 les services spécialisés, là encore nous
17 maintenons notre position. Je crois que c'est
18 dans l'intérêt de tous ceux qui veulent que ces
19 services soient des facteurs d'unité en
20 canadienne. Les seules exceptions sont
21 extrêmement mineures. Il s'agit des télé-latino
22 et China Vision, et cela pour des raisons très
23 spéciales, notamment le fait que ces
24 canaux...seront accès à des sources de publicité
25 qui sont pratiquement réservées à des services

1 multiculturels.

2 La troisième question, c'est la
3 question des deux sources de revenu pour ces
4 services. Là encore nous maintenons notre
5 position, que les deux sont nécessaires, mais
6 toujours avec beaucoup de sensibilité quant à des
7 situations locales. Je précise que nous voulons
8 être, si vous voulez, des pragmatiques
9 doctrinaires, si je peux affirmer le principe qui
10 sous-entend notre action.

11 Notre philosophie est d'avoir des
12 principes, mais des principes souples. Dans ce
13 cas-là vous avez, dans la lettre que je vous ai
14 adressée, les conditions dans lesquelles nous
15 essayons d'exercer cette souplesse.

16 D'abord, nous voulons que les
17 tarifs soient proportionnels, et je lis la lettre,
18 "à la contribution des titulaires de licences des
19 services spécialisés aux objectifs de la Loi sur
20 la radiodiffusion."

21 Ensuite, nous examinons le
22 rendement financier réel de chaque service
23 spécialisé, de même que son impact sur les
24 services de télévision conventionnelle.

25 Voilà, grosso modo, nos réponses

1 aux trois questions à l'ordre du jour. Maintenant
2 je serais ravi d'entendre les commentaires de nos
3 collègues.

4 Merci, monsieur le ministre.

5 LE PRÉSIDENT: Merci, monsieur
6 Spicer.

7 Monsieur Chagnon, ça vous donne
8 une bonne occasion de poser des questions
9 directement au président du CRTC.

10 M. CHAGNON: J'appuie la position
11 du CRTC originalement, sachant que ça créait un
12 problème particulier au Québec étant donné que
13 cette assiette de publicité disponible pour les
14 radiodiffuseurs est limitée et n'a pas augmenté.

15 Je pense que M. Spicer a déjà
16 mentionné qu'il y a un prix, à l'occasion, pour
17 être Canadien, et nous, on considère qu'il y a un
18 prix pour être Québécois, et que les services
19 spécialisés qui ont été mis en place apportent une
20 programmation complémentaire très appréciée des
21 Québécois.

22 Mais pour que ces services soient
23 disponibles, il y a eu à ce moment-là cette
24 décision qui est partagée par plusieurs, et notre
25 entreprise en particulier, qu'il devrait y avoir

1 deux sources de revenu: la publicité et les
2 revenus venant de l'abonné directement.

3 Ce qu'on souhaite aussi lors de la
4 révision de ces licences est que le CRTC soit
5 vigilant et regarde l'ensemble des succès de ces
6 entreprises afin... Au départ c'était peut-être
7 plus nécessaire, les revenus venant des abonnés,
8 la source de revenu des abonnés. Mais peut-être
9 lors du renouvellement que le CRTC pourrait
10 regarder plus en détail que maintenant qu'il y a
11 eu trois, quatre ans écoulés depuis que ces
12 licences ont été émises, que peut-être que la
13 charge directe à l'abonné ne devrait pas être
14 aussi élevée.

15 Ce que je comprends entre les
16 lignes ou directement, c'est que le CRTC devrait
17 considérer la charge qui est imposée à l'abonné
18 aujourd'hui pour avoir cette programmation qui est
19 souhaitée par tous, et que le principe de double
20 source de revenu devrait être maintenu. Pour
21 nous, chez Vidéotron, on croit que ça devrait être
22 distribué au service de base afin de leur donner
23 le maximum de pénétration de notre marché pour
24 cette programmation qui est complémentaire.

25 LE PRÉSIDENT: Meci, monsieur

1 Chagnon.

2 En dernier, monsieur Chouinard.

3 M. CHOUINARD: J'entends la
4 proposition de M. Chagnon, et ça me semble aller à
5 l'encontre de la proposition concernant Radio-
6 Canada, à qui on demande d'être moins actif dans
7 le marché publicitaire afin de libérer des
8 dollars, et d'un autre côté si on demande à
9 l'abonné d'assumer un coût inférieur du service
10 spécialisé et d'exercer davantage de pression sur
11 les revenus publicitaires, je pense que ces deux
12 propositions sont en complète contradiction.

13 M. CHAGNON: Je suis d'accord.
14 C'est une situation qui est difficile, et c'est
15 pour ça que je retenais l'expression de notre
16 président, qui disait: Il y a un prix à payer.
17 Et notre marché...on est obligé de faire cette
18 concession, que si ce n'est pas diffusé au service
19 de base, s'il n'y a pas certains revenus dans nos
20 abonnés et certains revenus publicitaires, ces
21 services n'existeront pas au Québec. C'était
22 notre position de tout le temps.

23 Toutefois, lorsque je fais
24 référence avec Radio-Canada, M. Veilleux avec
25 raison a mentionné les difficultés qu'ils ont.

1 Dans leur cas lorsqu'il y a un déficit leur
2 actionnaire, qui est le gouvernement, ajoute des
3 fonds.

4 Dans le cas de nos sociétés
5 privées, c'est l'actionnaire, les vrais
6 actionnaires de l'entreprise, qui doivent combler
7 des déficits. Par contre, monsieur le ministre,
8 il reste encore l'urgence qui a été soulevée dès
9 le départ des solutions durables, parce que ça n'a
10 pas été de gaieté de coeur ce que Mario Bertrand
11 de Télémétropole et son équipe a dû décider en
12 1991 de réduire les effectifs de 200 personnes.
13 C'est en 1991, après que 50 millions de déficit
14 s'était accumulé sur quelques années.

15 Qu'est-ce qui va arriver en 1992?
16 C'est un peu ce qu'on attend un peu, en fin de
17 compte, de ce sommet. On attend aussi, avec
18 beaucoup d'intérêt, que la Société Radio-Canada
19 pense à une programmation distincte qui
20 apporterait, à ce moment-là, des éléments dans le
21 marché qui peuvent beaucoup aider à partager des
22 revenus entre les différentes chaînes, et pas
23 cette concurrence.

24 Je ne crois pas que le mandat qui
25 a été donné à Radio-Canada est d'avoir 30 pour

1 cent de popularité dans sa programmation, mais une
2 programmation qui est subventionnée par notre
3 gouvernement, qui va être distincte, qui ne peut
4 pas être offerte par les chaînes privées. Et
5 Radio-Canada l'a prouvé dans le passé. Ils ont
6 des programmes, des contenus d'un intérêt
7 considérable, mais que nous comme entreprise
8 privée ne pouvait pas se permettre.

9 On s'attend que la Société Radio-
10 Canada par ses budgets puisse consacrer ses
11 efforts à rendre ce type de programmation
12 disponible à la population canadienne.

13 Il y a une complémentarité. Ce
14 n'est pas qu'on est en conflit, et de loin, avec
15 la Société Radio-Canada. Par contre, des fois
16 pour plaire à l'aspect commercial on semble
17 indiquer qu'on doit être très populaire, très
18 généraliste, pour satisfaire les besoins du
19 commanditaire.

20 LE PRÉSIDENT: Merci, monsieur
21 Chagnon.

22 Monsieur Pouliot, suivi de M.
23 Veilleux.

24 M. POULIOT: Merci, monsieur le
25 ministre.

1 Je pense que la question des
2 services spécialisés soulève, quant à nous, le
3 troisième problème fondamental. On a parlé du
4 financement, on a parlé du mandat.

5 La problématique causée par les
6 services spécialisés, quant à nous, c'est une
7 question de flexibilité réglementaire. Il est
8 intéressant d'analyser la décision de 1988, je
9 crois, qui a créé les services spécialisés, et de
10 constater vraiment les exceptions qu'on a
11 construites avec les services spécialisés,
12 exceptions tant au niveau du financement -- on en
13 a parlées. Exceptions aussi au niveau des
14 contenus.

15 Il semblerait, d'après ce que je
16 crois comprendre de ces décisions-là, que les
17 obligations imposées aux services spécialisés en
18 termes de contenu canadien sont beaucoup moindres
19 que celles imposées aux télédiffuseurs
20 conventionnels.

21 Pour moi ça soulève la question
22 qui a déjà été soulevée par Doug Holby de WICK.
23 C'est la question du level playing field. Je
24 pense qu'on doit d'une part convenir qu'il y a un
25 système public et il y a un système privé, que ce

1 n'est pas un système unique. Vous l'avez
2 mentionné vous-même, monsieur le ministre. C'est
3 un système mixte. Et l'on devrait réglementer le
4 système de radiodiffusion canadien en conséquence,
5 en ayant une réglementation pour le système public
6 et une réglementation pour le système privé.

7 Ce qui semble s'être développé au
8 cours des dernières années c'est vraiment une
9 réglementation pour tout le monde, mais avec plein
10 d'exceptions.

11 Je crois que le CRTC devrait, et
12 on aura peut-être l'occasion de le faire lors du
13 renouvellement de licences des services
14 spécialisés...il y aura peut-être lieu d'avoir ce
15 qu'on appelle en anglais un "policy hearing" pour
16 discuter de ça. Mais je pense que là...quant à
17 nous c'est le troisième problème fondamental qu'on
18 retrouve dans le système.

19 Je reconnais évidemment que les
20 services spécialisés rencontrent des besoins, ont
21 un certain auditoire. Je ne suis pas certain, par
22 contre, que les services spécialisés aient le
23 droit de survivre... peut-être que les services
24 spécialisés qui ne fonctionnent pas, comme Quatre-
25 Saisons, devraient avoir le droit de faire

1 faillite et fermer.

2 Alors c'est la problématique qui
3 me semble s'appliquer dans le cas des services
4 spécialisés, et je pense que c'est pour ça qu'on
5 n'est pas arrivé à un consensus au niveau du
6 comité francophone parallèle.

7 LE PRÉSIDENT: Merci, Monsieur
8 Pouliot.

9 Monsieur Veilleux.

10 M. VEILLEUX: Monsieur le
11 Ministre, j'ai juste quelques commentaires, parce
12 que je pense qu'encore une fois il se glisse
13 certaines impressions possibles.

14 M. Chagnon parlait de la capacité
15 de Radio-Canada d'aller chercher le déficit chez
16 son actionnaire, le gouvernement. Je voudrais
17 juste lui faire remarquer qu'au cours des deux
18 dernières années, cela n'a pas été le cas. Radio-
19 Canada, par législation, contrairement à mes
20 partenaires ici, ne peut pas faire de déficit et
21 doit balancer ses livres au début de l'année.

22 Vous savez pertinemment ce qui est
23 arrivé en 1990: j'ai dû, comme président de
24 Radio-Canada, annoncer deux séries de coupures.
25 J'ai d'ailleurs le record dans l'histoire de

1 Radio-Canada, record peu enviable, je vous
2 l'avoue. J'ai annoncé une série de coupures en
3 janvier 1990 et l'autre en décembre 1990.

4 Je sympathise avec mes collègues
5 ici qui ont dû faire des mises à pied. Je sais
6 que M. Chartrand en a fait, et vous aussi. Moi,
7 elles totalisaient 1 780 postes. Quatorze pour
8 cent de la main-d'oeuvre de Radio-Canada a été
9 éliminé en 1990, au cours d'une année. Je ne
10 pense pas qu'il y ait beaucoup de monde ici dans
11 cette salle qui aient fait des coupures de cet
12 ordre-là.

13 Alors j'ai dû balancer mes livres,
14 j'ai dû rencontrer mes obligations, parce que je
15 n'avais pas l'argent, ce qui m'a d'ailleurs valu
16 d'être appelé devant le CRTC, où j'ai dû
17 comparaître pendant 71 heures -- de comparution --
18 sur l'effet de ces coupures-là et où certains
19 membres du CRTC m'ont dit que si j'allais au-delà
20 de ça, je ne rencontrerais plus mon mandat. Alors
21 il y a d'autres gens qui ont une idée assez
22 précise du mandat de Radio-Canada tel qu'il
23 existe, notamment les gens du CRTC; et ils ont eu
24 des représentations de quelque 300 groupes.

25 Je pense qu'il est utile de se

1 rappeler que nous aussi, on a fait notre part de
2 réduction des effectifs; une part très, très
3 substantielle.

4 Deuxièmement, vous parlez de
5 programmation. Encore là, je pense, Monsieur le
6 Ministre, qu'on parle de programmation très
7 marginale, et on l'explique dans un contexte où on
8 est à la recherche d'auditoires pour fins
9 commerciales.

10 Je pense qu'il faut, encore là,
11 modifier cette déclaration-là. Radio-Canada est
12 un diffuseur public, et un diffuseur public qui
13 est financé par les deniers publics doit offrir
14 une programmation dans laquelle le public se voit.
15 Ce n'est pas une question de faire de la
16 programmation marginale.

17 S'il y avait des notions de faire
18 de Radio-Canada un programmeur complémentaire, ou
19 un radiodiffuseur ou un télédiffuseur
20 complémentaire, mes objections sont sur la table:
21 ça ne rencontrerait pas, je pense, le mandat d'un
22 diffuseur public.

23 Finalement, au sujet des revenus
24 publicitaires, j'ai juste un dernier commentaire
25 pour reprendre un commentaire très valable que, je

1 pense, notre collègue Louis Audet a fait tout à
2 l'heure.

3 Il y a une impression qui se
4 dégage que même dans l'hypothèse où Radio-Canada
5 pourrait se retirer d'un espace commercial, le
6 revenu ainsi libéré irait automatiquement aux
7 partenaires autour de cette table. Moi, j'ai mis
8 ça en doute et je continue à mettre ça en doute.
9 Je pense qu'il n'y a pas d'étude empirique qui
10 démontre que ce serait automatiquement le cas.

11 Je pense qu'on pourrait mettre de
12 l'avant de façon aussi valable que les annonceurs
13 ainsi libérés par Radio-Canada iraient peut-être
14 ailleurs que chez les diffuseurs et qu'il n'y
15 aurait aucun remède d'apporté à l'industrie de la
16 radiodiffusion au Canada, et en particulier au
17 Québec. Alors je pense que c'est une hypothèse
18 qu'il faut avancer avec beaucoup de soins.

19 Merci, Monsieur le Ministre.

20 LE PRÉSIDENT: Merci, Monsieur
21 Veilleux.

22 Monsieur Beauchamp et, finalement,
23 Monsieur Fortier... pardon.

24 M. Le SCOUARNEC: François-Pierre
25 Le Scouarnec, de l'Association des

1 câblodistributeurs du Québec.

2 J'aimerais ramener la discussion
3 sur les services spécialisés et la raison pour
4 laquelle les câblodistributeurs du Québec ne
5 s'opposent pas à la double source de revenus
6 fondés sur la publicité et également sur les
7 abonnements du câble.

8 Il faut rappeler que les services
9 spécialisés dépendent uniquement du câble pour
10 leur diffusion auprès du public canadien. Nous
11 avons parlé un peu plus tôt d'une taxe spéciale ou
12 l'équivalent d'une taxe spéciale sur le câble pour
13 financer différents services. Sans doute qu'il
14 est très clair que les radiodiffuseurs publics et
15 privés seraient tentés par une telle taxe, ou son
16 équivalent.

17 Nous désirons un engagement du
18 ministre à l'effet que ce scénario est exclu.

19 LE PRÉSIDENT: Merci beaucoup.

20 Comme je vous ai dit, nous avons
21 déjà donné une subvention additionnelle de 46
22 millions de dollars à la Société Radio-Canada pour
23 financer ses activités. À long terme, c'est notre
24 responsabilité, ensemble, de désigner un plan
25 d'action ou une stratégie industrielle pour toute

1 l'industrie.

2 On a reçu des propos de la part
3 des radiodiffuseurs privés, par exemple, et
4 d'autres propos de la part de la Société Radio-
5 Canada. Je vous ai dit que toutes ces questions
6 seront considérées dans le milieu public; c'est
7 une partie de notre responsabilité pour planifier
8 une stratégie industrielle. Mais il y aura une
9 discussion publique sur toutes les questions de
10 financement de notre système de télédiffusion au
11 Canada.

12 À court terme, comme je vous ai
13 dit, nous avons déjà payé la subvention à la
14 Société Radio-Canada du Consolidated Revenue Fund.

15 Monsieur Fortier, s'il vous plaît.

16 M. FORTIER: Monsieur le Ministre,
17 tout ce que je pourrais peut-être rajouter au nom
18 du comité parallèle francophone, c'est que nous
19 aurons tous à échanger, au mois de mars prochain,
20 avec le CRTC pour le renouvellement de nos
21 licences de télédiffuseurs. Il semble évident que
22 les discussions se feront directement sans qu'il y
23 ait à tout le moins une politique gouvernementale
24 nouvelle qui tienne compte de ces réalités
25 d'aujourd'hui et des années quatre-vingt-dix que

1 nous aurons à vivre avant que nous nous rendions à
2 ces audiences.

3 Tout ce qu'on peut souhaiter,
4 comme comité parallèle francophone, c'est
5 qu'effectivement le CRTC se sente apte et ait --
6 et le président nous l'a déclaré -- l'ouverture
7 d'esprit pour faire en sorte que les joueurs qui
8 vivent ces difficultés majeures aujourd'hui
9 puissent survivre au cours des cinq ou sept
10 prochaines années, suite au renouvellement des
11 licences que nous aurons à vivre au mois de mars
12 prochain.

13 M. BEAUCHAMP: Monsieur le
14 Ministre, tantôt vous avez mentionné mon nom mais
15 je n'ai pas eu le droit de parler. On essaie
16 depuis tantôt d'attirer votre attention à ce coin-
17 ci de la table. J'aimerais faire tout de même
18 quelques commentaires, si vous me permettez.

19 C'est évident que quand une
20 industrie va mal ou se trouve dans une situation
21 financière aussi difficile que la télévision au
22 Québec se trouve, on est porté à regarder
23 plusieurs de ses composantes, ce qui s'est fait
24 depuis ce matin. Je ne pense pas du tout que la
25 télévision spécialisée ici, au Québec, soit partie

1 prenante d'une façon aussi importante qu'on semble
2 vouloir le dire aux problèmes financiers.

3 Dans le développement des canaux
4 spécialisés, je partage les opinions de M. Gourd
5 tantôt: si ces services-là n'étaient pas faits
6 par des Québécois pour des Québécois, c'est
7 évident que nos compagnies de câble
8 distribueraient des signaux étrangers et on se
9 retrouverait dans une situation encore plus
10 difficile.

11 Cela fait plusieurs années que
12 j'oeuvre dans ce domaine-ci, et j'ai essayé de me
13 faire une synthèse très simple du problème. Je ne
14 partage pas du tout l'opinion de mon ami Jacques
15 Girard. Je pense que finalement la problématique
16 de la télévision québécoise francophone se situe
17 très simplement dans un cadrage: On a un marché
18 qui ne peut pas supporter quatre canaux d'ordre
19 général. C'est évident. De ce côté-là, il y a
20 Radio-Québec qui joue un rôle possiblement un peu
21 plus provincial, mais si on veut compter les
22 francophones et les anglophones, peu importe de
23 quelle façon vous voulez le regarder, on a un
24 marché de 5 millions et on a trois chaînes
25 généralistes qui compétitionnent d'une façon très,

1 très difficile.

2 Je pense que tant et aussi
3 longtemps qu'on n'a pas réglé ce problème-là au
4 niveau de la compétition, on ne réglerà jamais le
5 problème de la télévision ici, au Québec.

6 Le deuxième commentaire que je
7 veux faire est au niveau du level playing field.
8 Je veux juste ici m'assurer de bien comprendre que
9 les télédiffuseurs québécois ont deux possibilités
10 de revenus, soit les possibilités de revenus de
11 publicité nationale et la possibilité de revenus
12 de publicité dite locale. Or, les canaux
13 spécialisés n'ont pas accès ou ne sont pas
14 efficaces pour la publicité dite locale. Donc,
15 encore là, on a en quelque sorte limité le marché
16 des canaux spécialisés.

17 J'aimerais aussi ici -- parce que
18 je n'ai pas pu attirer votre attention tantôt --
19 faire un petit message pour l'industrie de la
20 radio.

21 En dotant le Québec de cette
22 structure de télévision, c'est-à-dire trois
23 services agressifs, il ne faut pas se leurrer: ce
24 ne sont pas seulement des réseaux. On a créé une
25 architecture de stations de télévision dynamiques

1 locales; c'est-à-dire que dans des marchés comme
2 Sherbrooke, Trois-Rivières, Québec, Chicoutimi,
3 Ottawa/Hull, et caetera, on a -- ce qui n'existe
4 nulle part ailleurs au Canada ou aux États-Unis --
5 trois diffuseurs privés, peu importe qu'ils soient
6 affilié à Radio-Canada, très agressifs qui
7 compétitionnent pour la publicité locale.

8 Encore ici, je ne veux pas trop,
9 trop m'étendre, en ce sens que j'oserais dire que
10 ce droit à cette publicité locale a très peu
11 d'implications dans leur communauté.

12 Historiquement parlant, la radio
13 comme telle s'est développée. Avant, une place où
14 elle pouvait s'identifier, c'était dans son marché
15 local. En donnant cette structure-ci au Québec,
16 on a mis sur pied des stations de télévision qui
17 ont maintenant accès à deux sources de revenus, ou
18 trois -- réseau, national et local -- et qui
19 compétitionnent avec l'industrie de la radio d'une
20 façon... j'aimerais pouvoir dire que l'industrie
21 de la radio ici, au Québec, s'en va vers une mort
22 lente mais sûre, mais j'enlèverai le mot "lente".

23 Les réseaux constitués ici, au
24 Québec, ne pourraient plus compétitionner pour
25 encore des années à venir sur leur propre marché,

1 c'est-à-dire le marché local, contre la structure
2 de télévision qu'on a sur place ici au Québec. Ce
3 qu'on vit ici, à Montréal et ce que vous avez
4 entendu ce matin des problèmes de rentabilité de
5 Montréal, vous pouvez vous imaginer que quand on
6 s'en va dans des marchés comme Sherbrooke, Trois-
7 Rivières, ou peu importe où ici au Québec,
8 l'inventaire local disponible pour la vente à la
9 télévision ne représente plus aucune réalité du
10 marché, et on est en train d'égorger
11 tranquillement et faire mourir à petit feu tous
12 les radiodiffuseurs du Québec.

13 À ce niveau-là, nous allons en
14 profiter au niveau de l'association pour déposer
15 une position de l'industrie de la radio, pour
16 s'assurer que ce secteur-là soit en même temps
17 protégé dans ce débat. Mais je tiens à préciser
18 que la télévision au Québec a deux, trois... si on
19 veut mettre la publicité régionale comme
20 possibilité de revenus -- ce que les canaux
21 spécialisés n'ont pas -- c'est définitivement un
22 avantage injuste envers les stations radio, qui
23 ont à investir beaucoup pour être le reflet de
24 leur communauté locale.

25 Merci.

1 LE PRÉSIDENT: Merci, Monsieur
2 Beauchamp. Vous nous avez donné une bonne
3 occasion pour la transition à la question du
4 moratoire.

5 J'aimerais demander à M. Fortier
6 de donner ses opinions concernant cette question.

7 M. FORTIER: Merci, Monsieur le
8 Ministre.

9 Évidemment, le comité parallèle
10 francophone s'est intéressé au moratoire et à la
11 recommandation du groupe de travail Peters-Girard,
12 qui était, on se le rappelle, un moratoire de
13 trois ans sur tout nouveau service, y inclus un
14 service de nouvelles continu de langue française,
15 et abordait également la question des services de
16 télévision complémentaires.

17 Bien que les télédiffuseurs privés
18 et Radio-Québec réclamaient l'imposition d'un
19 moratoire de cinq ans sur l'émission de tout
20 nouveau permis d'exploitation de services, les
21 câblodistributeurs et les services spécialisés ont
22 fait ressortir qu'une telle mesure était trop
23 rigide face aux exigences du nouvel environnement
24 technologique à court et moyen termes ainsi qu'à
25 l'avenir des services à auditoires ciblés. Alors

1 le comité a convenu de modifier le libellé de la
2 recommandation du groupe Peters-Girard de la
3 manière suivante:

4 "Compte tenu de la
5 conjoncture, l'émission de
6 permis d'exploitation de
7 nouveaux services, y compris
8 les services de télévision
9 complémentaires, devrait
10 faire l'objet d'une extrême
11 vigilance de la part du CRTC,
12 lequel est convié à refuser
13 durant une période de cinq
14 ans toute demande en ce sens
15 à moins que des motifs
16 d'ordre supérieur et des
17 circonstances exceptionnelles
18 ne le justifient."

19 Cette phraséologie a fait
20 consensus, sous réserve des commentaires suivants.

21 Radio-Québec appuyait la nouvelle
22 recommandation si elle ne s'applique pas aux
23 services de télédonnées. Radio-Canada réservait
24 sa position à ce sujet. Le Réseau des sports et
25 Premier Choix trouvent la période de cinq ans trop

1 longue, et les motifs d'ordre supérieur et les
2 circonstances exceptionnelles sont sujets à toutes
3 sortes d'interprétations; ils la trouvaient donc
4 délicate.

5 Voilà pour l'essentiel sur le
6 moratoire.

7 Finalement, au sujet des
8 recommandations relatives à un service français de
9 nouvelles, évidemment, les membres du comité ont
10 convenu qu'elles étaient comprises dans le propos
11 sur le moratoire.

12 LE PRÉSIDENT: Merci, Monsieur
13 Fortier.

14 Je cède maintenant la parole aux
15 délégués pour leurs commentaires sur ces
16 questions.

17 Monsieur Simon, s'il vous plaît.

18 M. SIMON: Monsieur le Ministre,
19 je voudrais supporter cette position-là en tant
20 que cablodistributeur situé dans l'est de la
21 province de Québec pour plusieurs raisons.

22 Un moratoire aurait peut-être une
23 conséquence très néfaste en ce qui concerne toute
24 initiative de la part de services spécialisés qui
25 ne sont pas nécessairement tout le temps de la

1 nature de ceux dont on a discuté ici ce matin. Je
2 pense, à titre d'exemple, à l'est du Québec, qui a
3 été durement touché par les fermetures de Radio-
4 Canada, qui, je le comprends, étaient tout à fait
5 je dirais justifiées. Mais si demain matin, par
6 exemple, les câblodistributeurs de la place
7 voulaient obtenir une licence pour un réseau pour
8 utiliser les canaux communautaires pour pallier au
9 service de nouvelles locales qui a été fermé par
10 Radio-Canada, je trouverais qu'un moratoire aurait
11 vraiment des conséquences néfastes pour une région
12 qui est déjà, je dirais, sous-alimentée en termes
13 de ressources télévisuelles.

14 À cet effet-là, je voudrais
15 m'opposer tout simplement à toute forme de
16 moratoire qui pourrait être proposée ici.

17 Merci.

18 LE PRÉSIDENT: Merci beaucoup,
19 Monsieur Simon.

20 Est-ce qu'il y a d'autres
21 commentaires?

22 (Pas de réponse)

23 Sinon, je peux simplement indiquer
24 que j'ai beaucoup de sympathie concernant un
25 moratoire. Je veux le considérer cet après-midi

1 pendant notre discussion sur le système canadien,
2 et je vais vous annoncer ma position plus tard
3 aujourd'hui.

4 Monsieur Bertrand, est-ce que
5 c'est assez tôt?

6 M. BERTRAND: (Inaudible)

7 LE PRÉSIDENT: Merci beaucoup.

8 I think that concludes what we can
9 expect to achieve this morning. We will break now
10 for lunch. We will come back at 2:00 p.m. to
11 resume consideration of the Girard-Peters report.
12 Thank you very much.

13 --- Luncheon Recess at 12:15 p.m.

14 --- Upon Resuming at 2:25 p.m.

15 THE CHAIRMAN: Ladies and
16 gentlemen, welcome back for the afternoon session.
17 I apologize for my tardiness in getting here. I
18 was meeting with one or two of your employees
19 outside and had to give them a bit of time.

20 Ladies and gentlemen, I now call
21 this afternoon's session of the Summit to order.
22 Our responsibility today is to discuss the
23 recommendations made by the Girard-Peters Task
24 Force on the Economic Status of Canadian
25 Television, to report on progress made to date on

1 them and, where possible, to reach a collective
2 decision on a commitment to implement them.

3 A number of results have come from
4 the Girard-Peters recommendations, not the least
5 of which is all of us gathered here today at the
6 Summit. We have a lot of work to accomplish
7 during the next few hours. I am confident that,
8 with the diverse representation and the collective
9 brain power here at the Summit table, we will be
10 able to achieve some substantial progress in our
11 collegial approach to addressing at least some of
12 the television industry's short-term malaise.

13 Let's spend just a couple of
14 moments at the outset to explain briefly how our
15 work will be conducted this afternoon.

16 Our discussion will be limited to
17 the Girard-Peters recommendations. As you know,
18 the Summit Steering Committee divided the 44
19 recommendations among four national working groups
20 studying issues related to technology, advertising
21 and marketing, programming and financing, and
22 regulation and policy. Of course, the parallel
23 francophone working group also considered 29 of
24 the recommendations.

25 For the purpose of discussion this

1 afternoon, the Girard-Peters recommendations have
2 been grouped according to the working groups that
3 studied them, as you will note in the detailed
4 agenda found under tab No. 3 in your kits. We
5 will be addressing the recommendations in the
6 order in which they appear on the detailed agenda.

7 This afternoon we will begin with
8 the recommendations studied by the Working Group
9 on Technology, followed by those addressed by the
10 Working Group on Advertising and Marketing. I
11 propose that we then have a short break of 15
12 minutes or so. Following the break we will deal
13 with the Girard-Peters recommendations studied by
14 the Working Group on Programming and Financing and
15 then perhaps have another short break.

16 After that we will consider the
17 recommendations that the Working Group on Policy
18 and Regulation looked at.

19 The recommendations that have been
20 grouped for discussion are both short-term and
21 long-term recommendations. The short-term
22 recommendations are those on which results have
23 already been achieved or where action is to be
24 expected soon. We will hear about those results
25 this afternoon and perhaps about other progress

1 which has been made to date.

2 The long-term recommendations are
3 those upon which views have been expressed but
4 where action or results can only be expected in
5 the context of a long-term industrial strategy.

6 As we go through the
7 recommendations this afternoon, we will first deal
8 with the short-term recommendations and then use
9 the remaining time allocated to that particular
10 group of recommendations to allow delegates to
11 express their views on the long-term
12 recommendations as well. As each grouping of
13 recommendations comes up for discussion, I will
14 ask the Chair of the working group that dealt with
15 those recommendations to present the group's
16 conclusions on them.

17 For recommendations that were also
18 addressed by the parallel francophone group, I
19 will then ask its Chairman, M. Jean Fortier, to
20 give us his group's views on those
21 recommendations.

22 Following these reports, it will
23 then be my pleasure to open the floor to
24 discussion on the recommendations in that
25 particular grouping. We will follow this

1 procedure until we have dealt with all the
2 recommendations contained in the Girard-Peters
3 report. There will be, by the way, a time limit
4 on the discussion of each grouping of
5 recommendations.

6 Finally, I wish to remind
7 delegates wishing to be recognized to indicate to
8 the Chair that they would like to be recognized,
9 and we will try to do so as quickly as possible.

10 I should also note that the agenda
11 calls for this afternoon's session to go until
12 seven o'clock. I would like to modify that by
13 having the rapporteur give his wrap-up at about
14 5:45, following which I will be able to make a
15 statement to you with regard to the question of
16 the moratorium.

17 Before we get down to the business
18 at hand, are there any questions on the way our
19 work is to be conducted this afternoon?

20 Colleagues, we begin this
21 afternoon's session on the Girard-Peters report
22 with a discussion of the three short-term
23 recommendations considered by the Working Group on
24 Technology. In the first of these
25 recommendations, the Girard-Peters Task Force

1 recognized the major impact of new technologies on
2 the broadcasting system by recommending that a
3 joint industry-government committee be formed to
4 monitor the introduction of new technologies. I
5 am delighted that the working group has identified
6 Advanced Broadcasting Systems of Canada, ABSOC, as
7 the body best suited to this task. As I mentioned
8 earlier today, the government has provided
9 financial support to ABSOC, and we look forward to
10 its continued good work.

11 The other two recommendations
12 relate to the new Broadcasting Act, Bill C-40, and
13 the need to develop measures to prevent
14 unauthorized decoding of encoded broadcast
15 signals. As recommended, the new Act has been
16 proclaimed into force, and preventive measures are
17 being implemented.

18 I will now ask the Chairman of the
19 Working Group on Technology, Mr. Noel Bambrough to
20 elaborate on the group's discussions of these
21 recommendations.

22 Mr. Bambrough, you have the floor.
23 MR. BAMBROUGH: Thank you,
24 Minister.

25 I am pleased to comment on the

1 response by the Committee on Technology Evolution
2 in the Environment and the Girard-Peters
3 recommendations that were assigned to it. I might
4 also say at this point that this committee was
5 also asked to provide an assessment of the future
6 environment for use by the other Summit working
7 groups in their deliberations. That report on the
8 future environment will be presented tomorrow
9 morning.

10 On the first recommendation with
11 respect to the joint industry committee, the
12 Committee on Technology Evolution in the
13 Environment found that the committee proposed by
14 Girard-Peters already exists as the Advanced
15 Broadcasting Systems of Canada Inc., or ABSOC, and
16 that ABSOC's existing mandate is more appropriate
17 to the task at hand than perhaps that proposed by
18 Girard-Peters. That mandate is to facilitate the
19 introduction of advanced broadcasting systems in
20 Canada that are market-driven, that recognize the
21 particular characteristics of the Canadian
22 broadcasting and distribution infrastructure, that
23 take into account public policy in broadcasting,
24 and that capitalize on the opportunities arising
25 from the development and introduction of such

1 systems.

2 With respect to the second
3 recommendation on Bill C-40, Bill C-40, as we
4 know, was proclaimed into force on June 4, 1991.
5 In July 1991 the Department of Communications
6 began an information campaign aimed at home
7 satellite dish owners, dish dealers and operators
8 of unlicensed broadcasting undertakings to inform
9 them about the new Radio Communications Act
10 amendments made by Bill C-40 and to advise those
11 engaged in illegal activity how they might become
12 legitimate.

13 On review, it was the committee's
14 view that no further action was required on this
15 recommendation.

16 The third short-term
17 recommendation related to the federal authorities
18 working closely with signal suppliers and
19 equipment manufacturers to better control
20 procedures for preventing the spread of
21 unauthorized decoders in Canada. The
22 recommendation of the committee is as follows:

23 The committee recommends that the
24 federal government monitor the activities of U.S.
25 equipment manufacturers and their efforts to

1 prevent the unauthorized use of decoders.

2 The committee encourages
3 programmers especially, but also cable operators
4 through the Canadian Cable Television Association,
5 to take advantage of the civil and private rights
6 of action established by the Broadcasting Act of
7 1991 and to launch legal proceedings against
8 persons engaged in unauthorized reception of
9 signals.

10 Both the federal government's
11 monitoring of activities and the private launching
12 of civil actions should be conducted
13 simultaneously. Any successful civil actions
14 should be very well publicized.

15 Those, Mr. Minister, are the
16 comments of the committee on those three short-
17 term recommendations.

18 LE PRÉSIDENT: Si je comprends
19 bien, le comité parallèle francophone a laissé au
20 comité sur la technologie le soin d'examiner les
21 recommandations ayant trait à la technologie.

22 Alors nous procéderons à une
23 discussion générale de ces recommandations.

24 The recommendations are now open
25 for discussion. I would like to remind you that

1 our time is limited. If we could focus on those
2 first three recommendations, I would be grateful.

3 Mr. Peters, please.

4 MR. PETERS: Thank you very much.
5 I would just like to add a short comment to what
6 we have already heard.

7 When the Task Force was
8 deliberating the whole technical matter, we were
9 very impressed with the ABSOC committee. We felt
10 that they were doing an excellent job of
11 monitoring and timing the impact of new
12 technology.

13 It was our belief, however, that
14 we should be ensured that the ABSOC was supported
15 by more senior owners and CEOs of the broadcasting
16 industry. We felt at that particular point that
17 perhaps that committee could be augmented to
18 ensure that the owners of broadcasting properties
19 and CEOs were participating at a fairly high level
20 when dealing with the future technology of our
21 industry.

22 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
23 Peters.

24 Other delegates? Autres
25 commentaires? If there are no further comments on

1 this group of recommendations, perhaps we could
2 turn our attention to the long-term
3 recommendations referred to the Working Group on
4 Technology.

5 There were four recommendations in
6 this area dealing with such issues as a tax
7 assistance program, DBS, MMDS, and convergence. I
8 understand that the group chose not to discuss
9 these recommendations, but to refer them for
10 consideration in the context of an industrial
11 strategy.

12 Nonetheless, I will ask Mr.
13 Bambrough to say a few words about the
14 recommendations to open the discussion.

15 MR. BAMBROUGH: Thank you.

16 The group did decide that these
17 recommendations could be dealt with more
18 effectively in the longer term, looking at a Phase
19 2 with respect to the Summit discussions.
20 However, I might just comment briefly on the four
21 recommendations.

22 With respect to the first,
23 regarding tax-based assistance, there certainly
24 was a view expressed that, given the need to
25 acquire new studio equipment on the part of

1 broadcast television stations that was digital
2 or enhanced, NTSE or ultimately HD TV, that a
3 substantial amount of money would have to be
4 spent, that most broadcasters would have to have a
5 transition plan to get through that period.

6 They felt strongly that some tax-
7 based assistance would help immeasurably in
8 encouraging those expenditures to be made and
9 allow the broadcasting industry to stay abreast of
10 technology.

11 The recommendation with respect to
12 DBS was really not discussed in any detail by our
13 committee, and I would be uncomfortable discussing
14 it much further than that.

15 With respect to MMDS, I think it
16 would be fair to say that we believe a
17 coordination policy is in the interest of Canadian
18 broadcasting, but should be dealt with when the
19 committee is well aware of all the implications of
20 such an agreement with the Americans.

21 The fourth recommendation with
22 respect to the vertical blanking interval was
23 discussed to some extent by members of the
24 committee. There was a view strongly expressed by
25 those interested on the broadcasting side that the

1 interest of broadcasters in the VBI be considered
2 in some detail, particularly given the fact that
3 in the U.S. now decoders for impaired hearing will
4 be incorporated into television sets. The view is
5 expressed that this might encourage further demand
6 for use of the VBI.

7 It is important, however, to also
8 recognize that with the development of high
9 definition of high density television there is no
10 longer vertical blanking interval. There are
11 other ways of dealing with data transmission, but
12 the VBI is simply not available. It's not there.

13 That kind of a recommendation, we
14 felt, had to be considered in a longer term
15 context.

16 THE CHAIRMAN: Thank you very
17 much, Mr. Bambrough.

18 Are there questions or comments?
19 Mr. Strasbourgh.

20 MR. STRASBOURGH: I would just
21 like to clarify. How and when are we going to
22 deal with this DBS/cable proposal, given that it
23 is probably the most important thing facing us.

24 MR. BAMBROUGH: There's question
25 it's the most important.

1 The answer to the question is that
2 with respect to DBS and DTH the committee was
3 asked, away from the context actually of this
4 particular recommendation, to look at the future
5 environment with respect to technology and
6 consumers, and so forth, the Canadian broadcasting
7 system will face.

8 DTH and that whole issue is dealt
9 with in a framework basis in that report, which
10 will be made tomorrow morning at the start of the
11 session, to lay the groundwork for the discussion
12 on the longer term parts of the Girard-Peters
13 report, and the longer term considerations for an
14 industrial strategy. There's no question that the
15 Committee felt it was the most important issue we
16 had to deal with, but in the context of this
17 particular recommendation we did not deal with it.
18 So it is separate. But it is there tomorrow.

19 NEW SPEAKER: So we will have an
20 opportunity to lay alternate propositions on the
21 table tomorrow?

22 NEW SPEAKER: All I can tell you
23 is that I will be putting the report of my
24 committee on the table first thing tomorrow
25 morning. My understanding is that it will be

1 dealt with as part of a longer term industrial
2 strategy.

3 MR. ASPER: Mr. Chairman, I would
4 feel very badly if we were to leave here without
5 you hearing an expression of how we over-the-air
6 conventional broadcasters approach this problem.
7 If not tomorrow morning, somewhere during these
8 proceedings I would like the opportunity to
9 express myself on it.

10 THE CHAIRMAN: Mr. Asper, I would
11 be equally upset if I missed the opportunity of
12 hearing it. Let's by all means take it up
13 tomorrow, and let's ensure as well that with any
14 of the items that are before the summit, as we
15 look toward the industrial strategy and the
16 development of a coherent industrial strategy for
17 the industry, it's going to be important for us to
18 consider both concrete proposals that have been
19 made and other ones which may be put on the table
20 by any of the participants here. So we would
21 welcome that.

22 MR. ASPER: Just to conclude that,
23 sir, it's my view that many of the things that are
24 contained in the material in front of us, plus
25 many categories of issues that are not in Girard-

1 Peters, are of profound urgency. They are not
2 things that we have the luxury of considering over
3 a long period of time.

4 As those are identified during
5 today and tomorrow, even if we have to break the
6 procedure, we will be trying to impress on you
7 that some things are urgent, virtually urgent.
8 This is one of them. For example, directions with
9 the Commission and even directions to the
10 Commission under the new power of the Minister may
11 be helpful in allowing us to prepare for this
12 event which will impact all of us so much.

13 I'll leave it for now.

14 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
15 Asper.

16 Sheelagh Whittaker, from CanCom.

17 MS WHITTAKER: Thank you. I'm
18 sorry, I have a cold today, so if my voice slides
19 away I hope you'll understand.

20 I wanted to have a point of
21 clarification on the recommendation that Mr. Asper
22 was just referring to, the DBS one. I notice it's
23 written on page 158 of the report, and I guess I
24 have always read that recommendation to have meant
25 to say that direct broadcast satellite services

1 should develop as a complement to cable television
2 services in Canada and should be managed by the
3 cable licensing systems.

4 In other words, the CRTC, that the
5 issue here was the management of the introduction
6 of these systems into Canada, and that we have a
7 system already that manages the introduction of
8 new services into Canada, namely the CRTC, and
9 that any additional new services should be
10 introduced in this way.

11 I guess this ties too with what
12 Mr. Asper was saying, in that this is a very
13 important issue and one in which a number of
14 industry representatives have been making
15 submissions and representations and providing
16 legal opinions to the CRTC on their responsibility
17 and also their jurisdiction over managing the
18 introduction of DBS services into Canada.

19 I guess I would appreciate if the
20 Committee would perhaps reassure me that what they
21 had meant to write there was managed through the
22 cable licensing system, i.e. the CRTC.

23 Further to that, I know Mr. Spicer
24 is here as an observer, that he perhaps will
25 indicate that the CRTC will assume some

1 responsibility over the orderly introduction of
2 these services.

3 THE CHAIRMAN: Thank you, Ms
4 Whittaker. Perhaps I could ask Mr. Peters to
5 comment on the intent of the task force.

6 MR. PETERS: It was precisely --
7 I'm being coached here. Just a moment, please.

8 It was the view of the task force
9 that if we were going to be able to deal with the
10 hundred channel satellites in the future, that
11 what we should really be doing is doing it through
12 the conventional cable systems in Canada.

13 I'm a little loathe to prolong the
14 discussion on that at this particular point
15 because we do have further comments on that, and I
16 think it might be better to deal with it tomorrow
17 morning. But in general view, yes, your
18 assumption is right.

19 THE CHAIRMAN: I don't know
20 whether Mr. Spicer might want to respond to the
21 question.

22 MR. SPICER: Just to give a little
23 reassurance to Ms Whittaker that the CRTC about
24 two months ago began, on its own initiative and
25 reinforced by your letters, a joint study on its

1 legal and cable staff. I would say that we're
2 going as quickly as we can with this. We are
3 making haste responsibly. We have set a deadline
4 at the end of February, which I hope is not too
5 late, and I wish it could have been a little
6 earlier. But that's the time we are targeting.

7 We will be looking, as a goal, to
8 do whatever we can to assure an orderly
9 introduction of those services.

10 THE CHAIRMAN: Ms Whittaker.

11 MS WHITTAKER: Thank you.

12 THE CHAIRMAN: Other colleagues?
13 Mr. Asper.

14 MR. ASPER: Three people have now
15 made comments which imply when these services are
16 going to be introduced. I want to deal with the
17 subject of if they are going to be introduced.
18 That's the debate that I think is germane.

19 There seems to be a presumption,
20 both in the writing and the comments, that these
21 services will be introduced, the US-100 channels
22 and so on. I think the legitimate debate is
23 should they be introduced, and if they should not
24 be introduced, what should we replace them with?
25 I would be happy to table some thoughts on that at

1 the appropriate time.

2 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
3 Asper.

4 Mr. Stuart Graig.

5 MR. GRAIG: Mr. Chairman, this is
6 the only point on the agenda that I can see where
7 MMDS or wireless cable is mentioned. We spent a
8 good part of last week at the CRTC hearings, where
9 we were assured that the Commission was going to
10 issue some policies on MMDS.

11 I would just like to have your
12 assurance that this will not be delayed while we
13 negotiate with the U.S. on the use of these
14 channels. I think there is a definite need for
15 this service in certain parts of the country, and
16 I hope everything goes forward as quickly as we
17 can.

18 Thank you.

19 THE CHAIRMAN: From my perspective
20 there's not a need to delay on this.

21 I don't know whether Mr. Spicer
22 wanted to comment with regard to it.

23 MR. SPICER: No; I have nothing
24 more to add.

25 THE CHAIRMAN: Are there any other

1 comments? If not, then let's pass on to the next
2 section.

3 We'll have another opportunity
4 during tomorrow's discussion to look more closely
5 at technological developments in broadcasting.

6 Given the heavy agenda before us
7 today, what I would propose now is that we deal
8 with the Girard-Peters recommendations referred
9 to the working group on advertising and marketing.

10 The first of these recommendations
11 deals with the provision of Section 19 of the
12 Income Tax Act and the deduction of advertising
13 expenses.

14 Je demanderais d'abord au
15 président du comité de travail sur la publicité et
16 le marketing, M. Charles Bélanger, de bien vouloir
17 faire le point sur l'étude faite par son comité
18 sur cette recommandation.

19 Je demanderais ensuite à M. McCabe
20 de nous faire part des démarches de l'ACR à ce
21 sujet.

22 Monsieur Bélanger, je vous cède la
23 parole.

24 MR. BÉLANGER: Thank you, Mr.
25 Minister.

1 I would like first to thank
2 publicly the colleagues who have attended the
3 three meetings that were devoted to look at the
4 six recommendations that are dealing with
5 advertising and marketing.

6 If I may preface our remarks, I
7 would like to say that for our group marketing is
8 more and more becoming an essential tool for the
9 development of all parts of our industry in the
10 sense that a few years ago, with monopolies
11 basically, you did not need much of identifying
12 tools to make sure that you would get to the
13 people. Nowadays, with the influx of new
14 services, with the addition of other potential new
15 services, it becomes absolutely essential that
16 each component into the system becomes more and
17 more personalized, more and more identified.

18 Marketing in that very sense is
19 absolutely indispensable to make sure that our
20 industry will flourish, and each of its
21 components.

22 This being said, Mr. Minister, I
23 would like to pass to Mr. McCabe on Section 19 of
24 the Income Tax Act, since the CAB has been the
25 instrument by which this whole notion was being

1 looked at.

2 THE CHAIRMAN: Mr. McCabe, please.

3 MR. McCABE: Thank you very much,
4 Mr. Chairman.

5 What I would like to report to the
6 gathering is that in the spring of this year we
7 approached the Deputy Minister of National Revenue
8 and said, "We think there's a problem there; can
9 you help us?". I have to say that the response
10 was very good. He said, "Sure, let's see if we
11 can work together on this." But he also said,
12 "From all our offices across Canada we have no
13 evidence that there is a problem. In other words,
14 we have not received to this date information that
15 there is a problem."

16 We undertook, in the Kingston
17 market, to in fact provide a monitoring for a week
18 of television and radio commercials that were on
19 American stations across the border, and to
20 provide that information to the Department of
21 National Revenue for them to take a look at and
22 use as a basis for investigating the problem.
23 And, lo and behold, this week the Department of
24 National Revenue indicated that for the first time
25 they have found evidence of substantial non-

1 compliance.

2 We have completed in the month of
3 October a nation-wide monitor of a number of
4 markets across the country doing the same sort of
5 thing for a week. For instance, it indicates
6 figures like this, that KVOZ Bellingham takes
7 something like \$600,000 in a week out of the
8 Vancouver market. Buffalo takes something like
9 \$270,000 a week out of the Toronto market,
10 television alone.

11 So in a few weeks we will be able
12 to provide the Department of National Revenue with
13 this nation-wide information. Our expectation,
14 given their attitude and given what they found, is
15 that they will pursue this. It may well be that
16 there is substantial revenue that can be regained
17 if indeed they do proceed to enforce Section 19.

18 At the same time I should say, by
19 the way, that we have begun a process of writing
20 to advertising agencies, accounting firms, etc.,
21 across the country to suggest that this is a
22 problem, and looking for their help.

23 THE CHAIRMAN: Thank you very
24 much, Mr. McCabe.

25 Monsieur Bélanger.

1 MR. BÉLANGER: Thank you.

2 Now, let's come to the nitty-
3 gritty of the recommendations that are dealing
4 squarely with the advertising, sales and marketing
5 practices which created some of the problems
6 leading up to this summit, Mr. Minister.

7 Obviously the sales and inventory
8 control, the market discipline and the abandonment
9 of rate cards at many places has created havoc in
10 the marketplace, particularly in Quebec, as Mr.
11 Audet alluded to earlier this morning.

12 Our working group was of the
13 opinion that it would have been difficult to
14 fingerpoint any culprit here, and that the best
15 way to deal with this particular issue was to
16 concentrate our attention on a marketing strategy
17 that would cure or might alleviate and help curing
18 this problem.

19 In dealing with those two
20 problems, there was a recommendation in Peters-
21 Girard which insisted that we in the industry have
22 a tool in our hands to deal with that, and this is
23 the Television Bureau of Canada.

24 Early this year, I must say, just
25 after Peters-Girard started their work, the TVB

1 got on its own feet and elaborated over months a
2 comprehensive strategic plan which our working
3 group felt was the best tool available to us at
4 this point in time to make sure that we would take
5 care of the sales problem and the market
6 discipline and so on and so forth.

7 The problem at this point in time,
8 Mr. Minister, is that the TVB is just like
9 (inaudible) for the technology side of the
10 equation we were just looking at. This is an
11 instrument that exists this time around. It does
12 not need to be created. But it has to be
13 reinforced. So it must be somewhat financed.

14 Talking about finance, since there
15 are some techniques that must be developed there,
16 such as yield management and so on and so forth,
17 there are R&D dollars that should be put aside
18 just to make sure that we would get the TVB
19 rolling in the right direction, providing the
20 industry with the appropriate tool.

21 In summary, TVB represents the
22 opportunity, but TVB needs to be reinforced, needs
23 to be financed more properly by the industry
24 itself, but because of the R&D aspect of it there
25 might be some governmental dollars that should be

1 poured into this effort.

2 This represents, I guess, our
3 viewpoint on the marketing strategy and the tool
4 that is available to us at this point in time.

5 THE CHAIRMAN: Merci, monsieur
6 Bélanger, Mr. McCabe.

7 Are any questions or comments from
8 the delegates with regard to this section?

9 Monsieur Chagnon.

10 M. CHAGNON: Il ne semble pas que
11 j'ai retenu, dans ces recommandations, qu'il y
12 aura des technologies qui demain pourront aider le
13 radiodiffuseur à mieux capturer son marché. La
14 concurrence des radiodiffuseurs va venir de la
15 technologie, dont peut-être que la meilleure
16 défensive à l'occasion peut être une offensive.

17 Au Québec on a quand même
18 expérimenté avec une technologie qui s'appelle
19 ViédoWay, la possibilité à ce moment-là pour un
20 radiodiffuseur d'utiliser efficacement une force
21 considérable qui peut rejoindre le maximum
22 d'auditoire. Toutefois, il partage un revenu
23 publicitaire d'environ 1,6 milliards présentement.

24 S'il utilise la technologie, la
25 synergie du câble et de la télévision, peut-être

1 qu'il peut regarder à des auditoires différents
2 par peut-être le direct marketing, qui a des
3 budgets de plus de 2 milliards au Canada.

4 C'est simplement d'identifier
5 qu'il n'y a pas eu de préoccupations dont je suis
6 conscient dans ces recommandations de technologie
7 qui pourrait aider le radiodiffuseur à envisager
8 des revenus différents de ceux qu'il connaît
9 aujourd'hui, qui sont des messages aujourd'hui
10 d'intérêt de masse, de 15 ou 30 secondes, mais qui
11 pourraient diriger vers le câble, vers des
12 auditoires plus spécialisés, et qui seraient du
13 direct marketing, avec des budgets très élevés qui
14 pourraient s'ajouter à ceux qui sont déjà
15 disponibles aux radiodiffuseurs.

16 J'attire simplement l'attention
17 qu'on regarde dans la prochaine décennie le
18 potentiel à court terme et à long terme. C'est
19 que les technologies pourraient aider
20 considérablement les radiodiffuseurs autrement que
21 de diffuser sur leurs antennes à cause de cette
22 capacité de rejoindre de très grands auditoires.

23 Il y a des nouvelles technologies
24 qui pourront aider le radiodiffuseur demain.
25 Nous, on considère que c'est aujourd'hui même.

1 LE PRÉSIDENT: Merci, monsieur
2 Chagnon. J'aimerais vous féliciter de VidéoWay.
3 C'était un grand accomplissement de votre part, et
4 je pense que c'est une bonne contribution.

5 Mr. Foss.

6 MR. FOSS: Thank you. What I
7 would like to comment on in the marketing and
8 sales strategy is that it does not seem to balance
9 well with what we heard from the technology
10 report. It seems to deal with the status of
11 yesterday rather than some of the new realities
12 that we are hearing about and have just heard
13 about from the VideoWay, intructed television, the
14 fact that many of the activities that we are faced
15 with on a day-to-day basis as advertisers are such
16 things as the fact that if the VCR is being used
17 for a movie rental, then in prime time television
18 that audience is not there.

19 The reference in the report to the
20 audience measurement system just leaves it hanging
21 a bit. As advertisers we need better measurements
22 of the audience that represent the thing that will
23 get the revenues flowing into this medium, and
24 bring it back to perhaps levels of better
25 efficiencies for all.

1 The conventional television as a
2 mass medium is not there anymore. It has been
3 fragmented, it is continually being fragmented,
4 and this is reality is what we would hope to see
5 more attention paid to.

6 The areas of...for instance, the
7 conjunction deals and the inventory control issue.
8 The conjunction deals is a very simple proposition
9 that the broadcasters have to deal with on their
10 own. It means that it is a volume discount
11 situation. As such, if there is a benefit and
12 savings to the large order being assembled in
13 conjunction with different buyers, whatever that
14 saving represents is the incentive that you should
15 provide us with, and nothing more.

16 I know that developments have
17 taken place where a concentration of buying
18 services and agency record developments have
19 perhaps all paced that particular situation. But
20 I submit it is something that the business
21 decision of the broadcaster is the only way that
22 that should be dealt with.

23 If I may comment back to this
24 morning's reference, because both Mr. Ray and I
25 think Mr. Holdern referred to the non-commercial

1 CBC side of it, and that perhaps a non-commercial
2 CBC would have the revenues not going to the hands
3 of the private broadcasters. We can confirm that
4 the advertisers would not have that amount of
5 revenues go to all the broadcasters automatically.

6 It would be simply taking a look
7 at it in terms of every one of the options
8 available to us, and we have more options
9 available to us these days than ever before.

10 Thank you.

11 THE CHAIRMAN: Thank you very
12 much, Mr. Foss.

13 Other delegates? Mr. Audet.

14 MR. AUDET: Thank you, sir.

15 I think what we have here is an
16 excellent plan by the TVB, endorsed by the sub-
17 committee, that will help restore the lustre of
18 the television broadcasting industry in this
19 country. I think the Television Bureau deserves
20 our congratulations for putting it together. It's
21 an excellent plan.

22 There is only one problem. It
23 probably won't work in Montreal and the rest of
24 Quebec.

25 Of course economic theory would

1 have it that the market leader in any oligopoly
2 handles himself in such a way that the industry is
3 relatively healthy. We are all familiar with
4 oligopolies in beer, flower, white goods,
5 newspapers, what-have-you. It's a familiar
6 phenomenon.

7 These industries have all, at
8 their own time, had their own difficulties. Some
9 of them have come across difficult economic times.
10 The situation here I think is very different,
11 because we are talking about cultural industries.
12 We are talking about industries of paramount
13 importance to the Canadian character. We are
14 talking about industries that matter intimately to
15 the people of this country.

16 All three of the French commercial
17 services have been licensed with the public
18 interest in view, namely Radio Canada,
19 Télémétropole, and Télévision Quatre Saisons.
20 Therefore, all three must survive.

21 Therefore, I would recommend that
22 in Phase 2 of the Summit further attention be
23 given to investigating the mechanics of what is
24 happening to the Montreal market and, in
25 particular, the role that must be played and each

1 player in that market so that these cultural
2 industries survive and, indeed, flourish. If the
3 existing scenario is allowed to go on much longer,
4 this will not happen. So I urge that this be
5 carried into the second phase of the Summit and
6 studied very closely.

7 Thank you.

8 THE CHAIRMAN: I think that is an
9 excellent suggestion, Mr. Audet, and I am
10 certainly in agreement with that.

11 Are there other comments? Mr.
12 Ostry, please.

13 MR. OSTRY: Since you are talking
14 about the future in this area, I am sure the
15 educational broadcasters would be delighted to be
16 included in the industry when you are talking
17 about market strategies and how to cope with some
18 of the anomalies.

19 In English-speaking Canada tens of
20 millions of dollars flow out of this country in
21 support of PBS border stations every year. We
22 don't have legislation like C-58 to protect us,
23 and we don't have an Income Tax Act or anything
24 else. I would hope that, in developing
25 strategies, some consideration should be given to

1 that.

2 Thank you.

3 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
4 Ostry. Other comments? Mr. McEwen, please.

5 MR. McEWEN: Thank you, Minister.

6 Just for the record, the CBC
7 should note that the discussions at the working
8 group level were very cordial and consensual in
9 this area and that there is, from the
10 broadcaster's point of view, a consensus. We
11 support the working group's recommendations fully,
12 and we should remind you perhaps that they are
13 also consistent with our own submission to the
14 Girard-Peters Task Force.

15 There are the seeds of our future
16 here. They are important. They give us the
17 opportunity of creating a bigger pool of
18 advertising dollars which will go for the cultural
19 strategy of this country.

20 Thank you very much.

21 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
22 McEwen.

23 Other colleagues? If not, I think
24 we have had a very useful discussion. I am struck
25 by the suggestions with regard to the TV Bureau; I

1 think they are constructive ones. For my part, I
2 am prepared to see DOC consider providing
3 assistance to TVB in the same way that we provide
4 it to ABSOC at the present time, if it would be
5 helpful for us to do that. Perhaps that is one
6 issue we could pursue as we go on further.

7 Perhaps we could turn now to the
8 next section, the next series of three short-term
9 recommendations considered by the -- pardon me.
10 The last group of recommendations is clearly
11 addressed to the broadcasters themselves. I am
12 particularly pleased that the Summit has helped
13 the industry to address them in a positive manner.

14 I believe that, with your support,
15 TVB will continue to assist Canadian broadcasters
16 in making the most of television's advertising
17 potential. We can also recognize the importance
18 of section 19 of the Income Tax Act. I can assure
19 you that the DOC will continue to assist the CAB
20 in its measures to improve enforcement.

21 Nous procéderons maintenant à
22 l'étude des recommandations Girard-Peters visant
23 des solutions à long terme dans ce domaine. Je
24 demanderais à M. Bélanger, encore une fois, de
25 nous résumer les commentaires de son comité.

1 Monsieur Bélanger.

2 M. BÉLANGER: Merci, Monsieur le
3 Ministre.

4 Concerning the recommendation by
5 Girard-Peters relative to the Bureau of Broadcast
6 Measurement, BBM, and A.C. Nielson to co-operate,
7 members of our group had some difficulty in
8 endorsing that particular recommendation. It was
9 not that it doesn't make sense, per se, but it is
10 difficult for competing industries to direct other
11 people to sit down and devise a solution that
12 would be satisfactory to our universe.

13 À ce moment-ci, le groupe sur le
14 marketing a plutôt convenu qu'il était absolument
15 indispensable que des mesures d'écoute de qualité
16 soient effectivement développées, peu importe que
17 ce soit par BBM, Nielson ou n'importe qui d'autre;
18 c'est absolument indispensable que ces outils-là
19 soient disponibles à l'industrie. Donc notre
20 recommandation ne met pas de côté celle de Peters-
21 Girard mais offre une route différente.

22 Au même titre qu'en amont tantôt
23 on parlait du TVB comme de l'instrument privilégié
24 possible de l'industrie à ce moment-ci pour aider
25 les réseaux à mieux définir et circonscrire leur

1 personnalité, en aval, il est important de
2 connaître les résultats.

3 Il est clair que les technologies,
4 au moment où on se parle, sont en développement.
5 C'est vrai qu'il y a des difficultés avec BBM
6 présentement; il y a bien des gens qui ne sont pas
7 tout à fait satisfaits. J'écoutais M. Foss
8 tantôt. On a déjà eu des rencontres dans le
9 passé, et il y a une insatisfaction.

10 Nielson offre, évidemment, une
11 voie technologique apparemment un peu plus
12 développée à ce moment-ci, mais ni l'une ni
13 l'autre des mesures qui nous sont proposées ne
14 satisfont, à des coûts raisonnables, l'industrie
15 de la radiodiffusion à ce moment-ci.

16 Je conclus donc en disant qu'au
17 même titre qu'on envisage de mettre des sous dans
18 la recherche et le développement pour donner des
19 outils d'identification des réseaux à travers le
20 TVB, je pense que la même politique ou la même
21 approche -- étant donné que c'est d'intérêt public
22 que d'avoir des résultats vérifiables et appréciés
23 par tous -- pourrait s'appliquer en ce qui
24 concerne les mesures d'écoute.

25 Finally, recommendation No. 2 is

1 to get the private and public TV to act co-
2 operatively to restore TV as the prime advertising
3 medium. I just heard Mr. McEwen a few seconds ago
4 testify that our group was akin to basically a
5 large consensus that it is absolutely key that all
6 players around the table and all the players
7 involved in the broadcasting area and in the
8 communications sector work co-operatively. We are
9 certainly looking at a Phase 2 to make sure that
10 we have a chance, as well, to look at the various
11 recommendations made elsewhere that might pre-empt
12 a good marketing strategy to fulfill itself, in
13 the sense that there are regulatory measures which
14 stand to make things uniform which might be looked
15 at to give those in the marketing area more room
16 to make sure that each and every component of the
17 system and each broadcaster meets their mandate.

18 Yes, indeed, co-operation is
19 absolutely key but, as well, co-operation in the
20 sense that each component, each player, might have
21 a better chance to realize what they are there
22 for.

23 Thank you, Minister.

24 LE PRESIDENT: Merci, Monsieur
25 Bélanger.

1 Maintenant, je donne la parole à
2 M. Fortier pour le groupe parallèle francophone.

3 M. FORTIER: Merci, Monsieur le
4 Ministre.

5 Nous avons regardé, au comité
6 parallèle francophone, une des deux
7 recommandations seulement, soit celle qui a trait
8 à BBM et Nielson. Nous arrivons, je dois dire,
9 essentiellement à la même conclusion que le comité
10 national.

11 Nous sommes tous convaincus qu'une
12 industrie en santé est une industrie qui est apte
13 à fournir à ses clients, soit les annonceurs, de
14 l'information pertinente dont les clients ont
15 besoin pour choisir le médium de la télévision, et
16 nous devons faire des efforts en ce sens.

17 Cependant, le comité parallèle
18 francophone choisit également de ne pas s'immiscer
19 dans la façon de le faire. Est-ce qu'il devrait y
20 avoir plus de collaboration, moins de
21 collaboration, fusion ou d'autres avenues entre
22 BBM et Nielson? Il a donc choisi de ne pas se
23 prononcer sur cette collaboration-là mais de
24 focuser, tout comme le comité national, sur
25 l'objectif.

1 Le comité parallèle francophone
2 souhaite, comme le comité national, atteindre
3 rapidement des données qui soient jugées des
4 données modernes et aptes à répondre aux besoins
5 de la clientèle.

6 LE PRÉSIDENT: Merci, Monsieur
7 Fortier. Mr. Peters, please.

8 MR. PETERS: Thank you, Mr.
9 Chairman and Minister.

10 I think one of the most consistent
11 messages that your Task Force received from the
12 advertising fraternity, when we had our many
13 meetings with the advertisers and the advertising
14 agencies, was: Please give us more information.
15 We need more research; we need more information on
16 audiences, on demographics, on lifestyle, and we
17 need substantially more information to provide to
18 our clients so that we can demonstrate to them
19 that television is an important advertising
20 medium.

21 I would urge the committee to be
22 very careful that we don't stand back and have
23 this whole issue fall between a couple of stools.
24 My concern is that you can't sit back and say that
25 it's somebody else's role here. I think your

1 committee, Mr. Bélanger and Mr. Fortier, has to
2 show some leadership here. I think you really
3 have to sit down with everybody and follow Mr.
4 Foss' advice. He is with the association of all
5 of the advertisers in this country. What they are
6 saying to us is: Please give us more information.

7 If we in the television business
8 want to see more advertising dollars, follow his
9 advice. Let's not sit back and say: Well, it
10 should be the TV Bureau, or it should be somebody
11 else. We should not really get involved with this
12 because it is really somebody else's problem.

13 I think you have to show some
14 leadership here. I think you really have to get
15 out there and have meetings with these people and
16 say: We want the information. What do we have to
17 do to get it?

18 The industry has to support that.
19 If they do, it is the view of our Task Force
20 members that we can go a long way to re-establish
21 that the television advertising medium can regain
22 their position that it had a few years ago. But
23 you are going to have to work at it.

24 Thank you, Mr. Chairman.

25 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.

1 Peters. I think you have incited Mr. Foss with
2 those comments, to respond.

3 MR. FOSS: If I may just echo Mr.
4 Peters' words, it is very much the case. We have
5 heard from this discussion already that in many
6 ways the Canadian broadcasting system can stand up
7 to comparison with the best in the world. Believe
8 me, not our measurement system. We are far behind
9 the rest of the world in this particular aspect.

10 We have a very complicated system,
11 and we recognize that. But we have to have
12 something take place soon. So I echo Mr. Peters'
13 words in that respect.

14 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
15 Foss. Other comments?

16 If not, it might be an appropriate
17 point for us to take a break for 15 minutes. We
18 will reconvene at 3:25.

19 --- Short Recess at 3:10 p.m.

20 --- Upon Resuming at 3:25 p.m.

21 THE CHAIRMAN: We come now, ladies
22 and gentlemen, to the short-term recommendations
23 addressed by the Working Group on Programming and
24 Financing. These have been divided into two
25 distinct groups, the first group consisting of the

1 three separate recommendations essentially dealing
2 with programming expenses and the second group
3 consisting of 10 recommendations all related to
4 Telefilm Canada.

5 The Girard-Peters report went into
6 some detail on the costs of operating a television
7 network and particularly the cost of programming.
8 It recommended that one way to deal with the
9 rising programming expenses was to establish some
10 kind of co-operative purchasing mechanism that
11 would be consistent with competition laws.

12 Mr. Bruce Cowie of Sunwat
13 Broadcasting in Edmonton was the Chairman of this
14 group. Mr. Cowie, I understand that your group
15 came to a unanimous decision on this
16 recommendation. We look forward to hearing it.

17 On the matter of non-simultaneous
18 substitution, I understand that the CCTA and the
19 CAB are pursuing various projects. We look
20 forward to your progress report on these.

21 I will ask Mr. Cowie now to
22 provide us with a summary on his working group's
23 response to these recommendations.

24 MR. COWIE: Thank you, Mr.
25 Chairman.

1 There were 22 of us involved in
2 this working committee, and I am delighted to be
3 able to represent to you their collective
4 thinking. They came from a wide range of groups
5 and interests, and each of them had as their
6 primary interest the Canadian broadcasting system.

7 The working group was asked to
8 report on two broad areas: to report on those
9 recommendations of the Girard-Peters Task Force
10 for which a consensus does exist and to formulate
11 a framework from which a long-term industrial
12 strategy could be developed.

13 This report deals only with the
14 Girard-Peters recommendations and is divided into
15 five sections: co-operative purchase of U.S.
16 programs and co-operative bidding for major
17 sporting events; simultaneous and non-simultaneous
18 substitution; measures regarding the Canadian
19 Broadcast Program Development Fund and related tax
20 measures to stimulate production; CBC funding,
21 station operations and commercial content; and
22 copyright, including the ephemeral recording
23 exemption, along with strengthening Canadian
24 programming.

25 A second report deals with the

1 framework in which a long-term industrial strategy
2 can be achieved. The program and financing part
3 of that overall approach will be presented
4 tomorrow as part of a blended futures package.

5 In the first group of
6 recommendations, Girard-Peters made two separate
7 recommendations with respect to the co-operative
8 purchase of program exhibition rights. The first
9 dealt with U.S. programming, and the second with
10 sporting events. The English and French public
11 and private broadcasters should develop
12 arrangements consistent with Canada-U.S.
13 competition law for co-operative purchase of U.S.
14 programs. Similarly, they should examine the
15 possibility of co-operative bidding for major
16 sporting events such as NHL hockey, CFL football,
17 the Olympics, and other world sporting
18 enterprises.

19 The working group sought a legal
20 opinion first from the Department of Justice.
21 They were informed that the discussion of such a
22 recommendation would not, in itself, be in
23 contravention of the legislation and that a
24 proposal could be developed for a preliminary
25 ruling by the Bureau of Competition Policy of

1 Consumer and Corporate Affairs. Until a specific
2 proposal is developed and an opinion sought, it
3 remains unclear whether this recommendation may be
4 implemented.

5 However, having looked more
6 closely at the matter, it is the opinion of the
7 working group that such a concept may well be
8 unworkable as a practical matter, irrespective of
9 the legal problem. Individual broadcasters have
10 differing programming needs, and a common
11 purchasing entity may not allow them to be
12 responsive to their mandate to serve their
13 particular audiences.

14 In addition, the relationship
15 between broadcasters and program suppliers
16 involves more than just program acquisition
17 contracts. Agreements may include such diverse
18 matters as packaging and co-production
19 opportunities.

20 To institutionalize a centralized
21 program-buying agency would, by necessity,
22 restrict the flexibility of broadcasters to create
23 their own arrangements and would be at cross-
24 purposes with the competitive nature of the
25 broadcasting business which could ultimately have

1 a negative impact on the programming which viewers
2 receive.

3 The legal situation referred to
4 further complicates the issue since any proposal
5 would still have to comply with both Canadian
6 competition laws and U.S. antitrust legislation.

7 With regard to the acquisition of
8 exhibition rights to sporting events, working
9 arrangements in the North American context are
10 commonplace. Where co-operation can occur, then
11 by and large it does. Examples of such co-
12 operative efforts include each of the four
13 categories itemized in the Girard-Peters report:
14 NHL hockey; CFL football; the Olympics; and other
15 world events.

16 Accordingly, Mr. Chairman, the
17 working group recommends that the two Girard-
18 Peters recommendations on co-operative purchasing
19 not be pursued further at this time.

20 Girard-Peters made three
21 recommendations regarding substitution measures:
22 The government and the CRTC should pursue every
23 avenue to help recapture portions of the
24 advertising inventory associated with Canadian
25 tuning of U.S. stations. Second, the simultaneous

1 substitution which currently contributes \$100
2 million of advertising revenue to the Canadian
3 television industry should be used to its full
4 potential. Third, the CRTC should now move on to
5 the next logical step and provide for non-
6 simultaneous program substitution on cable. The
7 CAB should initiate a common proposal with CCTA
8 for an amendment of CRTC regulations authorizing
9 non-simultaneous substitution.

10 Mr. Chairman, I am pleased to
11 report that the working group reached a consensus
12 and endorses the first two recommendations. In
13 terms of the recommendation concerning
14 implementation of non-simultaneous substitution,
15 the working group is convinced that this process
16 is a continuing part of the first phase of the
17 Summit. It has agreed to co-operate and work
18 toward a common proposal dealing with the most
19 feasible option of the four presented by Girard-
20 Peters in their report, that option being non-
21 simultaneous substitution of identical programs.

22 An industry working group,
23 comprising members from ACQ, CCTA, CAB and the
24 CBC, is researching the technical implications,
25 programming costs, revenue potential and consumer

1 acceptance of non-simultaneous substitution with a
2 view to forming a single recommendation to present
3 to the CRTC by the end of February 1992.

4 Girard-Peters made the following
5 recommendation regarding an ephemeral rights
6 exemption: It is recommended that the government
7 amend the Copyright Act at an early date to
8 provide for an ephemeral recording exemption. As
9 I mentioned to the group this morning, the working
10 group wholeheartedly agrees with that
11 recommendation and, further, urges the government
12 to take the necessary legislative action in the
13 current session.

14 That, Mr. Chairman, is the first
15 group of short-term recommendations.

16 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
17 Cowie.

18 Maintenant, puisque le comité
19 parallèle francophone s'est également penché sur
20 ce groupe de recommandations, je demanderais que
21 le président de ce comité, M. Fortier, nous fasse
22 part de la position de ce comité sur ces
23 questions.

24 M. FORTIER: Merci, Monsieur le
25 Ministre.

1 En bref, je rappellerai simplement
2 la conclusion à laquelle nous en sommes arrivés au
3 sein du comité parallèle et que nous avons énoncée
4 ce matin.

5 Le comité a donc étudié les
6 recommandations concernant les achat coopératifs
7 et les offres d'achat pour les émissions, et nous
8 avons exclu cette recommandation comme étant non
9 praticable et non souhaitable.

10 Quant à l'enregistrement éphémère,
11 évidemment, nous avons renforcé la position, à
12 savoir qu'il fallait que le gouvernement agisse,
13 et dans les meilleurs délais, pour nous assurer,
14 comme industrie, de cette exception.

15 LE PRÉSIDENT: Merci, Monsieur
16 Fortier.

17 I recognize Mr. Peters. Mr.
18 Peters, just thumbing through my copy of the
19 report, I was wondering whether, on the issue of
20 non-simultaneous substitution, you included
21 figures as to the estimated loss to Canadian
22 broadcasters as a result of not having non-
23 simultaneous substitution. What is the order of
24 magnitude?

25 MR. PETERS: We did not do that

1 calculation. We knew that the simultaneous
2 substitution represented about \$100 million a
3 year. At that point in our deliberations we were
4 looking for other areas where we could find more
5 ways of putting further dollars or new dollars
6 into the marketplace, and this is what we were
7 attempting to do. We were trying to find
8 additional revenue that could be fed into this
9 system.

10 We had all kinds of figures
11 presented to us. I would frankly hesitate to
12 quote those figures because they were surrounded
13 with a fair amount of enthusiasm on the part of
14 the presenter. Rather than quote those figures, I
15 think we should really spend more time in
16 developing them.

17 As long as I have the floor, Mr.
18 Minister, I did have a question dealing with the
19 first recommendation, and that is the co-operative
20 purchasing and bidding of programs.

21 Once again, my role here is simply
22 to try to tell you what the Task Force had in
23 mind. When we met with a lot of the people in
24 this room, the broadcasters, they continually told
25 us: Gee, if there is one thing that we would like

1 to be able to get a handle on, that is the high
2 cost of foreign programming. The suggestion was
3 that, if we weren't spending so much money on
4 foreign programming, we would have more money to
5 spend on Canadian programming, which obviously got
6 the Task Force's undivided attention.

7 That was perhaps the root of our
8 recommendation. The thought we had was that there
9 has to be a better way to do it. While the
10 broadcasters are probably expressing concern in a
11 genuine way, they are purely responsible for
12 driving up the prices. The predatory practices of
13 the industry, with one competitor trying to take a
14 program from another network or station, has
15 driven up the price. The report quotes the
16 example of 40 per cent in one year. If that
17 continues, we are going to find ourselves very
18 quickly in a position of not being able to play
19 the Robin Hood role of earning money out of the
20 American programming in order to spend it on the
21 Canadian shows.

22 Frankly, I am disappointed and I
23 know my colleagues are. The Task Force members
24 are very disappointed. I have gone over the list
25 of the people on your committee, and I don't see a

1 wimp amongst them. I can tell you that this is
2 kind of a wimpy answer. I am sure, if you take
3 another run at it, you might be able to come up
4 with a better proposal.

5 The Task Force doesn't really feel
6 that it is our role to tell you how to run your
7 business. What we are saying to you is: Unless
8 you get a handle on how you are driving up prices
9 of American product, they are going to go out of
10 sight. I would like to suggest that you take a
11 second look at that.

12 With reference to the other
13 examples that we used in the report, the examples
14 of NHL hockey and CFL football and the Olympics, I
15 agree with you that this is done to a certain
16 degree at the moment. But I think, and the Task
17 Force agrees, that perhaps there could be more
18 leadership here. It is really counter-productive
19 to have one network competing with the other
20 network when dealing with Olympic rights. One
21 year it goes to the CBC and in another year down
22 the road it seems to go to CTV, and every time you
23 look at what they are paying for it, they seem to
24 be adding a couple more million dollars to it.

25 No network, during the time of the

1 Olympic Games, can carry all of the events anyway.
2 The Task Force felt that it would be prudent for
3 us to be recommending to you that the networks get
4 together and say, "Let's put a combined bid in,
5 share the events and stop driving up the price of
6 these foreign rights."

7 The Task Force felt very strongly
8 about that. Frankly, whether you are talking
9 about Olympic Games or you are talking about CFL
10 football or the NHL or a sitcom that happens to be
11 the hottest thing in the marketplace, the Task
12 Force felt that some co-operation had to go on
13 here; otherwise, these rights are going to go out
14 of sight. The example of 40 per cent in one year
15 shocked us, so we urge you and your committee to
16 take a second look at that and see if there is not
17 some way that you can get better control over how
18 these events and these rights can be held in check
19 to make sure that the price does not go
20 disproportionately out of control.

21 Thank you, Mr. Chairman.

22 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
23 Peters. This should certainly allow us to move
24 quickly on this particular point and slide along
25 quickly to the next one.

1 Mr. Asper, please.

2 MR. ASPER: I would like to echo
3 what Ray Peters just said, that this issue is, on
4 a day-to-day business basis, the most daunting and
5 damaging to our industry: the question of
6 escalation of foreign programming costs.

7 It may be difficult to have co-
8 operative buying, but it certainly wouldn't be
9 difficult at all for the Minister of
10 Communications to say to his fellow minister, the
11 Minister of Justice: "Would you mind slipping in a
12 little amendment to the Competition Act that
13 allowed us at least to discuss it without the fear
14 you and your colleagues have expressed?" For
15 example, by the stroke of a pen, the Competition
16 Act could be amended to exclude out-of-country
17 programming from the ambit of the Act. Then, even
18 if you couldn't get into co-operative program
19 buying, at least you could have the players talk
20 to each other about it. The end result, I
21 believe, would be a dramatic drop in the cost of
22 foreign programming.

23 I won't give you my full
24 competitive strategy, but it will work for all of
25 us.

1 MR. COWIE: Mr. Chairman, if I may
2 respond to Mr. Asper, I would like it to be clear
3 at this Summit that the reason we did not proceed
4 was not because of the legal problem but because
5 of an overriding lack of interest by the players
6 in terms of that kind of co-operative buying. It
7 was on that basis that we chose not to proceed,
8 not on the legal question.

9 THE CHAIRMAN: Mr. Spicer, please.

10 MR. SPICER: This issue is legally
11 none of the CRTC's business. But I must tell you
12 that, when we see major broadcasters falling all
13 over themselves to pay the Americans outrageous
14 prices for shows that France, Germany and Italy
15 pay less for, we are going to be damned skeptical
16 the next time you come crying blue ruin when you
17 can't spend enough money on Canadian programming.
18 We don't believe you.

19 It is getting to the point where
20 we would like to see the same deal for spending on
21 Canadian programs as we see people running down to
22 Hollywood to buy U.S. programs. I just throw that
23 in. It is not legally our business, but we have a
24 long memory.

25 THE CHAIRMAN: I have the

1 impression, Mr. Spicer, that your comments may
2 have incited the interest of Micheline Charest or
3 Robert Lantos or some of our other colleagues
4 around the table. Obviously, the whole question
5 of moneys being spent on Canadian programming is a
6 key concern.

7 I was wondering whether the
8 practice proposed potentially in the view of the
9 committee, Mr. Cowie, raises issues that similar
10 practices might at a later date be directed
11 against Canadian programming.

12 MR. COWIE: I think one of the
13 issues that did concern the working group was that
14 there could be a counter-activity by the program
15 packagers and producers in the United States and
16 their representatives in Canada. But I would say
17 again to the Summit, Mr. Chairman, that we could
18 find no basis of support for this co-operative
19 buying suggestion. No one for a minute suggested
20 that it wasn't a good idea; they just weren't
21 really prepared to go forward with it.

22 That doesn't mean that it can't be
23 part of an ongoing industrial strategy discussion.
24 By no means does this meeting today eliminate
25 anything. At that point in time, through the

1 outward process that we used to check with the
2 members of not only those in the working committee
3 but those in support of those groups, they did not
4 in any way support the ongoing recommendation.

5 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
6 Cowie.

7 Mr. Peters, please.

8 MR. PETERS: I simply wanted to
9 respond to Mr. Cowie. What he has just said to us
10 is that there is no interest on the part of his
11 committee to take any action in this direction.

12 What I have asked him to do on
13 behalf of the Task Force is to perhaps take a
14 second look at that. I really think it is a big
15 mistake to ignore what is a very positive step in
16 the right direction. If your committee would
17 reconsider that position, I think it would be very
18 productive for the overall industry.

19 THE CHAIRMAN: Did Madame Charest
20 or Mr. Lantos want to offer a comment? Mr.
21 Lantos, please.

22 MR. LANTOS: I think this country
23 cannot continue to pay the highest prices paid in
24 the world for American programming. That is, in
25 fact, the situation we are in today.

1 I would urge the committee to go
2 back to the drawing board and find some common
3 ground. This is perhaps the most fundamental area
4 in which there is room for future improvement and
5 increased profits both for broadcasters and for
6 Canadian program suppliers.

7 That Robin Hood stance that has
8 just been referred to is, in fact, a universal
9 phenomenon in all western countries which have
10 indigenous production aspirations. The
11 discrepancy in the licence fees paid for
12 indigenous -- and I am referring here to a
13 specific type of programming, prime time drama.
14 The discrepancy between those licence fees and the
15 licence fees paid for imported American drama is
16 far greater than it is in Canada. The reason has
17 largely to do with the fact that the prices paid
18 for American programming in countries like France
19 and Germany and the U.K. and Italy -- you name
20 it -- is, per capita, sometimes as little as 10 or
21 20 per cent of what we pay for the same
22 programming in Canada.

23 THE CHAIRMAN: Thank you very
24 much, Mr. Lantos. Mr. Foss, suivi par M. Pouliot.

25 MR. FOSS: I would just like to

1 echo again Mr. Peters' and Mr. Asper's suggestion
2 to reconsider the co-op buying. We are interested
3 in it obviously because we see it reflected in the
4 rate card if the prices are as high as we have
5 seen them to be.

6 While I have the opportunity, I
7 would like to comment on the non-simultaneous
8 substitution. The simultaneous substitution entry
9 into our system I remember well because it
10 happened off an ACA platform when Pierre Juneau
11 announced it. The non-simultaneous process is of
12 the same nature, in that it would provide
13 advertisers with larger audiences, which we
14 welcome.

15 The one thing that I could not
16 find any real understanding of in the report was
17 the technical side of it, how it would be done and
18 whether some of the international ramifications
19 had been considered. I wonder if the chairman
20 could comment on that.

21 THE CHAIRMAN: Mr. Peters, do you
22 want to respond to that issue?

23 MR. PETERS: When he said "the
24 chairman", I think he was referring to Mr. Cowie.

25 MR. COWIE: I can only report to

1 the Summit that those studies are going on, indeed
2 dealing also with U.S. antitrust law and dealing
3 with U.S. suppliers of programs. So we are
4 hopeful that all of those working in that group
5 will have a report ready to take forward to the
6 CRTC by the end of February next year.

7 There are four individual areas
8 being discussed and, obviously, the technical one
9 is part of that.

10 THE CHAIRMAN: Mr. Pouliot,
11 please.

12 MR. POULIOT: Thank you.

13 The buying of U.S. programming is
14 one of the very few areas left in broadcasting
15 that is not regulated. Maybe we should believe in
16 the invisible hand of Mr. Smith. One way to
17 reduce the cost is either to increase the
18 offerings or to reduce the demand. If my
19 recollection serves me well -- I don't buy U.S.
20 programming; our programmers do that -- I think
21 there has been an increase in offerings in the
22 States and a reduction in demand, thanks partly to
23 CHCH buying national rights and also to the CBC
24 buying less.

25 What surprises me in the

1 recommendation is some notion that there should be
2 some co-operation between the CBC and private
3 broadcasters in buying rights for major sporting
4 events, such as the NHL and Olympics. I am rather
5 baffled by the notion that we should agree that
6 the taxpayer in this country should fork out
7 something like \$140 million U.S. to buy the rights
8 for Saturday Night Hockey where the only result is
9 that Saturday Night Hockey is broadcast in
10 Montreal on Channel 2 rather than Channel 10. We
11 know for a fact that, if the CBC French-English
12 had not bid for those rights, we would have had
13 Hockey Night in Canada on Saturday nights.

14 Maybe one way to reduce demand is
15 to put the same kind of rule on the CBC as you
16 have for some of the specialty services which
17 gives some kind of priority to conventional
18 services before it is picked up by the CBC or TSN.

19 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
20 Pouliot.

21 Mr. Znaimer, please.

22 MR. ZNAIMER: Thank you, Mr.
23 Minister.

24 I would like to offer this body
25 perhaps a different perspective. The conversation

1 thus far has been dominated by conventional
2 television, with a capital C -- old line
3 companies, old formats, old program schedules.
4 They have argued that there is too much Canadian
5 television when the truth seems to me entirely
6 obvious: there is too much of the same Canadian
7 television.

8 This impacts on the subject being
9 discussed at the moment. If a country licenses
10 too many generalist, omnibus, a-little-bit-of-
11 something-for-everybody television channels and
12 they all speak the same language, the same lingo
13 -- they speak sitcom; they speak game show; they
14 speak quiz; they speak episodic, hour-long action
15 adventure -- then it can hardly be a surprise that
16 all of these mouths are chasing the same
17 programming on which to feed.

18 It does nothing for someone
19 somewhere in government to calculate the total
20 annual output of Hollywood and say that all of
21 those shows can be evenly distributed amongst all
22 the Canadian buyers when it is well-known that no
23 one wants the last program on that list or,
24 indeed, the twentieth program on the list. It's a
25 hit-driven business, and all of these licensees --

1 CTV, Global, CBC in some of its aspects,
2 independents like CHCH -- are all the same. As
3 long as our regulator continues to license
4 operators that are all the same, you will have to
5 have resort to extra-legal means to attempt to
6 control something that could be much more readily
7 controlled by an intelligent approach to the
8 television ecology.

9 There is only so much room for
10 more of the same television. It is more of the
11 same television that has turned around and pointed
12 an accusing finger at television that is different
13 -- specialty television -- that brings something
14 new to the table and does not speak in the same
15 style or with the same program content that has
16 led us to this sorry situation.

17 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
18 Znaimer.

19 Mr. Watson, from the CBC, please.

20 MR. WATSON: Thank you, Minister.

21 As the Chair of a public
22 corporation that is frequently, and gratefully I
23 may say, the beneficiary of all kinds of unasked-
24 for advice from our private sector colleagues as
25 to how we could improve the efficiency of our

1 operation and save public funds, I find myself
2 surprised to hear from Mr. Cowie a simply flat and
3 unexplained notion that there is no interest in
4 this money-saving proposal amongst his private
5 colleagues. He has said flatly that there is no
6 interest, but he hasn't explained the why of it.

7 I think the meeting would be very
8 interested in some interpretation, even if it is
9 only Mr. Cowie's. We are always asked these
10 questions in terms of: Why do you keep on bidding
11 these great sums for hockey rights? We do it not
12 because we are interested in committing a
13 haemorrhage of public funds but because those are
14 profitable programs for us, and they make money
15 and a return on investment.

16 We are asked why we are in the
17 Hollywood rat race. We are not any more. We
18 didn't go to Hollywood last year and probably
19 won't go this year, and I hope we will never have
20 to go back again. We are prepared to explain
21 ourselves and our policies.

22 It seems to me that it is really
23 important to go beyond this flat statement of Mr.
24 Cowie's that there is no interest. Why is there
25 no interest? Here is an opportunity to save

1 millions and millions of dollars. Even if they
2 don't go into Canadian programming and go into
3 profit-making, I would think our efficiency-driven
4 colleagues in the private sector would be
5 fascinated. I find myself unable to comprehend
6 without a little further explanation.

7 THE CHAIRMAN: Mr. Cowie, it
8 sounds very much as though the ball has been
9 thrown into your court here.

10 MR. COWIE: I think it has been in
11 my court for quite some time, Mr. Chairman.

12 I suppose you could ask that
13 question of the two CBC members in my committee to
14 start with, both of whom were opposed to the
15 notion of co-operative buying. However, if there
16 is one simple answer at the end of the day -- and
17 maybe it hitchhikes a little on what Moses Znaimer
18 was saying -- the private television industry is
19 competitive by nature. They were having
20 difficulty in finding out how they were going to
21 compete for those programs beyond the renewals of
22 the programs that they had in place.

23 I think initially this started out
24 as some way of protecting the programs that were
25 currently in place, returning programs, and trying

1 to control the cost of those. But how, then, on
2 the programs that are new to the market do you
3 divide those up? How do you do that? Do you hire
4 a broker to go in and buy 15 hours of programs and
5 then have a lottery? How does CTV get its share
6 of those programs and how does it get the ones
7 that it needs and that will fit against their
8 other commitments in simulcast, and so on? How do
9 you manage all of those things?

10 I have no objection to this going
11 forward for further discussion, not at all. What
12 I am reporting to you is the work of a working
13 committee, and this is what they said. If you
14 don't accept that, you may send it back to the
15 steering committee and ask them to have another
16 look at it.

17 At the end of the day, what we
18 found was that on a competitive basis it was
19 impractical to manage. If there is a way to
20 manage that -- and those who gave us that kind of
21 information, I hope, will speak to this. Those
22 who made those statements by saying that, sure,
23 it's a great idea in controlling costs -- I have
24 to say one other thing. The landscape has changed
25 in the year that has gone by since the Peters-

1 Girard Task Force went across this country and
2 asked the questions. CHCH is no longer a
3 competitive buyer. The CBC was not in Hollywood
4 last year. The fact is that the cost of American
5 programming -- the increase was negligible on
6 average and, in most cases, negative in this
7 current year.

8 So maybe something magical has
9 happened here. Maybe there are more programs than
10 there are now buyers, which is the magic solution
11 to controlling American programs. Somebody has
12 said it is supply and control. I will tell you
13 the easiest way to lower U.S. program costs: Do
14 more Canadian programs. That's the easiest way to
15 do it. It's not the cheapest way to do it, but
16 it's the easiest way to do it.

17 The landscape has changed in that
18 period of time. Maybe those with great zeal for
19 this idea earlier on have changed their minds
20 because the escalation factor all at once is not
21 there.

22 Mr. Chairman, there could be a
23 number of answers here. But I have to report to
24 you what my 22-member committee said to me, and
25 that is that we find it impractical. If, indeed,

1 there is a practical way of doing it and you wish
2 to pursue that in the future, by all means. I
3 have no objection to that at all.

4 THE CHAIRMAN: Michael McCabe,
5 followed by John Cassaday.

6 MR. McCABE: I would like to make
7 a couple of comments about non-simultaneous
8 substitution in response to a question you had off
9 the top, which was estimates as to what this might
10 mean to us.

11 Our estimate -- and, Ray, we
12 weren't all that enthusiastic about it -- was
13 that, on a first cut at it, it meant something in
14 the order of \$45 million a year. What we were not
15 able to measure was one of the important
16 beneficial side effects of non-simultaneous
17 substitution, which is that, with it we would be
18 able to recapture control of our prime time
19 schedules. We would be able to, in fact, schedule
20 our Canadian programming more effectively to
21 maximize income from it. That is not something we
22 were able to measure in the process, but I think
23 it is important to understand that as a very
24 beneficial result of non-simultaneous
25 substitution.

1 The other thing I would like to
2 say about it is that we are engaged in a process
3 with the cable industry about which we are very
4 hopeful. We are pursuing at this point one form
5 of non-simultaneous substitution, the form that
6 the Girard-Peters report, in fact, recommended.
7 There are other forms.

8 What we don't want to get lost
9 here is the principle that is involved. When we
10 have acquired rights to programming for our
11 marketplaces, we ought to have full protection of
12 those rights. Non-simultaneous substitution is
13 one of the ways of doing that.

14 What we have to put on the table
15 here is that we must pursue that principle. We
16 hope, and I think we are optimistic, that the
17 particular approach to non-simultaneous
18 substitution that we are pursuing with the cable
19 industry will, in fact, prove to be workable and
20 indeed useful in revenue terms.

21 If it doesn't work out, we will
22 still be looking to ensure that our rights are
23 more fully protected for the programming we buy.

24 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
25 McCabe.

1 John Cassaday, please.

2 MR. CASSADAY: I would just like
3 to preface my remarks by saying that at CTV our
4 basic principle is that developing outstanding
5 Canadian programming is going to be what allows us
6 to differentiate ourselves from both American and
7 foreign competition.

8 However, one of the things that I
9 think is important to note is that the comparisons
10 of spending on American programming in Canada
11 versus France and England are totally without
12 foundation and logic. Because of the success of
13 cable in this country, about 80 per cent of the
14 seats in our auditorium are facing the back.
15 People are going to be exposed to those
16 outstanding American shows whether they are
17 presented on CBC or on CTV or on Global. They are
18 there, and people are going to watch them.

19 Our viewers have been cross-border
20 shopping long before the GST, and they are not
21 going to stop. As a result, the importance of
22 getting, as Moses said, those best shows, the
23 shows that can drive the schedule, is critically
24 important and, in many cases, has been used to
25 great advantage certainly by CBC and CTV to

1 stimulate trial of our outstanding Canadian
2 product. A lot of times, being able to hitchhike
3 a show like "E.N.G." on the back of a Cosby and "A
4 Different World" can do far more to encourage
5 viewership of that show than anything else we do.

6 My point is simply: Let's
7 remember that the market structure is far
8 different in this country than it is in France and
9 England, and comparisons to those countries are
10 just not, in my mind, relevant to this
11 conversation.

12 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
13 Cassaday.

14 Colleagues, I propose that we
15 recognize Doug Holtby, followed by Ken Fowler and
16 that we then move along to the next set of issues,
17 if that is acceptable to you.

18 MR. HOLTBY: Thank you, Mr.
19 Chairman.

20 I would like to preface my remarks
21 by saying they are meant as no disrespect for Mr.
22 Cowie's committee. But perhaps we should look at
23 a new committee on this issue of purchase of
24 American. I got an undertaking from Mr. Asper to
25 my left that he would join in that committee. I

1 believe from the comments made by Mr. Watson that
2 the CBC would be part of that committee. If we
3 could get CTV involved, I think we could structure
4 a committee with those who are actually involved
5 in this process of buying American.

6 I just had the opportunity to look
7 at the members of the committee that dealt with
8 this issue. Many of them are not involved at all
9 in the purchase of American or, for that matter,
10 even in the free broadcast system. Perhaps we
11 should put together a new committee to deal with
12 this because it is a very important issue.

13 I believe, and I have said this
14 for years, that the Americans must be laughing at
15 us every time we leave Los Angeles. They have a
16 surplus of product. We can't run it all. Sixty
17 per cent of our schedule is Canadian; yet, we do
18 pay too much, and the prices have continued to
19 escalate.

20 Our company has made
21 recommendations in the past in regard to
22 respecting incumbencies. If the main groups
23 didn't attack each other's product, the prices
24 would stay in line. They are not escalating as a
25 result of new product.

1 I would just like to recommend for
2 your consideration, Mr. Chairman, that perhaps we
3 should set up a new committee.

4 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
5 Holtby.

6 Mr. Fowler, please.

7 MR. FOWLER: Mr. Minister, in the
8 area of non-simultaneous substitution, perhaps I
9 could make, on behalf of the subcommittee, a non-
10 wimpy report on where we stand to date.

11 As has been mentioned by Bruce
12 Cowie, it was felt most appropriate that the
13 matter be dealt with by a joint committee of CAB,
14 CCTA and ACQ and CBC have joined it. We formed
15 the subcommittee. We have had two meetings. We
16 are dealing, as Bruce pointed out, with four major
17 issues.

18 First of all, as you asked
19 earlier, what revenues would come from this
20 process. That will be looked at by the
21 subcommittee.

22 Second, we want to make sure it is
23 not a zero sum game. We are investigating the
24 program costs, what rights will have to be paid to
25 repeat the programs.

1 Third, we are looking at the
2 technical costs. It is not as simple as
3 simultaneous substitution.

4 Fourth, and perhaps most
5 important, whatever process we come up with should
6 be transparent to the subscriber and viewer.

7 We felt these matters could be
8 addressed and that we would have an answer
9 available by the end of February.

10 THE CHAIRMAN: Mr. Lantos, were
11 you trying to catch my eye for a quick
12 intervention?

13 MR. LANTOS: I would just like to
14 say one more thing on the issue of collective
15 buying and the prices for foreign programming.

16 I think what is good for
17 broadcasters is good for the whole community, and
18 it is certainly good for producers. An increased
19 profitability of broadcasters means a healthier
20 system for all of us who live within it.

21 I would like to briefly address
22 Mr. Cassaday's comments. The fact is that, of
23 course, all broadcasters would like to have hit
24 shows. The idea of collective buying of
25 programming doesn't really imply that the hit

1 shows would not be available to those who have
2 them. The point is to be able to acquire those
3 hit shows for a lower price, CTV in particular,
4 being, as it is, in the forefront of the broadcast
5 and production of Canadian drama.

6 I urge those who are involved in
7 discussing this process -- and I think Doug
8 Holtby's suggestion is the most sensible one, that
9 it should be those who are directly involved in
10 buying American programming -- to look into some
11 ways to substitute predatory practices for co-
12 operative practices, in order to enable CTV, among
13 others, to continue the very valuable work that it
14 has done to date in the area of indigenous
15 production by improving its profitability in
16 acquiring the American hit shows that drive its
17 schedule for a significantly lower price, more in
18 line with what is paid for those same shows in
19 every other country in the world.

20 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
21 Lantos.

22 Before moving along, I would like
23 to make some comments with regard to these
24 recommendations.

25 We dealt this morning, and I

1 referred to it again this morning, with the issue
2 of ephemeral rights and the fact that this will be
3 included in Phase 2 of copyright. I won't dwell
4 on that this afternoon.

5 On the issue of reviewing ways to
6 spend less on American programming and more on
7 Canadian programming, I think there certainly is a
8 consensus and a willingness on the part of the
9 committee and on the part of various members
10 around the table to pursue the issue. Obviously,
11 a number of delegates here today, who are directly
12 involved in purchasing programs, have indicated an
13 interest in doing so as economically as possible.

14 On the area of non-simultaneous
15 substitution, I just want to take a minute, with
16 Mr. Fowler and Mr. Stein, to single out the CCTA
17 and its membership. Frankly, I think it is an
18 example of where you have shown considerable
19 leadership on this issue. It is something which
20 poses some inconvenience to the cable companies
21 but which can help us to maintain within Canada
22 some of the funds which are haemorrhaging out of
23 this country at the present time, and doing so
24 unnecessarily.

25 If it is possible to work out some

1 of the technical issues that remain, whether they
2 are legal issues or whether they are issues
3 related to the technology, then it would certainly
4 be something that I, as Minister, would strongly
5 support. I appreciate the leadership which your
6 industry has shown on this.

7 I think the conditions precedent
8 that you mentioned when you were commenting a few
9 minutes ago are appropriate, particularly the
10 transparency to the viewer.

11 It is perhaps appropriate to make
12 an interjection at this point that most of us are
13 looking from the back end of the TV set in our
14 discussions so far. It is very important that,
15 throughout our discussions here over the next few
16 hours of our meeting, we keep in mind the viewer
17 who is king. It is providing services and
18 programming to the viewer that must be the
19 ultimate end of this exercise for each and every
20 one of us, whether we are involved as broadcasters
21 or in the production industry or in the cable
22 industry or in the satellite distribution
23 industry.

24 In all of these areas the concern
25 must be to ensure that Canadians have an

1 acceptable and broad choice, that there is strong
2 Canadian content available, and that we do what we
3 can to ensure that the infrastructure in the
4 industry, such as the broadcasters and the cable
5 companies, the production companies and others,
6 who are essential to producing this, are kept
7 strong and healthy, made stronger and healthier
8 than they are today.

9 This sort of collaborative
10 arrangement is something which I think is very
11 positive because it helps the viewers to have an
12 industry which is strong and which can present a
13 strong Canadian choice as an alternative to this
14 American programming.

15 I particularly thank you, Mr.
16 Fowler, for your intervention.

17 Perhaps what we can do now is move
18 on to the recommendations dealing with Telefilm
19 Canada. What I propose to do, following Mr.
20 Cowie's and Mr. Fortier's remarks, is give Mr.
21 Pierre DesRoches, the Executive Director of
22 Telefilm, an opportunity to comment on the
23 recommendations before opening the floor for
24 discussion.

25 Mr. Cowie, perhaps we could hear

1 first your group's conclusions with regard to
2 these Task Force recommendations.

3 MR. COWIE: Thank you, Mr.
4 Chairman.

5 There are 13 Girard-Peters
6 recommendations related to the Broadcast Fund
7 administered by Telefilm Canada and to tax
8 incentives to stimulate program production. Ten
9 of these will be dealt with here.

10 Telefilm's representative on the
11 working group acted as a resource to clarify its
12 initial response of June 3, 1991 to the
13 recommendations, and it has reserved its final
14 response until all the reports of the working
15 groups are tabled here at this Summit.

16 The first recommendation dealt
17 with the proportion of funds that are disbursed to
18 English language and French language productions.
19 With its additional annual appropriation of \$16
20 million, to be shared equally between English and
21 French television, Telefilm should guarantee a
22 60/40 split of its overall Broadcast Program
23 Development Fund between the two linguistic
24 sectors.

25 The working group viewed this as a

1 predominantly administrative recommendation which
2 identifies a target of 60/40 that is nearly
3 attained on a regular basis. The group generally
4 feels that Telefilm should have sufficient
5 flexibility to come close to this target without
6 being bound by the Memorandum of Understanding to
7 achieve exactly 60/40 every year. Some
8 francophone members of our committee were of the
9 view that a more strict adherence to the ratio
10 would be desirable.

11 The next two recommendations
12 addressed by the group were that Telefilm should
13 formulate different objectives and policies for
14 French and English television broadcasters, taking
15 into account their distinctive environment,
16 developmental potential and structural strengths
17 and weaknesses and, second, that Telefilm should
18 show some flexibility in its licence fee
19 requirement of 30 per cent and modulate it
20 according to the program category and the
21 television broadcaster's ability to pay.

22 The working group completely
23 endorses those two recommendations.

24 The Task Force made two
25 recommendations related to broadcasters purchasing

1 equity in television productions. These were that
2 private broadcasters should be able to negotiate
3 an equity share in the program as part of their
4 licence fee and, second, that, while encouraging
5 broadcaster equity investment in programs,
6 Telefilm should ensure that independent producers
7 retain rights for their long-term value.

8 It is the working group's belief
9 that independent ownership of programs is a vital
10 concern for independent producers. While the
11 group supports these two recommendations, it
12 suggests that broadcaster equity should only be
13 acceptable with an appropriate level of licence
14 fee.

15 The working group also looked at a
16 recommendation that lower licence fee thresholds
17 should be considered for projects that do not have
18 a pre-sale commitment for all regions of Canada.
19 The working group agrees with that recommendation.

20 Telefilm should strive for maximum
21 clarity in its project evaluation. At the same
22 time, the television industry should recognize and
23 accept that Telefilm has to make decisions that
24 involve judgment calls and a measure of
25 subjectivity. Telefilm should review its body of

1 rules and standards to ensure that it does not
2 infringe on broadcasters' prerogatives and
3 commercial practices and encourages greater
4 consultation between all partners of the
5 television broadcasting and production industries.

6 The working group agrees with
7 those recommendations.

8 One of the Girard-Peters
9 recommendations dealt with Pay TV and its access
10 to the Feature Film Fund. The suggestion was that
11 Telefilm should continually explore ways to tap
12 into the industry's programming demands to meet
13 target and quality program objectives. One way
14 would be to enable Pay television to access the
15 Feature Film Fund.

16 The working group unanimously
17 supports the first sentence of that
18 recommendation. The working group could not agree
19 on the second part of the recommendation which
20 proposed that Pay TV have access to the Feature
21 Fund. However, the group does suggest that
22 Telefilm and all broadcasters should acknowledge
23 Pay TV as representing a small, but increasingly
24 important, window in an orderly Canadian
25 marketplace.

1 On November 25 the report was
2 considered by the Summit Steering Committee, and
3 it was agreed that Telefilm would chair a small
4 working group composed of representatives of the
5 CAB, ACRTF, the CBC, Pay and Specialty television
6 broadcasters and producers to look at mechanisms
7 for licensed Pay television broadcasters to access
8 the funds at Telefilm. They will report their
9 conclusions to the Minister of Communications by
10 February 29, 1992.

11 The Task Force also addressed the
12 means by which the Broadcast Fund is governed.
13 The Task Force recommended that the Memorandum of
14 Understanding has been a useful and appropriate
15 instrument for governing the Broadcast Program
16 Development Fund. It should be maintained as it
17 provides for flexibility without the need to
18 resort to legislative change.

19 The working group completely
20 endorses the Memorandum of Understanding as the
21 most appropriate instrument by which to govern the
22 Broadcast Fund. We encourage the government and
23 Telefilm to undertake careful consultation with
24 all beneficiaries prior to any amendments or
25 redrafting.

1 Those are the last of the short-
2 term recommendations, Mr. Chairman.

3 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
4 Cowie.

5 M. Fortier, s'il vous plaît.

6 M. FORTIER: Merci, Monsieur le
7 Ministre.

8 Rappelons simplement que le comité
9 francophone s'est dit d'accord avec l'ensemble des
10 recommandations concernant Téléfilm, mais qu'il y
11 a eu une précision sur l'une d'entre elles.

12 Il y a eu consensus sur le partage
13 60 pour cent pour le secteur anglophone et 40 pour
14 cent pour le secteur francophone, mais le comité a
15 cependant recommandé d'inscrire dans les
16 politiques de Téléfilm un mécanisme à l'effet que
17 le pourcentage de 40 pour cent pour le secteur
18 francophone soit constant et garanti de façon à ce
19 que les fonds représentés par ce pourcentage
20 soient réservés pour investissement dans le
21 secteur francophone sur une base pluriannuelle
22 s'ils ne sont pas dépensés en totalité au cours
23 d'une année financière donnée.

24 LE PRÉSIDENT: Merci, Monsieur
25 Fortier.

1 Monsieur Pierre DesRoches, de
2 Téléfilm Canada.

3 M. DesROCHES: Monsieur le
4 Ministre, je ferai un rappel au fait des décisions
5 prises par Téléfilm à la suite du travail dans les
6 comités sur chacune des recommandations.

7 As to the first recommendation
8 about the 60/40 split, Telefilm, of course, can
9 agree with this, but we are looking for some
10 flexibility. For us, as it stands now, the fund
11 was used this year and last year at about 38 or 39
12 per cent by the French broadcasters and producers,
13 and 40/60 can be managed as long as we have
14 flexibility from one year to the other.
15 Otherwise, you will build some strength in the
16 system that forces Telefilm to accept any kind of
17 project because it is going to be signed before
18 March 31.

19 As a matter of clarity, this was
20 brought about because one year the French part of
21 the fund was at 28 per cent on March 31. If we
22 had made the calculation on April 10, it would
23 have been 37 or 38 per cent. It is just that two
24 major contracts could not be signed before March
25 31.

1 Forty/sixty we can live with as
2 long as we have flexibility. We have given our
3 views on each one of these.

4 As to the second recommendation on
5 the assessment of the Broadcast Fund, we agree
6 that the Broadcast Fund should not be reduced. I
7 think it serves a very good purpose. I will not
8 comment any further on that one.

9 As to different objectives for
10 French and English, already we have some basic
11 objectives that are objectives for the Canadian
12 system. We have developed some specific
13 objectives for French and English to consider the
14 realities of each one of these environments. Two
15 years ago we started to develop for French co-
16 productions special conditions. We have also
17 developed for major series in French special
18 licensing conditions. We have done the same thing
19 for regional stations with the English fund. So
20 we are very flexible on this.

21 If there is any more flexibility
22 we can develop to make sure that the priorities of
23 the industry are met in French and English, it
24 will be done. We are a very open organization, as
25 you all know.

1 On the recommendation that
2 Telefilm should show flexibility in the licences,
3 it would be basically what I have just said.
4 There is a lot of flexibility. We insist on the
5 30 per cent licence as a basic licence fee because
6 we think 30 per cent of the cost of the type of
7 program we are financing is very, very reasonable.
8 But, given the situation of the industry
9 generally, we have developed a whole series of
10 conditions for regional stations, for programs
11 that are not broadcast over the whole network, for
12 documentaries, for children's programming, and so
13 on. Basically, there has been a lot of
14 flexibility built in over the last two years on
15 this recommendation.

16 On the other recommendation about
17 equity financing as part of the licence fee, last
18 year, as we know, following the Girard-Peters
19 recommendation, we implemented this. It is
20 working with some networks. We have developed a
21 way by which the broadcasters can pay part of this
22 licence as an equity investment. This system has
23 worked quite well since its implementation last
24 year.

25 Although we have done that, of

StenoTran

1 course, the next recommendation dealing with the
2 safeguards for the producers on their rights has
3 been kept also, so there is no problem with
4 Telefilm on this matter.

5 Mr. Minister, I think this covers
6 basically every one of the recommendations that
7 have been put forward by the committee. Thank
8 you.

9 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
10 DesRoches. Are there other comments?

11 Mr. Chagnon, please.

12 M. CHAGNON: C'est beaucoup plus
13 une clarification; je suis arrivé un peu en
14 retard.

15 Tout à l'heure je crois que vous
16 avez mentionné que la question des droits
17 éphémères serait traitée lors du Sommet 2 et, ce
18 matin, vous avez mentionné à plusieurs occasions
19 que vous feriez l'impossible -- as soon as
20 possible -- pour traiter des droits éphémères.

21 Ma question de clarification est:
22 Est-ce que vous songez à traiter immédiatement, ou
23 si ce sera remis au Sommet 2, de l'exemption des
24 enregistrements éphémères?

25 THE CHAIRMAN: It will not be

1 deferred until Summit 2. Our intention is to move
2 as quickly as possible. As I indicated this
3 morning, the matter is before my colleagues at the
4 present time. As soon as a decision is taken
5 there, we want to move ahead.

6 Obviously, the drafting of
7 legislation takes some time, but we will try to
8 make available to you as quickly as possible
9 information as to where we are going.

10 MS CHAREST: Before I address some
11 of the Telefilm Canada issues, I would like to
12 share with you some of the points that came about
13 after our own industrial strategy that we held in
14 Ottawa last week. I first want to state that this
15 concerns English language television production
16 mainly, and that I speak on behalf of producers
17 from coast to coast.

18 In light of the new technologies
19 that are bound to affect all of us, we, the
20 independent producers, feel that it is very
21 important that we share with you our concern about
22 our ability to preserve the financial ability to
23 produce programming as well as the air waves that
24 we now have access to. I would like to state the
25 following points. Some of the points touch on

1 what was addressed this morning and on some issues
2 that are to come this afternoon.

3 I would like to start by stating
4 that independent producers should be recognized as
5 the primary source of Canadian material,
6 particularly dramatic programming, for the
7 Canadian television systems.

8 The utmost possible priority
9 should be placed upon the production of a volume
10 of high-quality, competitive Canadian content
11 programs and films which should be made widely
12 available to all Canadians. In a highly-
13 fragmented television environment, independent
14 Canadian producers should be the primary catalyst
15 for forging the multitude of domestic and foreign
16 alliances necessary to create high-quality
17 Canadian programs and films for Canada and the
18 world.

19 I should say that we are being
20 reminded by broadcasters all the time that our
21 survival and the health of the independent
22 production industry depends very much on the
23 health of the broadcasters. I would like to turn
24 the statement around and say that we believe that
25 if you broadcasters are to survive, facing the

1 multitude of new channels and the new technology
2 that is about to arrive upon us, we feel that we
3 are instrumental to your survival in supplying you
4 the kind of program that your audience is looking
5 to get. We can only do that if we have the
6 stability and the financial ability to do it.

7 Some of the key points that came
8 about addressed the following: Independent
9 producers should be able to rely on a diversity of
10 sources to fund production costs. Those include
11 television services and distributors,
12 broadcasters, cable consumers, co-production with
13 other domestic or foreign producers, public sector
14 stimulants -- telephone, CBC, NFB, and others --
15 and probably first and foremost, which is very
16 much on our minds, a tax system stimulant,
17 preferably a refundable tax credit to allow the
18 production industry to be able to continue to
19 finance its increasing share of deficit financing
20 that we are now required to put for the production
21 of Canadian programming.

22 Television services should be
23 electronic publishers only. Programs should be
24 owned by producers.

25 Every effort must be made to

1 ensure CRTC jurisdiction over every television
2 service being marketed in Canada.

3 The CRTC is urged to implement a
4 non-simultaneous substitution policy. A CRTC
5 licence moratorium is rejected by the producers in
6 favour of encouraging the rapid development of new
7 Canadian specialty and pay-per-view services.

8 We feel that, if we don't take
9 control of our own air waves, it is going to be a
10 matter of a few years before the Americans
11 basically do it for us. It is a matter of
12 survival from our perspective that Canadians own
13 and control those services that are very likely to
14 be beamed all over the country. Therefore, no new
15 foreign services should be authorized for
16 distribution on cable systems.

17 In regard to the CBC, which we
18 will be talking about shortly, we believe that the
19 CBC should have stable multi-year funding from the
20 government at a level sufficient to fulfill its
21 programming mandate and that it should commit to
22 contract out 100 per cent of its drama programming
23 on an accelerated schedule.

24 That basically covers the points
25 of this morning.

1 On the telephone issue, two
2 points. We basically agree in general with most
3 of the recommendations, but two points are very
4 important issues: the flexibility in licence
5 fees, and the ability for the broadcaster to own
6 equity in programming. We believe firmly that it
7 should be over and above the minimum licence fee
8 required. Licence fees are declining steadily,
9 and we are now pushed into a situation where we
10 are going to have to be looking abroad to fill our
11 needs, and this should have a major impact on the
12 kinds of programming we are going to be producing.

13 On that basis, we are looking for
14 more air time and possibly a review of the
15 Canadian content definition as it stands now.

16 I have another point I would like
17 to mention before I close. It has been on my mind
18 since this morning.

19 I surely hope that in this new
20 broadcasting world we are facing today we look for
21 more women participation at such high level of
22 management.

23 Thank you.

24 THE CHAIRMAN: Thank you, Madam
25 Charest.

1 Are there comments? If not,
2 perhaps we can pass to the next section.

3 The Girard-Peters Task Force made
4 a number of additional recommendations related to
5 programming and financing that can really only be
6 dealt with in the context of an industrial
7 strategy. These include an additional
8 recommendation concerning the Telefilm Broadcast
9 Fund, relating to the level of funding, and a
10 number of recommendations concerning the CBC as
11 well as other recommendations concerning program
12 investment.

13 Mr. Cowie, perhaps I could ask you
14 to lead the discussion on these longer-term
15 recommendations by summarizing your group's
16 response to them. We will then open it up for
17 discussion.

18 MR. COWIE: Thank you, Mr.
19 Chairman.

20 With respect to the recommendation
21 dealing with the longer-term industrial strategy,
22 we agreed as a committee that, indeed, the fund
23 should be enhanced and agreed also with the
24 authors that any reduction of the budget or
25 fundamental change in the Broadcast Fund program

1 would jeopardize the federal government's policies
2 on Canadian television. So there was complete
3 endorsement from the committee.

4 There were two recommendations
5 concerning program production related to tax
6 incentives: one, that the government should
7 consider a tax incentive in the form of a tax
8 credit to stimulate private investment and,
9 second, that any tax credit program considered by
10 the federal government to stimulate the
11 independent production of television programs
12 should be complementary to existing tax laws and
13 tax credit programs in Quebec.

14 The working group agrees that the
15 tax system offers the best means of attracting
16 private investment to independent television
17 productions. We are aware of tax credit proposals
18 which have been considered by the government as
19 recently as this year. Since the reduction of the
20 100 per cent capital cost allowance to private
21 investment, including investment by private
22 broadcasters, it has been insufficient to fulfill
23 the requirements of the Broadcast Program
24 Development Fund financing formula which is one-
25 third broadcast fee, one-third from Telefilm and

1 one-third from private investment.

2 We are united in our view that a
3 system to attract private investment, including
4 investment by private broadcasters, for the
5 production of Canadian programs by independent
6 producers through the tax system or another
7 equally effective mechanism is urgently needed.
8 Such a mechanism should ensure that the CBC is not
9 put at a competitive disadvantage.

10 Mr. Chairman, there were several
11 recommendations concerning the CBC. All of those
12 are familiar to you, and I would report only on
13 the aggregate of that.

14 The working group agreed that the
15 CBC will continue to play an important role in the
16 Canadian broadcasting system. As the long-term
17 funding of the Corporation is currently under
18 discussion by both the government and by the CBC,
19 the working group did not believe it was
20 appropriate to address those Girard-Peters
21 recommendations at this time.

22 The funding difficulties of the
23 CBC should be resolved within the context of
24 developing a framework for an industrial strategy
25 for the Canadian television industry.

1 There is one final recommendation
2 in this group: Considering that Canadian
3 programming is the key to maintaining Canadian
4 loyalty to the Canadian broadcasting system, all
5 components of the electronic transport system
6 should share in strengthening Canadian program
7 production and acquisition.

8 The working group agrees with this
9 recommendation and notes that it must be addressed
10 in the formulation of any long-term industrial
11 strategy for television broadcasting.

12 Mr. Chairman, those are the
13 committee's responses to the long-term strategies.

14 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
15 Cowie. Mr. Fortier, please.

16 M. FORTIER: Vous le savez,
17 Monsieur le Ministre, il y a eu de longues
18 discussions au sein du comité parallèle
19 francophone, et on en a largement fait écho ce
20 matin. C'est une question importante sur laquelle
21 le comité francophone n'a pas réussi à faire
22 consensus, particulièrement sur les items de
23 financement de la Société Radio-Canada et sur la
24 décommercialisation, qu'elle soit partielle ou
25 qu'elle soit totale, de la Société Radio-Canada.

1 Cela touche fondamentalement le financement du
2 système et les personnalités que devrait avoir
3 chacun des réseaux.

4 Je ne reprendrai pas, bien sûr, la
5 synthèse de ces discussions; je vais laisser le
6 plaisir à Paul Racine de le faire en fin de
7 journée. Je veux simplement rappeler que c'est
8 une question majeure importante sur laquelle il
9 n'y a pas eu consensus.

10 LE PRÉSIDENT: Merci, Monsieur
11 Fortier.

12 Joan Pennefather from the NFB,
13 please.

14 MS PENNEFATHER: Thank you,
15 Minister.

16 My comment concerns Recommendation
17
18 No. 7 principally, although I would also like to
19 refer back to some recommendations this morning
20 which were quickly passed by.

21 As a producer of Canadian
22 programs, I was pleased to note the general
23 consensus reached by all working groups that the
24 distinctiveness provided by Canadian programming
25 will ensure the survival of the broadcast system.

1 One of the distinctive elements of that
2 programming is documentary programming.

3 Canadian audiences have
4 demonstrated time and again their interest in
5 documentary programming. Yet, the slots available
6 to documentary programs in conventional television
7 are few and far between. Specialty services, on
8 the other hand, have recognized the audiences for
9 documentary and have been more receptive to
10 Canadian documentary programming.

11 Once again, since the
12 recommendation indicates that Canadian programming
13 is the key to loyalty to the broadcast system and
14 that all components must contribute to this goal
15 as part of the industry's survival strategy, we
16 would be pleased to work with conventional
17 broadcasters in developing greater opportunities
18 for documentary programming and in developing
19 audiences for that programming. It is one very
20 concrete way in which Canadian broadcasters can
21 ensure their distinctiveness and, indeed, their
22 survival.

23 I would conclude by supporting my
24 colleague, Mme Charest, in her comments concerning
25 strategies in the long term. I would like to

StenoTran

1 address this more specifically tomorrow in long-
2 term strategy discussions regarding the presence
3 of women in Canadian broadcasting, both in terms
4 of employment equity policies and resources for
5 production.

6 Thank you.

7 THE CHAIRMAN: Thank you, Ms
8 Pennefather.

9 Monsieur Bertrand, s'il vous
10 plaît.

11 M. BERTRAND: J'ai une question de
12 fait, Monsieur le Ministre.

13 Ce matin, lorsqu'on a parlé de la
14 question du financement à long terme de Radio-
15 Canada, je vous ai invité à reconnaître qu'en
16 1986-1987, on avait appliqué au Québec une
17 solution qui était pan-canadienne pour contrer
18 l'arrivée trop importante de la culture
19 américaine, et votre collègue M. Gourd m'a rappelé
20 à l'ordre pour me dire que, non, je n'étais pas là
21 en 1985 -- ce qui est un fait qui est
22 rigoureusement vrai -- mais que la réalité ou la
23 spécificité du marché québécois avait été reconnue
24 et que c'était de concert avec le gouvernement de
25 l'époque.

1 Or, je viens de mettre la main sur
2 la déclaration du ministre Bertrand de l'époque;
3 c'est un homonyme, mais ce n'est ni dans ma
4 famille biologique ni même politique. M. Bertrand
5 semble dire très clairement à cette époque-là que
6 la spécificité du marché québécois exigeait -- et
7 M. Cannon, en 1991, vous l'a rappelé -- que
8 l'amélioration des services existants doit donc
9 primer sur la multiplication des infrastructures,
10 comme c'était la tendance jusqu'à maintenant au
11 Canada. La solution réside plutôt, comme je le
12 disais tout à l'heure, dans l'amélioration du
13 contenu plutôt que l'addition.

14 Le ministre Cannon récemment
15 disait que c'était d'ailleurs exactement le sens
16 de la recommandation du comité fédéral-provincial
17 sur l'avenir de la télévision francophone en 1985.
18 Dans son rapport ce comité concluait que
19 l'évolution prévisible des revenus publicitaires
20 ne pouvait à elle seule assurer une expansion des
21 deux secteurs privé et public.

22 Je vais me faire un plaisir, bien
23 sûr, Monsieur Gourd, de vous transmettre les deux
24 documents, qui ne sont pas des documents du Réseau
25 TVA mais du gouvernement du Québec, les

1 déclarations des deux ministres.

2 Je veux simplement revenir avec ma
3 question, comme elle m'apparaît à nouveau
4 opportune, même si ce matin je m'étais retiré.

5 Monsieur Beatty, sur toute la
6 question du financement de Radio-Canada, bien sûr
7 que cela va prendre une solution pan-canadienne
8 parce qu'il s'agit là d'une agence fédérale. Mais
9 l'urgence d'agir au Québec, la situation
10 financière presque cahotique des deux réseaux
11 privés québécois que sont TQS et Télé-Métropole,
12 auxquels les producteurs indépendants... comme je
13 l'ai dit ce matin, malheureusement, il ne peut pas
14 y avoir une industrie de producteurs indépendants
15 en santé si les télédiffuseurs privés ne sont pas
16 en santé. Il ne peut pas y avoir non plus une
17 industrie de la télévision québécoise francophone
18 en santé si on se retrouve toujours, de trimestre
19 en trimestre, à devoir prendre des engagements qui
20 vont davantage satisfaire nos banquiers que
21 l'intérêt public.

22 Je reviens avec ma question,
23 Monsieur le Ministre. J'ai une bonne idée de
24 votre réponse, mais je me permets de revenir avec
25 ma question en vous demandant: Est-ce que le

1 gouvernement fédéral a l'intention, sur le plan
2 strictement des marchés, de reconnaître la
3 spécificité régionale du Québec?

4 LE PRÉSIDENT: Monsieur Bertrand,
5 c'est déjà contenu dans la Loi sur la
6 radiodiffusion du Canada.

7 M. BERTRAND: Le C-40.

8 LE PRÉSIDENT: On a ce pouvoir.
9 Et j'ai déjà indiqué que c'est notre intention de
10 commencer une discussion concernant le mandat et
11 le financement de la Société Radio-Canada.

12 Il est très, très facile de
13 simplement demander au gouvernement d'augmenter
14 les subventions de la Société Radio-Canada, de
15 payer tous les frais , et de céder tous les
16 revenus de la publicité au secteur privé. Mais le
17 gouvernement du Canada a la responsabilité de
18 considérer le mandat du secteur public et les
19 questions budgétaires. Le gouvernement du Canada,
20 alors qu'on a un déficit d'environ 30 milliards de
21 dollars, doit être pratique tout le temps.

22 J'aimerais demander à M. Gourd de
23 commenter sur les opinions que vous avez exprimées
24 concernant le développement de la situation
25 actuelle.

1 M. GOURD: Merci, Monsieur le
2 Ministre.

3 Je n'ai malheureusement pas avec
4 moi les procès-verbaux des réunions du comité de
5 gestion de l'Entente d'harmonisation et de
6 coordination sur la télévision francophone, mais
7 je me vois obligé de réitérer que lors des
8 discussions du comité qui ont précédé l'accord des
9 gouvernements concernant TV5, il y a eu consensus
10 à l'effet qu'il était important d'augmenter le
11 nombre de services francophones, en particulier
12 TV5. Je me ferai un plaisir, dès demain,
13 d'essayer de retracer les documents, de vérifier
14 les dates et de vous les faire parvenir.

15 Peut-être que les politiques des
16 différents gouvernements sont ciblées concernant
17 les divers services, mais il n'y a aucun doute
18 dans mon esprit que lors des discussions sur TV5,
19 c'était le consensus qui avait émergé. Donc, je
20 me ferai un plaisir de fouiller dans mes archives
21 pour vous faire parvenir les documents en
22 question.

23 LE PRÉSIDENT: Merci, Monsieur
24 Gourd.

25 Mr. Peter Liba, please.

1 MR. LIBA: Thank you, Minister.

2 On behalf of the CAB, I would like
3 to make a few comments relative to the CBC. Let
4 me preface those by making clear that the position
5 of the CAB is that we support stable, regular,
6 long-term funding for the CBC.

7 We appreciate that the role and
8 funding of the CBC will be dealt with in the
9 discussion between DOC and the Corporation and in
10 the second phase of this process. For that
11 reason, our working committee itself brought no
12 recommendations forward today.

13 Minister, there are two matters of
14 concern to the industry that the CAB would like to
15 raise today. The first deals with local selling
16 in markets where CBC no longer is providing a
17 local service.

18 The CRTC decision that the CBC not
19 solicit -- and the word "solicit" is important
20 here -- local advertising in those markets is
21 being interpreted to mean that the CBC can,
22 however, accept local advertising where it is not
23 providing a local service, and this is now
24 happening in some areas. This interpretation, we
25 believe, is certainly counter to the spirit and

1 understanding of the CRTC's longstanding principle
2 of local revenue being available only to
3 broadcasters who provide a local service.

4 The other concern I want to
5 address deals with the CBC's use of network
6 reserve time over the last year and a half or so
7 to sell regionally accounts which previously were
8 sold by its local affiliates.

9 We understand that time sold
10 regionally in this way has more than doubled over
11 the last year and that the practice is having an
12 adverse effect on many CBC affiliates who comprise
13 one-third of the CAB's membership. CBC regional
14 selling of accounts heretofore sold locally is
15 cutting into the revenue of many CBC affiliates
16 and is raising serious concerns about this
17 practice. I know that a couple of people around
18 the table, Larry Nichols and Stuart Graig
19 particularly, would like to make some comments in
20 this regard as well.

21 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
22 Liba.

23 Doug Bassett, please.

24 MR. BASSETT: Thank you, Mr.

25 Chairman.

1 I just want to speak with
2 reference to Mr. Bertrand's comments on CBC and
3 the specific recommendation that the CBC should be
4 required to reduce its commercial content from
5 twelve minutes to eight minutes, presumably to
6 help the private Canadian broadcasting system.

7 It wasn't very long ago that
8 Télémetropole and Baton were reporting \$20 million
9 after-tax profits. These days we are certainly
10 not reporting any profits at all, but we shall go
11 back to a profit position, I am sure, this year.

12 CBC isn't the problem, in our
13 opinion. I don't think the CBC should be
14 penalized for its success, whether it is in
15 programming success, whether it is in sales
16 success, marketing success. We all compete fairly
17 and honestly and strongly. By penalizing the CBC,
18 it is not necessarily going to make the private
19 broadcasting sector more profitable or more
20 efficient. We both, meaning Télémetropole and
21 Baton, because we always consider them to be a
22 sister company to us, are good broadcasters, and
23 we play an important role. But the fact of the
24 matter is that I don't think it serves a useful
25 purpose for us to suggest that we are going to get

1 better if the CBC is penalized.

2 If the CBC is penalized, it is not
3 only going to penalize the Corporation itself; it
4 is going to penalize those non-O&O CBC affiliates
5 which work for the most part in conjunction with
6 the principals of the CBC.

7 I just wanted to make that point
8 this afternoon.

9 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
10 Bassett.

11 Ken Stein, please.

12 MR. STEIN: Thank you, Mr.
13 Minister.

14 Again with respect to the funding
15 of the CBC, as you know, the cable industry had
16 some very serious concerns regarding rather
17 unpopular measures that would impose an additional
18 burden on cable subscribers who already pay for
19 the CBC through the tax system.

20 You indicated this morning that
21 you would not proceed with this type of
22 initiative, or that you would be looking at
23 various alternatives in terms of a public process.
24 As you pointed out, the most important element of
25 the process that we are now engaged in is that we

1 work together in an open, collaborative way and
2 that we will be candid with each other.

3 I didn't want to raise it this
4 morning, but it was quite amazing to see in the
5 report of the francophone committee the comment
6 that "les représentants de Radio-Canada s'opposent
7 à toute discussion au sein du comité des
8 recommandations qui les concernent". When you
9 indicate an ongoing process to deal with the CBC,
10 if it is a continuation of the kind of viewpoint
11 that was expressed in that working group, this
12 would, of course, give us some real concern.

13 It is clear from the discussion
14 that we see that the role and the financing and
15 the operations of the CBC need to be looked at.
16 Of course, we would want that to happen before we
17 agreed to look at any initiatives with respect to
18 the CBC, but it is not clear what that process
19 will be. There are a number of options that you
20 have: continuation of this process; a
21 parliamentary committee; CRTC hearings that are
22 upcoming. It is of some concern to us that we
23 have a bit more definition as to exactly what that
24 process will be and how we can govern ourselves in
25 terms of wanting to be collaborative and to work

1 with you on that.

2 Thank you.

3 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
4 Stein. I would be glad to respond to that point.

5 Earlier today, both Mr. Veilleux
6 and I indicated a willingness on the part of the
7 CBC and on the government's part to have a full
8 discussion with regard to the mandate and the
9 financing for CBC. The two of them are very
10 closely interlinked, obviously. You can't talk
11 about what sort of financing is required unless
12 you have a discussion of mandate as well.

13 Clearly, as we develop an
14 industrial strategy for the whole of the
15 broadcasting industry in Canada, it is going to be
16 essential for us to have an understanding, first
17 of all, of who the various players are going to
18 be, what role they will be expected to play, and
19 how we will be hoping to finance that. As part of
20 the development of the industrial strategy, I
21 would see this discussion taking place. It is one
22 that should be transparent. We invite
23 participation from all members. There have been
24 proposals from the private sector as well as from
25 the CBC with regard to financing the role that

1 cable might play.

2 What I have indicated publicly on
3 more than one occasion is that in the short term
4 the government has reached into the Consolidated
5 Revenue Fund in order to provide the CBC with the
6 money it needs in order to do its job. That gives
7 us the opportunity to discuss in the context of
8 the development of an industrial strategy how we
9 attempt in the future, with the tremendous changes
10 in the marketplace, tremendous changes in
11 technology that are assaulting not just the CBC
12 but all of the participants here around the table,
13 how we try to deal with that and how we ensure
14 that the Canadian broadcasting industry, both
15 public and private, remains healthy in Canada.

16 Part of that responsibility falls
17 upon the shoulders of government very clearly, and
18 we will accept our share of the responsibility.
19 Part of it falls, obviously, on the marketplace
20 and on the various players to do their part.

21 In terms of mechanism, what I
22 would see us doing is having a collaborative
23 process where we continue to work on the
24 development of the financing of the industry
25 itself.

1 I don't see how we can take
2 decisions related to one aspect of this without
3 having secondary effects upon all of the other
4 players. I would hope that we would have a system
5 that was broad and as inclusive as possible.

6 Mr. Stein, please.

7 MR. STEIN: It still remains,
8 though, that, in terms of the discussions, in the
9 last round leading up to this point there was a
10 reluctance to place these issues on the table. I
11 think we are concerned about that fact,
12 recognizing that the CBC has to deal with these
13 issues with respect to parliamentary funding.
14 There is a concern that this is not, and has not
15 been, done in an open and consultative way.

16 We would like to see some kind of
17 specific points made about how that process would
18 work.

19 THE CHAIRMAN: Mr. Stein, I don't
20 know what could be more open or consultative than
21 saying: Let's roll up our sleeves, sit down
22 together and work together. This is what Phase 2
23 is all about.

24 This means that the
25 representatives of the participants around this

1 table should be involved in it. That includes,
2 clearly, the CBC as well, clearly the Government
3 of Canada as well, in terms of trying to achieve
4 that.

5 If, at the end of the day, we do
6 not succeed in reaching consensus on how we
7 proceed, then all of us have to accept our own
8 responsibilities. From the government's point of
9 view, we will accept our responsibility for taking
10 whatever decisions we need to take.

11 It seems to me that, before we
12 reach that point, what we should be doing is
13 working together and trying to take a look at what
14 sort of pressures the industry will be coming
15 under in the future, what we see as the role of
16 the various players within the industry, and what
17 we can do in a collaborative way to try to ensure
18 that the industry is made more healthy than it is
19 today.

20 I think it is recognized by all of
21 us that it will be a mixed public/private system
22 that we are dealing with in the future, as it
23 should be. The role that each of us plays in the
24 system in the future is going to change.

25 Mr. Znaimer earlier today, quite

1 correctly, made the point that there are new types
2 of programming coming along and that we can't
3 drive from the rear-view mirror. We have to
4 anticipate the tremendous changes that are coming
5 at us, posed by technology and posed by a changing
6 marketplace. It will affect private sector
7 segments of the industry as well as public sector
8 segments. It is in all of our interests to
9 collaborate, to get a clear understanding as to
10 where we are going and to try, wherever possible,
11 to work in a co-operative way to move the system
12 ahead to the benefit of Canadians.

13 For my part, the undertaking that
14 I give is that the government intends to do what
15 we can to encourage fruitful discussions involving
16 all aspects of the industry and inviting
17 participation from Canadians at large. They
18 obviously have an interest in this, not from the
19 point of view of going out and commissioning
20 public hearings of some sort and yet another round
21 of travelling groups going across the country but
22 inviting participation which can take place -- for
23 example, the CBC's estimates, or the CRTC's for
24 that matter, or my department's are up before the
25 parliamentary committee -- inviting participation

1 directly, with people writing letters or
2 communicating their views, submitting briefs to
3 the government or to Phase 2 of the Summit. We
4 welcome that sort of input. Indeed, all of the
5 people around this table must be involved as well.

6 Perhaps I could depart briefly
7 from the list. This relates directly to Mr.
8 Veilleux' area of responsibility, and I would like
9 to ask him to respond as well.

10 MR. VEILLEUX: Thank you,
11 Minister.

12 I guess I have to confess to you
13 that I get a little worried when people press so
14 hard to have CBC "discuss these things openly". I
15 have indicated this morning that we will do our
16 share and we will show our willingness to co-
17 operate in seeking solutions, but I don't think
18 that should imply that CBC will be treated
19 differently from any other player and will be the
20 object of discriminatory treatment.

21 I don't think that cable, for one,
22 would like to see its financing right out in the
23 open. CBC is already more open than any
24 broadcaster in this room. We go to Parliament for
25 our funds. We are called before the parliamentary

1 Estimates Committee at least two or three times a
2 year. We are called before other parliamentary
3 committees. We go to the CRTC for our licence.
4 We table an annual report. We are very
5 transparent.

6 But there are things about our
7 financing, because we operate in a competitive
8 environment, that have to stay private, just as I
9 recognize that there are things in your area of
10 business that have to stay private. I would have
11 thought that my good friend, Ken Stein, would know
12 that.

13 If we are the object of
14 discriminatory treatment, I can only presume that
15 it is for these people to say, "No, don't look at
16 this, don't look at this, don't look at this." It
17 is to corner the CBC into one side of the industry
18 where, frankly, it will have a very difficult time
19 to flourish and play its role. As Mr. Doug
20 Bassett says, we are not the problem. We are very
21 much out there to play our part, and we play our
22 part as a public broadcaster providing a very
23 massive service for Canadian identity and Canadian
24 unity.

25 If we are to open the process,

1 perhaps as a mandate we should also look at the
2 contribution of the cable industry to the Canadian
3 identity and Canadian unity. That might be part
4 of it.

5 Let's not play the game that
6 somehow we are going to be the object of
7 discriminatory treatment. We will play our part,
8 but in the context of finding solutions for the
9 industry.

10 THE CHAIRMAN: Just to head off a
11 much broader discussion taking place here about
12 the role of the various players, Mr. Veilleux, I
13 appreciate the point you make. Clearly, nobody, I
14 would hope, has an intention of asking that any of
15 the players disclose information that is
16 commercially privileged, for example, or that
17 would give an unfair advantage to any of the other
18 players.

19 I would hope that what Mr. Stein
20 was proposing was, in a general sense, in terms of
21 looking at what the role of the various players
22 within the industry should be -- what is the
23 mandate of the CBC and to what extent, from the
24 point of view of public policy, should the CBC be
25 seeking its revenues from the marketplace as

1 opposed to seeking it from government or from
2 other sources? That is a legitimate question to
3 be raised, and I think all of us would agree on
4 that.

5 I certainly wouldn't countenance,
6 and I am sure that others wouldn't, putting the
7 CBC or any other organization around the table in
8 a position where it was being asked to disclose
9 information that was commercially privileged or
10 which would be damaging to it in the competitive
11 marketplace. I am sure that others would feel the
12 same way on that.

13 Mr. Peters, please.

14 MR. PETERS: I just wanted to go
15 back to Doug Bassett's point. I think he makes a
16 very good point, but perhaps I can explain.

17 In the Task Force's deliberations,
18 when we were dealing with this whole subject, we
19 found, due to the Canadian government's fiscal
20 restraint, that the CBC's government revenue was
21 going down. Naturally, the Corporation would do
22 like any of us would do: they were looking for
23 other means of revenue, and their revenue from
24 commercials was going up, which is normal. We had
25 a great deal of sympathy with that.

1 However, we found that, as their
2 commercial revenue became more important to them,
3 so did their programming of a commercial nature.
4 We discovered a dichotomy between their cultural
5 mandate and their commercial requirements.

6 What we said was that what we
7 really should be aiming for in our long-term
8 industrial strategy was to put the CBC back into
9 the business of trying to produce Canadian
10 cultural programs which they have been known for
11 over the years.

12 The first step of indicating what
13 we had in mind was to reduce them from twelve
14 minutes to eight minutes. I don't think it is
15 much of a reduction. I don't think they are
16 scheduling more than nine or ten now.

17 Clearly, what we are trying to
18 impose here is not a penalty. We were very
19 sympathetic in our deliberations with what they
20 were trying to do. What we were trying to do is
21 to say: Look, the role of the Corporation is
22 distinctively different from anybody else. If
23 they schedule commercial programs like everybody
24 else because their dependence on commercials
25 becomes more important, this is the wrong

1 direction of the Corporation.

2 That was really the root of our
3 recommendation that the Corporation go from twelve
4 to eight minutes. My apologies for taking so
5 long, but I just wanted to correct that
6 misunderstanding. I think Doug Bassett raised a
7 very good point, but I did want to clarify that
8 point.

9 LE PRÉSIDENT: Monsieur Girard,
10 avez-vous quelque chose à ajouter?

11 M. GIRARD: Oui, un point très
12 bref, Monsieur le Ministre.

13 Je pense que je me dois d'ajouter
14 un élément à ce qui vient d'être dit par mon
15 collègue M. Peters, et cet élément-là est le
16 suivant.

17 Lorsque nous avons regardé le
18 système de la télévision canadienne dans son
19 ensemble, nous avons constaté ce qui saute aux
20 yeux de tous ceux qui le regardent: il y a des
21 joueurs qui ont accès à deux sources de revenus,
22 nommément les télévisions publiques, qui reçoivent
23 des revenus des gouvernements; c'est le cas de
24 Radio-Canada, c'est le cas de TV Ontario et c'est
25 le cas de Radio-Québec. Nous avons constaté

1 également qu'il y a les canaux spécialisés qui ont
2 accès à la publicité et qui ont également accès à
3 une partie des abonnements au câble.

4 Ces joueurs nous semblent être
5 dans une situation privilégiée par rapport aux
6 télévisions privées, qui n'ont accès qu'à une
7 seule source de revenus.

8 Regardant cette situation et
9 constatant qu'il était impossible et même non
10 souhaitable de la changer du tout au tout, il nous
11 a semblé raisonnable de poser le principe suivant,
12 à savoir que les télévisions privées devraient
13 être les seules à avoir plein accès aux 12 minutes
14 de publicité permises par le CRTC et que les
15 autres joueurs devraient voir leur nombre de
16 minutes réduit ou réglementé de façon
17 satisfaisante. C'est là un principe qui nous
18 semble clair; c'est là un principe qui nous semble
19 valable.

20 Par ailleurs, si ce principe n'est
21 pas accepté par l'ensemble de l'industrie, je
22 pense qu'aucun des membres du groupe de travail
23 n'insistera pour l'imposer. Mais il me semble
24 important que chacun d'entre nous puisse réfléchir
25 à cette question, et c'est dans cette perspective,

1 encore une fois, que nous avons fait les
2 recommandations que nous avons faites.

3 Je voudrais, maintenant que j'ai
4 la parole, prendre un instant, Monsieur le
5 Ministre, pour souligner, en réponse à la question
6 de M. Bertrand tantôt, que le groupe de travail
7 dans ses recommandations a tenu compte de la
8 spécificité de la télévision francophone. Il y a
9 plusieurs recommandations, me semble-t-il, qui en
10 témoignent.

11 LE PRÉSIDENT: Merci, Monsieur
12 Girard.

13 Mr. Craig, suivi par M. Chouinard.

14 MR. CRAIG: I would just like to
15 make one comment on the regional selling by the
16 CBC. Our station, CKX-TV in Brandon, has been an
17 affiliate station for 37 years. I happen to be
18 the Chairman of the Network Negotiating Committee
19 that negotiated what I think was a very fair
20 contract.

21 After this was negotiated, we were
22 disappointed that the CBC started selling on a
23 regional basis rather than on a national basis, as
24 they have done for the past 37 years. Actually,
25 we were very disappointed that this happened. It

1 seems that they are going against the policy of
2 selling in a market where they are not providing a
3 local service, which is a national policy.

4 We would like to get some
5 indication that this is clarified. We are going
6 into the renegotiation of our contract and, if
7 this is the case, then we will negotiate a better
8 arrangement for the affiliates next time.

9 Thank you.

10 THE CHAIRMAN: Mr. Spicer, perhaps
11 you would like to reply with regard to the issue
12 of local advertising.

13 MR. SPICER: I don't think there
14 is anything more I can add to what is said in the
15 letter. We basically agree that the CBC's mission
16 is a national one, but that it must have strong
17 roots in communities, and there are economic
18 consequences to that. I really can't go beyond
19 stating those general principles.

20 THE CHAIRMAN: Mr. Chouinard,
21 please.

22 M. CHOUINARD: Monsieur le
23 Ministre, j'ai l'impression qu'on ne parlerait pas
24 aujourd'hui de Radio-Canada dans les termes qu'on
25 emploie si, il y a quelques années, on n'avait pas

1 accordé une nouvelle licence pour le marché de
2 Montréal. M. Gourd a fait allusion tout à l'heure
3 aux raisons qui ont motivé le ministère des
4 Communications à supporter une telle démarche et
5 le CRTC à accorder une licence dans le marché de
6 Montréal.

7 Le Réseau TVA à l'époque avait
8 présenté une étude de marché, je pense, qui était
9 assez précise quant aux effets qu'aurait
10 l'attribution d'une nouvelle licence. Cette même
11 étude a été présentée au comité Girard-Peters, et
12 le pire scénario qui avait été imaginé par TVA
13 s'est avéré très réaliste dans les faits.

14 Ici, évidemment, chacun parle pour
15 soi, mais les stations affiliées à Radio-Canada --
16 et c'est ce dont je voudrais parler -- ou à CBC
17 sont également en affaires; on parle ici de
18 l'industrie de la télévision. Donc, toutes ces
19 stations ont contribué il y a quelques années au
20 développement du système canadien de
21 radiodiffusion et, comme l'a souligné d'ailleurs
22 ce matin M. Audet, même à l'expansion du réseau
23 Quatre-Saisons dans les régions. Ce sont des
24 entrepreneurs qui ont investi en considération des
25 risques que représentait une affiliation à Radio-

1 Canada ou à CBC.

2 Il est évident que les affiliés
3 vont défendre énergiquement leur entreprise contre
4 toute tentative de modifier le caractère de leur
5 alliance avec CBC qui aurait pour effet de réduire
6 leurs sources de revenus.

7 Faire affaire avec CBC ou Radio-
8 Canada, ce n'est pas toujours très facile. Quand
9 je pense aux relations commerciales qu'il faut
10 négocier, certains des affiliés ont des
11 problèmes -- et peut-être que Jack Ruttle, qui est
12 le président du NAC, pourra en parler -- et ce
13 n'est pas toujours simple. Mais, malgré ce fait,
14 beaucoup de stations qui sont affiliées à Radio-
15 Canada n'existeraient pas s'il n'y avait pas cette
16 tête de pont, de réseau, qui nous permet d'avoir
17 accès à la programmation de Radio-Canada et de
18 présenter des émissions de qualité.

19 Alors toute tentative pour
20 modifier ce mandat qui réduirait les auditoires
21 par l'intermédiaire d'une programmation qu'on
22 dirait culturelle, comme l'a souligné tout à
23 l'heure M. Peters, ou des obligations financières
24 qui pourraient changer aurait un effet très
25 dévastateur sur les affiliés, et je pense qu'il

1 faut évaluer de façon très précise ces effets-là
2 avant de s'engager dans une décommercialisation de
3 CBC.

4 Maintenant, pourquoi veut-on des
5 changements? Évidemment, c'est parce qu'il y a
6 d'autres entrepreneurs qui ont investi dans un
7 autre genre d'entreprise. On peut nous reprocher
8 qu'on a une vision du passé et qu'on devrait peut-
9 être commencer à préparer nos funérailles. Mais
10 le système canadien a été bâti de longue main.
11 Cela a été fait compromis par compromis, marché
12 par marché, l'État et le privé ensemble. À court
13 terme on veut régler un problème circonstanciel en
14 ayant sans doute un impact sur les marchés qui
15 serait en mesure de détruire un système qu'on a
16 bâti à travers les ans.

17 Concernant l'élimination de la
18 publicité ou la réduction de la publicité à CBC, à
19 cet égard, je pense que les personnes que nous
20 avons consultées... je pense à Sonny Booth, par
21 exemple, qui est National Director of Media
22 Services à FCB Ronalds-Reynolds, qui dit:

23 "We would view the
24 elimination of CBC inventory
25 from the buyers arena as

1 another nail in the
2 television coffin."

3 Alors il n'y a rien de très
4 optimiste dans sa vision d'une réduction du
5 contenu publicitaire.

6 Je pense à Cathy Shearer, qui est
7 National Media Director chez McCann-Erikson, qui
8 dit:

9 "National advertisers would
10 not automatically reinvest
11 CBC dollars in other Canadian
12 television stations.
13 Tightening availabilities and
14 higher cost efficiencities
15 would cause many national
16 advertisers to either explore
17 the possibility of purchasing
18 U.S. border stations to reach
19 Canadian audiences or move
20 dollars into other media."

21 Alors la position que les affiliés
22 de Radio-Canada, j'en parle évidemment, comme je
23 le disais, avec un intérêt parce que dans notre
24 groupe nous sommes affiliés au Réseau TVA au
25 Québec. Il y a quelques années, nous nous sommes

1 opposés à l'ouverture d'une nouvelle chaîne. Nous
2 avons aussi deux stations affiliées à CBC en
3 Ontario.

4 Donc, je pense que cette avenue
5 doit absolument être écartée pour le moment, tant
6 qu'on n'aura pas trouvé des solutions valables à
7 l'égard du financement de Radio-Canada; et cela ne
8 doit pas se faire par l'élimination de la
9 publicité.

10 LE PRÉSIDENT: Merci, Monsieur
11 Chouinard.

12 Colleagues, I think we have
13 reached the bottom of the list that I have here.
14 I am sorry, Mr. Chagnon, please.

15 M. CHAGNON: Très brièvement,
16 Monsieur le Ministre; je ne veux pas revenir sur
17 le dossier globalement.

18 J'aimerais assurer autant M.
19 Watson, M. Veilleux que M. Gougeon que Télé-
20 Métropole et Vidéotron souhaiteraient être partie
21 de la solution. On sait que l'environnement
22 demain va être différent de ce qu'on a connu dans
23 le passé et qu'on a aujourd'hui. C'est un
24 environnement qui aura un univers d'une centaine
25 de canaux, les technologies seront différentes, et

1 nous souhaitons à ce moment-là travailler
2 étroitement avec nos partenaires pour trouver des
3 solutions durables si nous voulons tous réussir.
4 Trop souvent on a identifié quelques points
5 seulement qui étaient soulevés.

6 J'ai bien apprécié votre
7 commentaire tout à l'heure lorsque vous disiez
8 qu'un rétroviseur, cela a six pouces. Ce que je
9 dis, c'est qu'un parbrise, cela a six pieds;
10 regardons en avant tous ensemble quelles sont les
11 meilleures solutions qu'on peut trouver au marché
12 québécois.

13 THE CHAIRMAN: You took my
14 analogy, but expressed it much better than I did,
15 Mr. Chagnon.

16 Perhaps we will leave this
17 discussion at this point and move on to the next.
18 We were scheduled to take a coffee break at this
19 point. It is currently a quarter past five, and
20 we are somewhat behind schedule. I propose that
21 we continue to plough through the various
22 recommendations before us without a break, if that
23 is possible. Perhaps we could turn to the next
24 section.

25 Since many of the Girard-Peters

1 recommendations on the whole aspect of regulation,
2 which is so important for the functioning of the
3 Canadian broadcasting system, involve the CRTC,
4 what I propose to do with the next section is,
5 again, to modify the procedure slightly and to
6 invite the Chair of the Commission, Mr. Spicer, to
7 comment on this group of recommendations following
8 the reports of the two working groups, if he
9 wishes to do so.

10 The recommendations were studied
11 by the Working Group on Regulation and Policy
12 chaired by Mr. John Hylton of Borden & Elliott.
13 Mr. Hylton, if you could now provide us with your
14 group's response to these recommendations, I will
15 follow that with Mr. Fortier and then turn the
16 floor over to Mr. Spicer.

17 M. HYLTON: Merci, Monsieur le
18 Président.

19 Parce que nos études ont traité de
20 plusieurs recommandations au sujet du CRTC, je
21 dois signaler que le rapport de M. Spicer, une
22 lettre au ministre du 8 octobre, a été très utile
23 à notre groupe. C'est inclus dans nos dossiers.

24 Également, je suis conscient que
25 plusieurs sujets dans notre rapport ont été

1 discutés ce matin et introduits par Jean Fortier.
2 À cause de cela, je peux aller un peu plus vite.

3 First, Mr. Chairman, I should
4 thank Larry Doer and his DOC staff for their
5 support and also thank Wayne Sharman and Nick
6 Ketcham of CRTC for the research which they have
7 done.

8 Mr. Minister, I was provided with
9 very strong members in our committee,
10 representatives from broadcasting, cable,
11 producers, specialty services and Pay television.
12 I emphasize "very strong members", which I suppose
13 was a good thing. To pick up on your luncheon
14 theme, they were more grasshoppers than boll
15 weevils; at least, they jumped all over me when I
16 got out of line.

17 You have indicated a number of
18 regulatory issues which we considered from the
19 Girard-Peters report. Let me elaborate for a
20 moment on each one. If we sound a little negative
21 toward Girard-Peters, it is only because many
22 regulatory recommendations at that time have been
23 taken in hand by CRTC, or could be within its
24 mandate.

25 The first subject which we looked

1 at was a request that CRTC should review the
2 criteria used to evaluate revenues and expenses in
3 dealing with mergers and acquisitions and requests
4 to CRTC for applications for expansion within the
5 television industry.

6 We are certainly in favour of CRTC
7 continuing to review its criteria. However, we
8 think this could well be a public process now, and
9 we urge the CRTC to make public any report
10 regarding the question of takeovers and mergers
11 and acquisitions.

12 With respect to the concern that
13 perhaps the debt charges are starting to detract
14 from programming requirements imposed by the CRTC,
15 the best we can say is that we have no evidence,
16 based on the information available to us, that
17 these debt charges carried by television
18 broadcasters and by the cable operators have
19 somehow detracted from their ability to fulfill
20 their programming obligations.

21 On this, we looked at the CRTC's
22 comments. CRTC seemed to agree with this

23 analysis: "There have not been any
24 instances where the debt
25 charges associated with an

1 approved application of this
2 type have subsequently
3 prevented a licensee from
4 meeting its programming
5 obligations."

6 However, when we looked at the
7 costs of doing business in front of the CRTC, our
8 committee did wish to express some view on the
9 question of so-called significant benefits. These
10 are the benefits which the CRTC analyzes with
11 respect to important transfers of ownership and
12 control. We had a concern that this may be
13 amounting more now to a levy, which seems to be
14 about, or more than, 10 per cent of the purchase
15 price.

16 A question of whether these funds
17 by way of significant benefits have really
18 improved programming to benefit the Canadian
19 broadcasting system was a question that all of us
20 raised. We would ask the CRTC to review this
21 significant benefits test to determine whether
22 this money injected into the applications at the
23 time of transfer was, in fact, improving the
24 broadcasting system commensurately.

25 Among the independent producers

1 represented on our committee there was little
2 question in their minds that new sources of
3 funding were going to be necessary in the domestic
4 market.

5 With respect to the second matter
6 that we looked at, there is presently in the
7 television broadcasting regulations a definition
8 of "advertising material" which would include
9 attempts to promote Canadian programs. There was
10 a suggestion coming out of Girard-Peters that
11 these types of promotion could be outside of the
12 allocations for advertising.

13 We agree with that. In fact, CRTC
14 has a proposal to amend its regulations now ready
15 for public scrutiny. We would only expand on that
16 and ask, if that subject is being discussed, that
17 CRTC could add to the agenda a possible similar
18 amendment for the benefit of the specialty
19 services and the cable television companies,
20 particularly for the promotion of Canadian
21 programs.

22 On the third item that we looked
23 at, CRTC was asked by Girard-Peters to review the
24 impact of its regulations and conditions of
25 licence on all television broadcasters and

1 some percentage category advantage to investing
2 seed money, the advantage given to the
3 broadcasters for doing so.

4 However, our group felt that the
5 concept of seed money was not a particularly
6 useful way, as the funds which came into
7 production were in such myriad ways introduced
8 into the program production industry and perhaps
9 not related to "seed money", if we take that as a
10 rather narrow definition which perhaps it was not
11 intended to be.

12 The CRTC noted for us that it
13 takes into account these types of funds in its
14 calculation of Canadian program expenditure.

15 The independent producers on our
16 committee, of course, reinforced the need for such
17 funds to be available, drawing our attention to
18 the fact that the American television networks are
19 able to develop over 100 pilots a year of very,
20 very expensive projects, where only a few of those
21 are selected for the limited slots that open up in
22 the U.S. schedule. The producers on our group
23 felt that there should be some ability to develop
24 a model between the present Canadian model and the
25 U.S. model.

1 On the fifth point -- and I am now
2 dealing with the specialty television services --
3 the CRTC policy regarding restricting specialty
4 television services to national advertising should
5 be maintained, which was the position taken by
6 Girard-Peters. We tended to turn that
7 recommendation over and wanted to reinforce the
8 idea, as CRTC has carried through in several other
9 dimensions, that the concept should be that, if
10 you are providing a local service, then you are
11 entitled to draw on local advertising to pay for
12 that service.

13 With respect to a recommendation
14 that the specialty services should continue to
15 benefit from two streams of income, cable
16 subscriber fees and advertising, our committee
17 agreed that such specialty services should benefit
18 from the two sources of income. Again, we
19 suggested that, if there was national advertising
20 that was paying to support a national service,
21 that was satisfactory.

22 We recognized that CRTC had
23 licensed these specialty services and had taken
24 into account their needs at the time, and that
25 CRTC would have an opportunity in the future to

1 review them.

2 A further couple of
3 recommendations relating to the specialty services
4 were that subscriber fees should be reallocated in
5 relation to the cost and market value of each
6 service. That Girard-Peters suggestion we
7 considered not terribly helpful in that the cost
8 and market value took on such a subjective view of
9 the value which, perhaps, on one side the
10 government might give to that and on the other
11 side CRTC or the licensee itself or the reviewers
12 might attribute to that.

13 However, we did take into account
14 that the CRTC was to ensure "that the fees are
15 appropriate to the specialty licensee's
16 contribution to the objectives of the Broadcasting
17 Act". That would be an ongoing effort on the part
18 of CRTC.

19 The last of this group was a
20 comment that CRTC should review specialty services
21 and, taking into account their financial
22 statements, reduce their advertising
23 availabilities. Somewhat in an echo of this
24 question of advertising being available to the
25 broadcasting industry, we felt in our committee

1 that there was no guarantee that, even if the
2 specialty services had a reduction in their
3 advertising abilities, these funds would
4 necessarily flow into other television
5 broadcasters to enhance their Canadian programming
6 budgets.

7 Rather than leaning on the
8 specialty services in particular, we favour
9 broader industrial strategies which would increase
10 per capita spending by advertising on television
11 in Canada which, as you know, lags behind the U.S.
12 spending, in order to keep greater revenues in the
13 Canadian system.

14 Thank you, Mr. Chairman.

15 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
16 Hylton. Mr. Fortier, please.

17 M. FORTIER: En deux mots,
18 Monsieur le Ministre, rappelons simplement que le
19 comité francophone a étudié la recommandation
20 portant sur les incidences de la réglementation,
21 et la recommandation, c'était: souplesse pour
22 tenir compte de la conjoncture actuelle, souplesse
23 également quant au long terme, et souplesse
24 réclamée de la part du CRTC.

25 Quant aux sources de financement

1 des services spécialisés, il n'y a pas eu
2 consensus sur cette question, qui sera rediscutée
3 dans la stratégie à long terme.

4 LE PRÉSIDENT: Merci, Monsieur
5 Fortier.

6 Mr. Spicer, please.

7 MR. SPICER: Mr. Minister, I think
8 I can be quite brief. I have already answered, I
9 think, half of the questions.

10 The excellent analysis done by the
11 Television Summit Committee on the regulatory and
12 policy environment runs through the reaction to
13 CRTC in the context of all the recommendations. I
14 will just talk on a couple of points.

15 One is the criteria for mergers.
16 We are carrying out, as you know, an internal
17 process now, and we are open to making this public
18 eventually. We are looking into the benefits
19 test. I know that is of deep concern to many
20 people. There is a lot of doubt about whether
21 this contributes anything new in terms of
22 programming to the system. We are open-minded
23 about this. Our policy is always to be
24 constructively skeptical before we shift ground.

25 I just want to make that

1 commitment that we are looking at the benefits
2 test internally. If this goes further, you will
3 be the first to know.

4 On the issue of debt charges not
5 detracting from program requirements, you are
6 quite right. We don't have any evidence of that.
7 Again, we have to be on guard and have to
8 demonstrate a healthy skepticism as a point of
9 departure. We are not alleging that they have
10 been used as a way of avoiding programming
11 requirements.

12 The only other issue that I
13 haven't commented on so far is the seed money. We
14 are sympathetic to that. We recognize that
15 broadcasters show some good faith and imagination
16 here. What we are interested in is results, not
17 necessarily how they are achieved. This is moving
18 the process a little closer to its origination, so
19 we will look at that very sympathetically.

20 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
21 Spicer. The floor is open to delegates.

22 Mr. Liba, please.

23 MR. LIBA: A couple of points.

24 On the significant benefits
25 question, we welcome Mr. Spicer's comment that the

1 review would be made public, and we would urge
2 that, in turn, it be followed by a public process
3 as well so that there can be input and public
4 discussion flowing from that.

5 Second, in respect of the
6 recommendation on the promotion of Canadian
7 programming, we commend the initiative of the
8 Commission in calling for comments on amendments
9 to the television regulations to permit
10 promotional material which promotes Canadian
11 programming.

12 Our one suggestion is that this be
13 expanded to also permit such promotional messages
14 to include identification of a sponsor or product,
15 with no selling message. We believe this will
16 ensure that revenue opportunities are not lost to
17 the industry and that we can maximize advertiser
18 support for Canadian programming.

19 While on the question of
20 television regulations, I also should note that
21 the CAB wants, not today but past this point, to
22 discuss with the Commission other amendments which
23 may be useful and timely in respect of removing
24 current commercial limits or introducing an
25 averaging system during the broadcast day. This

1 would provide television broadcasters with
2 considerably more freedom to meet market demands
3 where they exist.

4 CRTC research itself has shown
5 that the Commission's earlier removal of
6 commercial limits on AM radio did not lead to an
7 upsurge in commercial time on AM. We are equally
8 confident that this would be the case in respect
9 of television.

10 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
11 Liba.

12 Mr. Asper, please.

13 MR. ASPER: I note, and certainly
14 meaning no disrespect to the committee, that there
15 weren't any independent broadcasters on that
16 committee who would have raised a number of points
17 that the independents have been concerned about.

18 One is requesting the CRTC to
19 review with the DOC the directive restricting the
20 amount of foreign investment that can be made in
21 the Canadian broadcaster; a proposal for the
22 streamlining and reform of the CRTC process to cut
23 the cost of compliance dramatically, which is
24 capable of being done by a number of steps; the
25 reconsideration in response to a dialogue and

1 debate of the rule of one licence in one market.
2 It is our view, for example, that in the new world
3 we are going to be seeking to become our own
4 fragmentation as the main line of defence to
5 multiplicity of signals.

6 I could go on. The independent
7 broadcasters' submission was that, in the main, on
8 the specialty service issue, we don't understand
9 why, and we would like the Commission to consider
10 why, we are not treated the same, why we are not
11 on a level playing field. If the specialty
12 service is entitled to sell advertising and
13 receive a fee, why is the conventional broadcaster
14 not entitled to receive a fee? We would like to
15 make a case for that reform-type hearing.

16 There are a number of others. I
17 presume if, following Mr. Liba's suggestion, there
18 were to be a -- if we are here to fix the problem,
19 let's put them all out on the table. If the CRTC
20 does adopt that process of review, then I would
21 just ask that it be as broad as possible, that the
22 entire regulatory framework be re-examined in the
23 light of the expectations of the new world.

24 Thank you.

25 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.

1 Asper.

2 Mr. Peters, please.

3 MR. PETERS: I just had a brief
4 point, Mr. Minister. I consulted with Mr. Hylton
5 as to whether I should bring up this point, and he
6 suggested I do so.

7 When the Task Force was dealing
8 with the debt and the service costs on the amount
9 of debt that was building up, we noticed that in a
10 little over four years the amount of debt that had
11 been carried by television stations had increased
12 by about 160 per cent. Our concern was not what
13 was going on now but that, if that continued for
14 the next four years, it would become a significant
15 amount. My Task Force colleagues were concerned
16 at that point that it would become a very
17 important item and that it could, if it continued
18 to grow and build, start to affect Canadian
19 programming.

20 That was the root of our concern.
21 It wasn't what was happening now. We knew it
22 wasn't affecting anything now. But if it
23 continued at the same rate, we felt that that
24 would be damaging to the Canadian content portion
25 of the program schedules of the individual

1 stations.

2 THE CHAIRMAN: Mr. Bassett,
3 please.

4 MR. BASSETT: Mr. Peters, was that
5 debt as a result of mergers and acquisitions or
6 was it a result of market conditions in the
7 economy?

8 MR. PETERS: The lion's share was
9 due to mergers and acquisitions, but a small share
10 was due to the building up of debt due to losses.
11 The lion's share, yes.

12 THE CHAIRMAN: Mr. Rogers, please.

13 MR. ROGERS: Mr. Chairman, we have
14 heard about the brave new world from my friend
15 and, of course, the era of regulation. We have
16 heard a lot about the specialty channels and that
17 they don't have the same rules.

18 Of course, they don't have the
19 same rules in the number of commercials, as I
20 recall, that they can use per hour and they are
21 not allowed to sell local advertising, and there
22 are other restrictions. Of course, the
23 Broadcasting Act has been interpreted over the
24 years in a very special way, not just one rule
25 applicable everywhere.

1 I seem to recall that in the case
2 of Global itself there are special rules, perhaps
3 limiting, unless they have been changed, to eight
4 an hour and only national.

5 I am beginning to see, if we
6 rationalized everything to one set of rules, where
7 my friend is coming from.

8 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
9 Rogers.

10 Ron Osborne, please.

11 MR. OSBORNE: Thank you, Minister.
12 I would like to pick up on one of the points that
13 Mr. Asper made concerning transfer of licences. I
14 forget exactly what his wording was, but it had to
15 do with due process or the costs of process in
16 front of the CRTC.

17 I think the issue is broader than
18 simply the cost. Maybe the issues are more
19 intangible than simply measurable in dollars and
20 cents.

21 The debt that Mr. Peters and Mr.
22 Girard referred to, which has crept on to the
23 balance sheets of the broadcast industry, is quite
24 simply the natural result of the evolution of
25 ownership of the broadcast industry from an owner-

1 operated system where entrepreneurs created
2 licences, created stations, and then ultimately,
3 for estate planning purposes or whatever and
4 because of the natural evolution of the broadcast
5 industry from multiple ownership to the more
6 restricted limited group ownership, wished to sell
7 to larger operators. We have evolved to a
8 situation where the Canadian television broadcast
9 industry is made up now of three or four major
10 players and a considerably reduced number of
11 smaller players. The debt is a natural
12 consequence of that.

13 The issue now for the broadcast
14 industry is how we incentivate new equity capital
15 to come into the industry, and that new equity
16 capital may not necessarily form direct ownership
17 of stations but may be in the form of new equity
18 infusions into Canwest, into WIC, into Maclean
19 Hunter, into Baton, or whatever.

20 My observation -- and it is an
21 observation for which it is tough to come up with
22 empirical evidence to support. My observation is
23 that investors in general perceive the regulatory
24 process, while necessary, to be unduly cumbersome
25 and to have created a threshold which is extremely

1 difficult for new investors to get over.

2 As I do the rounds of
3 institutional investors who hold large pieces of
4 Maclean Hunter or as I have done the rounds of
5 visiting other capital pools, people we have
6 wanted to invite into joint ventures with us or to
7 take on licences that we no longer wished or were
8 able to be part of, there is a great reluctance on
9 the part of many potential capital pools to invest
10 at a time when there is a perception that the
11 regulatory process has become not an incentive to
12 invest but, rather, a disincentive to invest.

13 I would urge Mr. Spicer and the
14 Commission, when they are looking at their
15 processes on mergers and acquisitions and the
16 issue of the public benefits test, to also look at
17 what I have come to call the process of regulatory
18 fatigue. It is becoming tougher and tougher to
19 deal with the regulatory process, and only those
20 who are in the game, if I can call it that, are
21 able to play the game. It's tougher and tougher
22 for outsiders to see through the shroud, the
23 fabric, that surrounds the process.

24 I would urge the Commission, the
25 CRTC in particular, to look at the time frames

1 associated with much of its process. To me, there
2 is no reason why relatively standard purchase and
3 sale transactions should necessarily take nine to
4 twelve months to consummate.

5 When you break down the process,
6 each individual component seems reasonable. The
7 application has to be filed. Somebody has to
8 review it. You need public gazetting. You need a
9 hearing. You need a decision process, and you
10 need to promulgate the decision. Each individual
11 component seems fair. When you add it all up, you
12 end up with a piece that is too large and takes
13 too much time.

14 We are operating in a fast-moving
15 environment in which capital tends to shift very
16 quickly. The flavour of the month may be
17 broadcasting, and the week after it might be
18 packaged goods. That is not the way the capital
19 markets work any more. The nine-to-twelve-month
20 time frame that we have become used to in the
21 business is no longer in accord with the way the
22 street operates.

23 I would urge the Commission very
24 much to take a look at its processes to see if
25 there isn't some way in which an accelerated and

1 expedited dealing with mergers and acquisitions
2 can't be introduced without in any way losing the
3 regulatory flavour or the ability of the regulator
4 to decide whether a transaction is in the
5 interests of the industry or is not in the
6 interests of the industry, as broadly defined.

7 I think that is as important as
8 many of the issues we have talked about today
9 regarding the ability of the broadcast industry to
10 finance itself.

11 Thank you.

12 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
13 Osborne.

14 Micheline Charest, please.

15 MS CHAREST: Just a small point on
16 the seed money.

17 We would not want it to be an
18 offset against current obligation by the
19 broadcasters. We like and welcome seed money, but
20 over and above the current obligations.

21 THE CHAIRMAN: Thank you.

22 Ken Stein, please.

23 MR. STEIN: Thank you, Mr.

24 Minister.

25 I just indicate that, in terms of

1 Mr. Hylton's report, we are in favour of the
2 recommendations, particularly in terms of looking
3 at some of the CRTC processes and the fact that
4 these be a public process. We urge that any
5 reports be made public; we particularly support
6 that.

7 In terms of Mr. Asper's
8 suggestions, if he is proposing that Global has
9 some new ideas for discretionary services, we
10 would be quite willing to talk about them.

11 THE CHAIRMAN: Thank you.

12 Michael McCabe, please.

13 MR. McCABE: Just a couple of
14 remarks to follow Ron Osborne's.

15 I think it will be useful to
16 address these processes and to address them soon
17 and to address them publicly. It may be helpful
18 if you could tell us whether there might be new
19 members appointed soon to the Commission in order
20 that they may be able to do this. They are quite
21 short-handed now. We hear stories that we are
22 going to have new members any day now. I am sure
23 they would welcome -- they are probably too polite
24 to ask, but we would certainly ask that those
25 vacancies be filled. Their processes and the

1 speed of their processes are important to us.

2 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
3 McCabe, for your helpful suggestion.

4 MR. McCABE: I knew I was being
5 helpful.

6 THE CHAIRMAN: We have taken time
7 to make sure we have the highest possible quality
8 of Commissioners because we know you expect
9 nothing but the best. We will try to fill those
10 spots just as quickly as possible.

11 That exhausts the list unless
12 there are other delegates who want to make
13 interventions on this point.

14 If not, let's move to another non-
15 controversial item, and that is the question of a
16 moratorium which has been raised from time to
17 time. I would invite Mr. Hylton again to give us
18 his group's response to recommendations dealing
19 with a moratorium.

20 Mr. Hylton, I will be listening
21 very closely to you, and I am sure you will be
22 persuasive in anything you have to offer as you
23 introduce this subject.

24 MR. HYLTON: Mr. Chairman, I don't
25 know if this is the climax or the dénouement for

1 today.

2 We were looking at Girard-Peters
3 and, of course, the recommendation regarding a
4 moratorium or a freeze on the granting of all new
5 types of television licences was probably one of
6 the more dramatic ideas which had come forward in
7 that report.

8 Our concern was that, even since
9 the Girard-Peters report has come out, there has
10 been an increased sense of urgency that the
11 timetables for an opportunity for looking at the
12 Canadian broadcasting system seem to have been
13 compressed. Others in the room here have echoed
14 that there is a sense of tension, that there is an
15 urgency, and that that is the reason we are
16 gathered here today.

17 When we looked at the
18 recommendation, which was that there should be a
19 freeze imposed on all television services, whether
20 they were conventional or otherwise, for a period
21 of three years, we recognized that that would have
22 covered television stations, the networks public
23 and private, off-air, specialty, pay, satellite
24 services -- everything licensed by the CRTC that
25 was of a television mode. We understood that the

1 Canadian Association of Broadcasters had come out
2 in favour of such a moratorium.

3 Our committee, paddling away in
4 the backwaters, concluded that these proposals
5 were simply too broad. A general three-year
6 moratorium would mean, if you add on the CRTC
7 timetable thereafter for policy discussion and for
8 the licensing hearings, that it probably would
9 have stretched to a four-year moratorium. It is
10 all very well for Canada to set up a moratorium,
11 but no one seems to have told the United States
12 that there was a freeze on in this country, and we
13 might see new initiatives such as independent
14 types of U.S. direct broadcast services coming
15 into this country while we had, in effect,
16 handcuffed ourselves.

17 We expressed a general concern
18 that, whatever the industrial strategy is that
19 develops in the next short while, we have to be
20 nimble and very innovative. We felt that a freeze
21 on the granting of new licences, regardless of
22 whatever its protective intentions, was simply too
23 rigid in this time of very rapid change.

24 We took some comfort, however,
25 from the CRTC's intention to take detailed

1 examination and scrutiny of the financial health
2 of individual television markets proposed for any
3 new licensing. I quote from the CRTC:

4 "The Commission clearly
5 recognizes the economic
6 difficulties facing the
7 broadcasting industry and has
8 indicated publicly its
9 intention to exercise extreme
10 caution in consideration of
11 any application for a new
12 licence."

13 My reading of that language, Mr.
14 Spicer, is that extreme caution is the CRTC's
15 equivalent of the CIA's extreme prejudice. There
16 might indeed be quite a hurdle to be overcome with
17 respect to any new licensing, and we thought that
18 was a sufficient gatekeeper's role.

19 We were asked to look at the
20 French language All-News service as the Girard-
21 Peters had suggested a three-year freeze on any
22 new services in that area. We deferred on that to
23 Jean Fortier and his committee, and he has
24 discussed that extensively.

25 The last area on moratoriums was a

1 suggestion that the alternative programming
2 services, as defined under the Broadcasting Act,
3 should also be subject to a three-year moratorium.
4 I should mention that this is a new part of the
5 Broadcasting Act which came in with Bill C-40. It
6 suggests that there could be new types of
7 programming services dealing specifically with a
8 number of interesting public service types of
9 programming which could be developed.

10 However, we again had concerns
11 here that alternative programming services, as
12 defined, raise several major issues, not the least
13 of which is that no funding for these services has
14 been described in the Broadcasting Act. We felt
15 that a moratorium would neither help nor hinder in
16 the development of these types of alternative
17 programming services.

18 I should also note, because it was
19 stressed by the members of the CBC who were in our
20 committee, that the CBC has taken the position
21 that many of the programming thrusts which are
22 promoted in this particular section of alternative
23 programming services parallel the CBC's own
24 mandate. CBC considered that if, for example,
25 government funds had become available, these might

1 be channelled to support CBC's development of the
2 same types of services.

3 If I could conclude on this, we
4 felt that the CRTC, in carrying out economic
5 studies of proposed services which might run four
6 years, simply wasn't responsive to the needs of
7 the broadcasting industry.

8 Thank you.

9 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
10 Hylton.

11 M. Fortier, s'il vous plaît.

12 M. FORTIER: Évidemment, la
13 conjoncture du marché francophone a sûrement joué
14 quant au travail du comité. Nous parlons de cinq
15 ans. Les radiodiffuseurs traditionnels souhaitent
16 sûrement un moratoire et, en même temps, les
17 autres partenaires autour de la table étaient
18 beaucoup plus nuancés.

19 Pour refléter au mieux la
20 position, je ne peux que répéter, finalement, le
21 libellé sur lequel nous avons fait un consensus,
22 qui est le suivant:

23 "Compte tenu de la
24 conjoncture, l'émission de
25 permis d'exploitation de

1 nouveaux services, y compris
2 les services de télévision
3 complémentaires, devraient
4 faire l'objet d'une extrême
5 vigilance de la part du CRTC,
6 lequel est convié à refuser
7 pour une période de cinq ans
8 toute demande en ce sens à
9 moins que des motifs d'ordre
10 supérieur et des
11 circonstances exceptionnelles
12 ne le justifient."

13 LE PRÉSIDENT: Merci, Monsieur
14 Fortier.

15 Mr. Peters, please.

16 MR. PETERS: Perhaps I can explain
17 some of the background that the Task Force carried
18 out, Mr. Minister, to perhaps clarify our
19 motivation on the moratorium issue.

20 We had consulted very extensively
21 with American experts in satellite communications
22 and asked them specifically to give us their best
23 guess
24 -- and you can use any crystal ball you want, I
25 guess. We asked them their best guess as to what

1 the timetable looked like.

2 The most encouraging reports we
3 got were that the super satellite services of 100
4 channels would not be launched -- although they
5 are promising much earlier, they felt it would be
6 too optimistic to assume that they were going to
7 be able to be launched before 1994. We felt that
8 a three-year moratorium under those circumstances,
9 from last May when we filed our report with you,
10 Mr. Minister, was a realistic timetable.

11 Let me change the subject very
12 briefly and go to what our motivation was. There
13 are lots of people who think that we were zeroing
14 in to try to annoy the cable companies and that we
15 were trying to frustrate applications in certain
16 markets, and so on. That was not our motivation.

17 We spend a lot of time -- as you
18 will note from our report, the biggest single
19 chapter we have in that report is on the
20 advertising fraternity. The amount of time we
21 spent dealing with the advertising agencies and
22 the advertisers revealed to us, after doing a fair
23 amount of research, that we had licensed ourselves
24 beyond the ability of the Canadian advertiser to
25 support the system. In other words, it was our

1 conclusion that we had issued too many licences
2 too quickly.

3 It was our assessment at the time
4 that we had gone beyond the point of the
5 advertising dollars to support all of the
6 advertising on all of the television services that
7 were available on the system.

8 We also talked to people like Mr.
9 Foss who was concerned about the piling up of
10 stations on top of stations, and so on, and
11 creating more fragmentation for his advertisers.

12 It was our conclusion that what we
13 needed was a cooling-off period. We felt that it
14 would take a year for the economy to improve or to
15 get over the recession that we are in the middle
16 of -- and that might have been too optimistic --
17 and that it would then take about two years for
18 the advertising budgets to grow. They have to
19 grow before we license any more services.

20 I don't care where you put the
21 service, I don't care where you drop in a new
22 service, whether it's a cable service or a small
23 station in a small community in western Canada or
24 wherever, there is not enough money in the system
25 at the present time to support all the services we

1 have available.

2 That was the reason that we came
3 up with the moratorium.

4 Thank you.

5 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
6 Peters.

7 Monsieur Girard, s'il vous plaft.

8 MR. GIRARD: Minister, I think my
9 colleague, Ray Peters, has been very clear on the
10 reasons that we have proposed a moratorium.
11 Perhaps I could add some comments to what he just
12 said.

13 Nous avons la conviction qu'il en
14 va des sociétés comme des individus et qu'après
15 avoir subi des chocs à répétition, il est
16 nécessaire d'avoir un temps de repos, d'avoir un
17 temps de réflexion pour pouvoir refaire ses
18 forces.

19 Comme Ray vient de le dire, nous
20 pensons que la chose la plus importante à l'heure
21 actuelle, c'est de permettre au système de la
22 télévision canadienne de retrouver sa santé
23 financière. Pour retrouver sa santé financière,
24 nous estimons qu'il est nécessaire de proclamer un
25 moratoire pour une période de trois ans, cette

1 période de trois ans ayant pour but de permettre à
2 chacun de souffler, comme je l'ai dit il y a un
3 instant; non seulement de souffler, mais de
4 retrouver sa santé financière et, dans le même
5 temps, de préparer ses stratégies et de faire sa
6 planification pour l'avenir.

7 Il est sûr qu'au terme ou à la
8 venue à échéance de ce moratoire de trois ans, il
9 nous faudra envisager de nouvelles réalités. Je
10 ne suis pas de ceux qui pensent que l'on peut
11 figer un système à tout jamais. Donc, le
12 moratoire n'a pas pour but d'empêcher le système
13 canadien d'évoluer, d'empêcher le système canadien
14 de faire face aux nouvelles technologies, de faire
15 face aux nouveaux défis auxquels il aura à faire
16 face de toute façon, mais tout simplement de
17 permettre à chacun de se préparer en conséquence
18 pour faire face, en pleine possession de ses
19 moyens, aux défis nouveaux auxquels nous aurons à
20 faire face; et ces défis, nous le savons déjà,
21 seront nombreux.

22 LE PRÉSIDENT: Monsieur Fortier,
23 puis-je vous poser une question.

24 Pay-per-view television is
25 available now throughout most of Canada, but

1 cinéma à la carte n'est pas encore disponible dans
2 la langue française.

3 Avez-vous considéré cette
4 question? Quelles sont vos recommandations
5 concernant un tel service spécialisé qui ne
6 demande pas de publicité mais qui est supporté
7 exclusivement par le consommateur?

8 M. FORTIER: Je ne veux pas trahir
9 la pensée du groupe francophone sur ce sujet-là.
10 On n'a pas vraiment abordé chacun des services qui
11 pourrait représenter des motifs d'ordre supérieur
12 et des circonstances exceptionnelles qui
13 justifieraient l'octroi de nouveaux permis ou de
14 nouvelles licences. Cet exercice n'a pas été fait
15 au sein du comité parallèle francophone.

16 Les radiodiffuseurs traditionnels
17 vous diraient qu'il s'agit là potentiellement
18 d'une fragmentation de l'auditoire, les services
19 de câblodistribution de nouveaux services qui
20 pourraient être intéressants pour les abonnés.
21 Cet exercice n'a pas été fait.

22 La pensée qui nous a permis,
23 j'imagine, de faire consensus, quand on regarde le
24 libellé, c'est une extrême prudence sur tous les
25 services pour les cinq prochaines années. On a

1 voulu, probablement peut-être pour faire
2 consensus, laisser le soin à un organisme comme le
3 CRTC de juger si l'ordre supérieur ou les
4 circonstances exceptionnelles le justifiaient,
5 compte tenu qu'on doit, dans chacun des cas, faire
6 une étude de marché et une étude d'impact.

7 Au sein du comité francophone,
8 pendant les deux journées que nous avons eues à
9 notre disposition, évidemment, on n'avait pas les
10 instruments nécessaires pour faire une analyse
11 d'impact sur chacun des nouveaux services qui
12 pourrait être implanté au cours des prochaines
13 années. Alors cette question n'a pas été abordée
14 de façon aussi pointue.

15 LE PRÉSIDENT: Merci.

16 Fred Scheratt, please.

17 MR. SCHERATT: Minister, CHUM Ltd.
18 was an advocate of a moratorium. By that, when we
19 appeared before Mr. Girard and Mr. Peters, we
20 meant by "more" not more of the same.

21 Tomorrow I am sure Noel Bambrough
22 is going to unveil for us the 100-plus channel
23 universe that cable sees in this country and sees
24 it as being our answer to the death stars. In
25 order for cable and broadcasters to go ahead in a

1 partnership from now to the year 2000, we have to
2 have product on those cable channels. It makes
3 little sense to us that that product should be in
4 the form of foreign services. That is what has
5 happened up until now.

6 It seems that, as we move ahead,
7 we must indeed have more Canadian services, not
8 the traditional omnibus services but services that
9 will provide the specialized needs.

10 The present omnibus broadcasters
11 have the capacity in our plants and with the
12 talent that exists in this country to provide more
13 than one service. We have the production capacity
14 and we have the skills to offer two, three, four
15 or five services.

16 We heard Madame Charest today
17 referring to broadcasters as electronic
18 publishers. In publishing we know what happens.
19 They have all kinds of different magazines,
20 specialized magazines and so on, in their main
21 publication.

22 We have to move ahead, and we have
23 to move ahead quickly if we are going to cut off
24 the threat from the United States.

25 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.

1 Scheratt. Ken Stein, please.

2 MR. STEIN: Thank you, Minister.

3 I want to support completely Mr.
4 Scheratt's remarks. I think what is really quite
5 important about this is that it is not just a
6 question of technology; it is really a question of
7 attitude and giving a priority to the consumer.

8 If we really do believe in
9 ourselves and in our ability to develop these
10 kinds of programming services, then we should be
11 using the time we have now to build our audiences
12 and to build the loyalty that we will need to deal
13 with the kind of competition that we see from the
14 technology.

15 The technology is evolving because
16 it is what the consumer wants. It is not that we
17 have the death stars and Darth Vader up there that
18 we have to deal with. It is that kind of
19 competition we face every day with Luke Skywalker
20 in the video store. That was an opportunity that
21 we lost, that both broadcasters and the cable
22 industry lost. That is an industry that is now
23 larger than the cable television industry in this
24 country, and we lost an opportunity to gain the
25 lead on that.

1 I think Mr. Scheratt's points are
2 right on, that we should be using this time now to
3 build the audience and loyalty to these services.
4 We recognize the reports of both the francophone
5 committee and Mr. Hylton's committee that we have
6 to move with prudence in these things and with
7 concerns with respect to the broadcasting system.
8 But I think, more important, we really have to
9 make sure that we are providing the right kinds of
10 service to Canadian consumers. We feel that we
11 can build on services which are local, which are
12 Canadian, and offer the same comprehensive video
13 package to the Canadian consumer that he is
14 entitled to have.

15 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
16 Stein.

17 André Chagnon, followed by Moses
18 Znaimer.

19 M. CHAGNON: Je supporte les
20 points soulevés par les deux derniers
21 intervenants, Monsieur le Ministre, et je
22 considère que présentement c'est une opportunité
23 peut-être extraordinaire pour les radiodiffuseurs
24 de mettre à contribution leur expertise et leur
25 savoir-faire dans la programmation, la production,

1 le packaging de services.

2 Si, aujourd'hui, nous manquons
3 peut-être de canaux pour distribuer tous les
4 contenus potentiels, demain l'univers de 100
5 canaux est à notre portée, et les radiodiffuseurs,
6 on aura l'opportunité de mettre à contribution
7 leur savoir-faire.

8 Nous avons cette année fait des
9 expériences des plus intéressantes avec la Société
10 Radio-Canada. Il y a eu un spectacle de Céline
11 Dion, qui célébrait son dixième anniversaire
12 d'artiste, qui a remporté un très grand succès.
13 Il y a eu aussi le baseball. Il y a eu une
14 émission qui s'appelle "Watatatow" qui remporte un
15 très grand succès; c'est trois jours par semaine.

16 Ce sont des expériences qui vont
17 permettre aux radiodiffuseurs de mettre à
18 contribution sur plus qu'une seule fréquence leur
19 savoir-faire pour développer de nouveaux contenus,
20 toujours dans un univers de 100 canaux. Mais si
21 on attend tous un peu trop longtemps, l'avantage
22 qu'on peut avoir sous peu, on va le perdre parce
23 que les services seront déjà en place.

24 Ma recommandation et suggestion,
25 pour faire suite aux autres intervenants, c'est

1 d'offrir le plus de flexibilité possible, et
2 surtout aux radiodiffuseurs, de pouvoir présenter
3 des requêtes au CRTC pour des contenus qui
4 pourraient être d'un intérêt certain pour notre
5 auditoire; c'est cette contribution qu'ils
6 pourraient apporter.

7 Merci.

8 LE PRÉSIDENT: Merci, Monsieur
9 Chagnon.

10 Mr. Znaimer, please.

11 MR. ZNAIMER: I would like to
12 address the fiction that the moratorium that is
13 being discussed is being discussed in the future
14 tense. In fact, to my knowledge, there hasn't
15 been a new service licensed for the better part of
16 two to three years. In that time we have allowed
17 into this country, most recently, five American
18 super stations. They were licensed into this
19 country by the same regulator who usually
20 functions as a reminder to us, properly so, that
21 we all have to retain the place of the Canadian
22 voice in the Canadian broadcasting system.

23 So what we have had here is a
24 moratorium for Canadian practitioners and a wide
25 open field day for the importation of the alien

1 voice.

2 The word "fragmentation" is an
3 interesting word. It makes sense in the mouth of
4 the monopolist. It makes sense if you benefit
5 from the duopoly, if you are a member of the
6 oligopoly. But if you are a new player or if you
7 are a consumer, the word that comes to mind is
8 "precision", "clarity", "convenience". There are
9 Canadians out there who want to offer precision
10 and clarity and convenience, and we don't think we
11 owe conventional television, especially too many
12 conventional practitioners, a perpetual living.

13 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
14 Znaimer.

15 Monsieur Le Scouarnec, s'il vous
16 plaît.

17 MR. LE SCOUARNEC: The Quebec
18 Cable Distribution System, ACQ, supports the views
19 presented by CCTA on the moratorium. However, I
20 would like to add a few comments with respect to
21 the specifics of the Quebec situation.

22 Monsieur le Ministre, il est
23 important de rappeler que la raison d'être de
24 l'industrie de la câblodistribution est d'offrir
25 un choix de services télévisuels à ses clients.

1 Un moratoire, s'il est appliqué au Québec, demeure
2 une mesure protectionniste qui n'a pas sa place si
3 le CRTC continue de démontrer beaucoup de prudence
4 pour l'octroi de nouvelles licences. En effet, a-
5 t-on besoin d'une mesure de non-confiance à
6 l'égard du CRTC ou de l'industrie, qui fait preuve
7 de retenue depuis plus de deux ans?

8 Le groupe parallèle francophone,
9 qui regroupe une trentaine de représentants de
10 tous les secteurs de l'industrie, a
11 méticuleusement concocté une recommandation
12 négociée à la virgule près qui demande que le CRTC
13 soit convié à faire preuve d'extrême vigilance à
14 l'égard de nouveaux services. Toute décision qui
15 consacre l'existence d'un moratoire, si partiel
16 qu'il soit, irait à l'encontre des intérêts
17 fondamentaux de la câblodistribution et serait un
18 affront à l'industrie.

19 Nous vous demandons, en ce qui
20 concerne le milieu télévisuel québécois, qu'aucun
21 moratoire ne soit institué.

22 LE PRÉSIDENT: Merci.

23 Ted Rogers, please.

24 MR. ROGERS: Mr. Chairman,

25 broadcasting, of course, from the very beginning

1 has been a mixture of Canadian programming with
2 foreign product. I think our success has been to
3 finance Canadian services by a mixture of offering
4 Canadian with foreign programming.

5 We, of course, have over-the-air
6 stations, we have specialties, and we have Pay.
7 The Pay is making a significant contribution in
8 this country.

9 I think what my colleagues have
10 failed to point out when they talk about the new
11 American stations is that they are only available
12 packaged with the Pay, and they were brought in on
13 that basis in order to support an existing
14 Canadian service. There is tremendous churn on
15 Pay television. There is, in my view, still some
16 danger as to the survivability of the Canadian Pay
17 television service in this country.

18 I think all the broadcasters in
19 the room operate on the basis that they have
20 offerings of foreign programming and that the
21 profits from that go a long way to supporting, in
22 their own case, the broadcasting system.

23 So we should be careful in saying
24 that we don't want American programming. American
25 programming has always been used by Canadian

1 broadcasters to support the system and enlarge
2 opportunities for Canadian producers and others in
3 creating more of an opportunity for young people
4 in this country.

5 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
6 Rogers.

7 Joan Pennefather from the NFB,
8 please.

9 M^{me} PENNEFATHER: Merci, Monsieur
10 le Ministre.

11 Encore une fois, j'aimerais
12 souligner l'importance que le groupe de travail
13 donne à la programmation canadienne dans toute sa
14 variété et dans ce mix important pour la
15 survivance de ce système de diffusion.

16 While we recognize, however, the
17 importance of the financial difficulties some
18 members of the system face today, again I must
19 repeat that, as program providers, we must look to
20 the opportunities afforded to us by these same
21 members of the system.

22 Given the limited reception we
23 have found to Canadian programming in the field of
24 documentary by conventional broadcasters -- nous
25 mentionnons par contre la collaboration dans le

1 milieu francophone, qui est beaucoup plus
2 fructueuse à date -- we cannot agree to a
3 moratorium on the establishment of new or
4 specialty services. To date these services have
5 proven to be more open and receptive to
6 distinctive Canadian programming, especially
7 documentary programming.

8 Should conventional broadcasters
9 be more responsive to programs provided by
10 documentary producers, we would be more supportive
11 of such a moratorium. But we would underline that
12 the CRTC's role in assessing the need and
13 viability of new services may indeed make such a
14 moratorium unnecessary.

15 The Canadian government assists
16 and develops independent and public documentary
17 programs. These are an important aspect of
18 Canadian programming, and we hope that the
19 participants in this Summit will recognize the
20 importance of such production as they look to
21 their survival strategies. We would be pleased to
22 work with them, Mr. Minister, to that end.

23 Thank you.

24 THE CHAIRMAN: Thank you.

25 Monsieur Girard, s'il vous plait.

1 M. GIRARD: Monsieur le Ministre,
2 j'aimerais, moi aussi, au nom de Radio-Canada, me
3 rallier au consensus qui semble se dégager ici cet
4 après-midi. Il semble que ce soit peut-être le
5 seul point sur lequel nous verrons un large
6 consensus.

7 Imposer un moratoire, il me semble
8 à ce moment-ci que ce serait peut-être une
9 décision imprudente de notre part. Je comprends
10 et je partage les inquiétudes de mes collègues ici
11 au sujet de la situation économique et financière
12 dans laquelle nous nous trouvons tous, mais je
13 pense également qu'il ne faudrait pas se laisser
14 influencer indûment par la conjoncture actuelle.

15 Je le disais à certains collègues
16 aujourd'hui, il n'y a qu'une bonne reprise
17 économique pour changer le dialogue que nous avons
18 aujourd'hui. Je vous assure qu'avec une bonne
19 reprise économique, les discussions que nous avons
20 eues aujourd'hui auraient un tout autre ton.

21 Permettre l'imposition d'un
22 moratoire à ce moment-ci, ce serait être influencé
23 indûment par une conjoncture qui, nous l'espérons
24 tous, ne durera plus très longtemps.

25 Il y a également deux autres

1 considérations.

2 Le reste du monde, le reste de
3 l'univers continue à évoluer. Si nous nous
4 campons dans un état fixe, nous risquons largement
5 de manquer le bateau pour offrir aux Canadiens une
6 gamme de produits télévisuels auxquels ils auront
7 autrement accès, soit par les canaux américains,
8 les superstations ou les satellites.

9 Au-delà de ça, j'aimerais ajouter
10 que si la situation au Québec semble un peu
11 particulière sur le marché canadien français,
12 encore là, pour les mêmes raisons d'équité, il ne
13 faudrait pas discriminer davantage. Il faut se
14 rappeler que les Canadiens français ne sont pas
15 simplement ici, au Québec. Ici, au Québec, la
16 plupart ont un choix de produits télévisuels.
17 Mais, dans le reste du pays, il n'ont pas beaucoup
18 de choix. Le choix qu'ils ont, c'est généralement
19 le choix de Radio-Canada.

20 Imposer à Radio-Canada, surtout du
21 côté français, un moratoire, ce serait condamner
22 nos collègues les francophones hors Québec -- et
23 il y en a beaucoup -- à avoir accès à des services
24 anglophones qui seront là et donc leur offrir un
25 mécanisme d'intégration culturelle qui serait à

1 leur désavantage très marqué.

2 Finalement, je pense qu'imposer un
3 moratoire, ça nous mettrait tous dans un carcan,
4 dans une camisole de force qui contraindrait
5 sévèrement nos possibilités d'envisager l'avenir
6 comme diffuseur, soit au niveau de Radio-Canada ou
7 en consultation avec nos collègues ici dans la
8 salle.

9 Pour ces raisons, nous nous
10 rallions au consensus de laisser le CRTC exercer
11 une très grande prudence dans l'octroi de nouveaux
12 permis.

13 LE PRÉSIDENT: Merci.

14 Kevin Shea, please.

15 MR. CRAIG: It's Gordon Craig.

16 I will speak to the moratorium.
17 Much that I have to say has been said, but I
18 believe it bears repeating.

19 We must recognize that due to
20 technological developments we have, as an
21 industry, more than ever before a threat of U.S.
22 programming alternatives that have the ability to
23 totally bypass the Canadian system. At the same
24 time, our viewers, our consumers, are demanding
25 more choice, more convenience of scheduling. We,

1 as an industry, I believe, must do all we can to
2 support our Canadian cable system with new
3 programming, quality Canadian programming, quality
4 Canadian programming services, to position
5 themselves to compete effectively with this array
6 of programming coming from U.S. sources.

7 It is imperative that there be no
8 moratorium. In fact, the opposite should be the
9 case. We should be putting the accelerator to the
10 floor to introduce new services. It takes time to
11 start them up. It takes time to position them in
12 the marketplace.

13 I believe we are already behind
14 the starter's gun on this, Mr. Minister, and we
15 should be working diligently as an industry to
16 shore up our cable system to meet the competition
17 of the satellites head-on.

18 UNIDENTIFIED SPEAKER: Briefly,
19 Mr. Minister, it seems to me to be somewhat out of
20 sync with what we spend a lot of time on these
21 days in Canada talking about, and that is being
22 effective in a global marketplace. If we slow
23 down and do nothing for three years while the
24 world moves ahead, I think we lose the
25 opportunity, perhaps once and for all, to think

1 about not just the introduction of more new
2 Canadian channels -- and I know that there are a
3 number of folks who are anxious to see the
4 licensing of some new ideas -- but also the
5 exportation of some channels from this country to
6 other countries as they begin their explosion in
7 cable and satellite delivery. I think that is
8 what we are going to miss.

9 We have missed it every other
10 time, and it would be awful to see us lose it
11 again, with other countries more friendly to
12 Canada in terms of their appetite for Canadian
13 programming.

14 We are doing very well with the
15 independent production sector, with the folks here
16 today, who are players in the global marketplace
17 and very effective players in the global
18 marketplace. We broadcasters and specialty
19 services, I think, too have to become far more
20 effective in that marketplace, and a moratorium
21 would take that opportunity away.

22 THE CHAIRMAN: Other delegates?

23 Mr. Kruyt, please.

24 MR. KRUYT: Thank you, Mr.

25 Minister.

1 I find the issue of moratorium a
2 little final. To me, it goes against what we are
3 trying to do in moving closer to what is happening
4 in the marketplace and the consumer. It seems to
5 me that it may be useful to note at this time what
6 the CRTC has done with regard to radio in
7 developing radio market criteria. The radio
8 market criteria essentially allow the CRTC not to
9 waste too much time on markets where there is no
10 ability to afford new services and the time of
11 those who apply.

12 I find a moratorium artificial,
13 and I just put it on the table as a suggestion.

14 THE CHAIRMAN: Thank you.

15 Other delegates? If not, I guess
16 that leaves the floor to me and gives me the
17 opportunity to make some comments with regard to
18 this.

19 I have listened with a great deal
20 of attention and interest ever since the release
21 of the Girard-Peters report. I had the
22 opportunity at the time to question the members of
23 the Task Force with regard to the proposal for a
24 moratorium, which was the terminology they were
25 using at that time and which many would still use

1 today.

2 I think it is perhaps appropriate
3 for me to make some general comments about where I
4 see things developing in Canada, what sort of
5 challenges I see coming along, what is realistic
6 to expect us to do, and what is not realistic to
7 expect us to be doing in the future.

8 I think one thing is abundantly
9 clear. The industry today finds itself
10 significantly under siege economically and has
11 enormous pressures on it. It is particularly the
12 case in the French language industry, and it is
13 something that we heard underscored time and time
14 again over the course of the last several months.

15 We recognize as well that within
16 Canada there are several distinct markets.
17 Certainly the French language market is one that
18 is quite distinct from the English language
19 market. That was underscored even in the
20 structure of the study groups that we had to
21 prepare for this particular Summit.

22 It is clear, as well, that the
23 challenges which are facing Canadians as a result
24 of new technologies are not going to go away. If
25 we believe that we can simply put our finger in

1 the dike and prevent all technological change and
2 all new challenges which are coming along in the
3 future, we would be foolish indeed. An
4 appropriate analogy would be dreaming in
5 technicolour, if we attempted to do that.

6 It is important for us to
7 recognize that anything that we do can affect
8 things probably only for the short term to allow
9 our industry to be in a position to be able to
10 compete effectively.

11 There are some variables which are
12 very much predictable, and that is the number of
13 choices available to Canadians in the future can
14 only increase. There will not be fewer than there
15 are today. The critical question will be what the
16 role of the Canadian industry will be in terms of
17 providing those choices and in terms of providing
18 a voice and a picture which is distinctively
19 Canadian.

20 Many of you on each side of this
21 issue raised perspectives which I think are very
22 valid over the course the this afternoon's and
23 this morning's discussion. It is clear, first of
24 all, that it is important to proceed with a great
25 deal of prudence with regard to the issuance of

1 new licences for new services.

2 Si les opinions varient sur la
3 nature du mécanisme à mettre en place et sa durée,
4 tout le monde s'entend pour en reconnaître
5 l'importance afin de permettre à l'industrie
6 canadienne de la télévision de reprendre son
7 souffle de façon à ce qu'elle puisse continuer à
8 offrir à la population une programmation
9 canadienne de qualité.

10 I was very struck by Mr.
11 Scheratt's remarks with regard to the importance
12 of recognizing the transition that we are dealing
13 with here and that we are feeling enormous
14 pressures on the industry today. I don't think
15 Mr. Scheratt was arguing that we should be turning
16 back the clock but, rather, that we should be
17 looking at making a transition, one which will
18 lead us into a new role which is more competitive
19 in a way which will enable Canadians to be able to
20 compete effectively.

21 I do believe that it is
22 appropriate that a digestive pause, as Ray Peters
23 has referred to previously, is in order to enable
24 that transition to take place. But let's have no
25 doubt, any of us, as to where we are going from

1 here.

2 We are going into a system that is
3 markedly different from the one which we have
4 known in our lifetimes. Up until very recently
5 it has been possible for Mr. Spicer and for the
6 government and our predecessors to be able to
7 determine to a very great extent what Canadians
8 were able to see and hear. That is no longer the
9 case. We are moving into a milieu which is
10 changing dramatically. Our system must be one
11 that is viewer-driven. It is one where the viewer
12 will decide what programs he or she is going to
13 watch if he or she is going to watch any programs
14 at all.

15 The number of choices, whether
16 delivered by videotape, by laser disc, by DBS
17 satellite -- the so-called death star that we keep
18 on referring to -- by cable or over-the-air
19 broadcasting, is continuing to expand enormously
20 -- even simply voting with the consumer's feet and
21 going down to the video store and picking up a
22 video if they are not satisfied with something
23 that is being offered by all of the other choices.

24 The milieu that I would see us
25 entering into, the new world that I would see us

StenoTran

1 entering into, is something akin to the electronic
2 video store of the sky, if you will, with enormous
3 choices available, literally thousands of
4 programming choices available for the viewer to
5 watch at any one time, an increasing intermodal
6 competition with increasing competition designed
7 to draw people away from even watching television.

8 If we use the analogy of the video
9 store for the future -- and we are not there as
10 yet; we are moving in that direction -- it is
11 possible for the government to mandate in video
12 stores that a certain percentage of the content be
13 Canadian. Mr. Rogers, for example, is one of the
14 people around this table who is in the video store
15 business as well as many other elements of
16 communication. We could mandate this afternoon,
17 presumably, that Mr. Rogers in his video stores
18 would have to have 25 or 30 or 40 per cent
19 Canadian content. That would have to be there,
20 and he would comply with those regulations.

21 What we cannot do is require that
22 the Canadian who walks in through the front door
23 of the video store and examines the thousands of
24 tapes that are available would pick out one that
25 was Canadian, walk it to the front desk, put down

1 his or her money, take it home and watch it. If
2 we are going to succeed in ensuring that Canadian
3 programming is watched, we are going to have to be
4 much more driven by the market in the future and
5 by the needs and the desires of consumers
6 themselves. This means inevitably moving into a
7 new environment which is infinitely more dynamic
8 and which offers enormous numbers of choices to
9 consumers.

10 It means that we have to start
11 seeing the whole process from the front of the
12 television instead of from the back of the
13 television, to say to ourselves: How do we ensure
14 that there is Canadian programming available which
15 will be attractive and affordable for Canadians,
16 which will encourage them to want to have this
17 alternative to foreign programming? There are a
18 number of ways in which we have to do it.

19 First of all, we have to ensure an
20 industry which can survive. That is the whole
21 point of this Summit. If we were to attempt to
22 move from the point that we are at today to an
23 entirely changed environment overnight, the effect
24 of that would likely be to devastate the industry,
25 and our ability to ensure that Canadian signals

1 were available with a real Canadian choice would
2 be severely undermined as a result of that.

3 We have to look at the whole issue
4 of regulation and how we regulate the system, what
5 sorts of demands are put on by government. We
6 have to look at the structure of agencies such as
7 Telefilm and what we can do in working with the
8 production industry to encourage the production of
9 high-quality Canadian programming. We have to
10 work with each of you in terms of trying to
11 anticipate the challenges that we are going to be
12 facing in coming years and to try to plan for
13 those challenges in a way that is rational and
14 collaborative. This is why I am very much looking
15 forward to tomorrow morning's discussion as
16 launching a new phase, really, of the work of this
17 Summit in terms of preparing for the future.

18 In a period of transition over the
19 course of the next three years, I believe it is
20 appropriate that we go slowly. I believe it is
21 appropriate as well that we recognize the
22 differences between the anglophone and the
23 francophone markets.

24 Therefore, I would like to state
25 that I support the CRTC's determination to

1 exercise caution in the issuance of new licences
2 while not instituting a total freeze. I believe
3 that this prudent approach in the pan-Canadian
4 market is necessary to provide a period of
5 transition in which broadcasters can ready
6 themselves to meet fierce competition. The extent
7 of their preparation will be key to determining
8 that the Canadian voice remains strong in the new
9 services.

10 AS well, although the intent of
11 the Broadcasting Act is to encourage the
12 development of new programming, the government
13 will not provide financial support for the
14 establishment of new television services for a
15 three-year period.

16 Par ailleurs, étant donné la
17 gravité de la situation au Québec, que la
18 dimension et la concentration du marché ont rendu
19 plus vulnérable, je propose que l'émission des
20 licences d'exploitation de nouveaux services,
21 conventionnels ou autres, fasse l'objet d'une
22 extrême vigilance d'une durée de trois ans. J'ai
23 choisi cette expression parce que c'était cette
24 expression qui a été utilisée par le groupe
25 parallèle francophone, et je pense que c'est bien

1 choisi.

2 Bien sûr, nous pourrons revoir ces
3 décisions au fur et à mesure de l'élaboration de
4 la stratégie industrielle dans des cas
5 exceptionnels.

6 I asked Mr. Fortier a bit earlier
7 about the issue of pay-per-view in French and
8 whether a moratorium or extreme vigilance would
9 apply in the case of pay-per-view in the French
10 market. It exists in the English market today.
11 It is not available in the same way across the
12 country, and it is legitimate for us to ask
13 questions as to whether an extension of this sort
14 of service to the francophone market would be
15 damaging to broadcasters in any way unacceptable
16 to us.

17 Tel n'en demande pas moins
18 l'efficacité et la pertinence de la nouvelle Loi
19 sur la radiodiffusion, qui permet aux
20 radiodiffuseurs canadiens d'aborder ensemble les
21 difficultés auxquels ils ont tous à faire face de
22 nos jours, tout en reconnaissant les problèmes
23 spécifiques de la télévision de langue française.

24 I think, ladies and gentlemen,
25 that it represents, as close as we can find around

1 this table, a consensus in terms of where we
2 proceed. It recognizes that we cannot lock
3 ourselves forever into the past, into the way that
4 things have been done until now; that the Canadian
5 industry will either adjust, be dynamic and
6 prepare for the future, or it will die; that we
7 will either provide attractive choices to Canadian
8 viewers which will encourage them to move away
9 from the foreign alternative and to choose
10 themselves to watch Canadian programming or else
11 we will lose that option entirely. It poses for
12 each of us during that period of transition an
13 enormous challenge in moving ahead to ensure that
14 we are in a position of being able to compete for
15 the future.

16 I realize that for many of you it
17 is a difficult decision, as it is for me as well.
18 But it is one which I believe is in the interests
19 both of the industry and of Canadians at large.

20 I would like to turn now to Mr.
21 Racine. He has the enviable responsibility of
22 summarizing today's proceedings and serving as
23 rapporteur.

24 M. RACINE: Merci beaucoup,
25 Monsieur le Ministre. Vous m'avez un peu

1 simplifié la tâche en rendant la décision que vous
2 venez de rendre. Je n'aurai pas à la résumer à la
3 fin.

4 Je vais essayer d'être bref, parce
5 que nous avons tous eu une longue journée.

6 Aujourd'hui nous savons qu'en
7 juillet 1990 le groupe Girard-Peters s'était vu
8 confier la tâche d'examiner les assises
9 financières du système canadien de télédiffusion
10 et de faire ensuite des recommandations destinées
11 à maintenir la vigueur et le dynamisme des
12 télédiffuseurs privés et publics du Canada. Ce
13 défi démontrait l'évolution rapide qu'a vécue
14 notre système de radiodiffusion au cours d'une
15 décennie.

16 Seulement sept ans plus tôt -- et
17 on l'a évoqué au cours des débats -- en 1983, les
18 radiodiffuseurs s'inquiétaient de la présence
19 croissante des services spécialisés américains
20 dans notre système de radiodiffusion et, du côté
21 francophone, d'un transfert d'écoute grandissant
22 vers les stations de langue anglaise et d'un
23 transfert dont l'origine -- les études l'ont
24 montré à l'époque -- remontait à 1978.

25 Le comité de gestion de l'Entente

1 de concertation Canada-Québec sur la
2 radiodiffusion avait suggéré une augmentation des
3 services spécialisés en français dans le but de
4 pallier à l'érosion de cette écoute. Vers cette
5 époque le CRTC a donc attribué des licences à
6 toute une gamme de services spécialisés canadiens
7 en anglais et en français. Leurs modalités de
8 mise en marché reconnaissaient les particularités
9 du marché francophone. Par ailleurs, afin d'aider
10 les radiodiffuseurs conventionnels à concurrencer
11 les stations américaines, le gouvernement avait
12 déjà créé le Fonds de développement d'émissions
13 canadiennes de télévision, dont le budget est
14 passé de 51 millions de dollars par année en 1983
15 à plus de 76 millions de dollars en 1991.

16 Dans ce contexte en évolution le
17 comité de coordination du sommet a distingué deux
18 types de problèmes à partir des analyses et des
19 recommandations du groupe de travail Girard-
20 Peters. Il y a, bien sûr, d'abord les problèmes
21 immédiats, qui sont liés soit à la situation
22 économique, à l'environnement réglementaire, à la
23 formulation des politiques du ministère ou encore
24 à la gestion de l'inventaire publicitaire par les
25 radiodiffuseurs eux-mêmes. Il y a aussi, d'autre

1 part, les problèmes à long terme d'ordre
2 structurel qui ne peuvent être traités à court
3 terme et de façon expéditive mais seulement dans
4 le contexte d'une stratégie globale.

5 Le groupe de travail Girard-Peters
6 avait donc reconnu que des mesures à court terme
7 ne pouvaient à elles seules corriger la situation.
8 Deux de ses principales recommandations suggèrent
9 précisément la tenue de ce sommet pour formuler
10 une stratégie industrielle à long terme. Le
11 ministre des Communications a endossé cette
12 proposition, et c'est pourquoi nous sommes ici
13 aujourd'hui.

14 Aujourd'hui, nous avons d'abord
15 porté notre attention sur le court terme, et les
16 recommandations à long terme ont également fait
17 l'objet de discussions. Le groupe de travail
18 Girard-Peters a fait 44 recommandations. Le
19 comité de coordination ainsi que les groupes de
20 travail en sont venus à la conclusion que 13 de
21 ces recommandations ne pouvaient être considérées
22 qu'à l'intérieur de l'élaboration d'une stratégie
23 à long terme, stratégie qui, d'ailleurs, ne devait
24 pas nécessairement se limiter aux recommandations
25 de Girard-Peters.

1 Tout au long de la journée
2 aujourd'hui on a commencé à discuter de cette
3 stratégie à long terme. On a parlé du financement
4 de Radio-Canada, du financement des services
5 spécialisés. On a parlé de la programmation
6 canadienne, du rôle central qu'elle doit jouer à
7 l'intérieur d'une stratégie pour faire face à la
8 concurrence américaine. On a parlé aussi de
9 l'impact que peuvent avoir certaines mesures
10 fiscales sur la production d'émissions
11 canadiennes.

12 Le rapporteur pour la journée de
13 demain, le professeur Caron, a pris bonne note des
14 commentaires exprimés aujourd'hui sur ces
15 recommandations à long terme, et il va en tenir
16 compte dans sa présentation demain matin. Pour ma
17 part, je parlerai des résultats qui ont été
18 obtenus sur les 31 autres recommandations à court
19 terme.

20 Les 31 recommandations à court
21 terme ont toutes été traitées par le comité de
22 coordination et les groupes de travail et
23 discutées aujourd'hui. De plus, le comité
24 parallèle francophone a suggéré une nouvelle
25 recommandation, ce qui porte le total des

1 recommandations étudiées à 32.

2 Clearly, the Girard-Peters Task
3 Force has struck a chord. Rather than being left
4 on the shelf, its report has sparked the
5 development of a long-term strategy which we will
6 hear more about tomorrow. But allow me to take a
7 few minutes to review the results that have been
8 achieved so far.

9 Nine short-term recommendations
10 were directed to Telefilm, and decisions have been
11 taken on all nine. Seven are already being acted
12 upon, while two affect the Memorandum of
13 Understanding, or MOU, governing the fund and, as
14 such, require further consideration.

15 Telefilm has taken immediate
16 action on seven recommendations. For instance,
17 Telefilm has agreed to establish different
18 objectives and policies for each of the French
19 language and English language markets to provide
20 more flexibility for licence fee requirements or
21 for equity participation.

22 It has also undertaken to
23 establish a formal consultation process to ensure
24 that its rules and standards respect industry
25 practices as much as possible.

1 The recommendation that Pay TV
2 have access to the Feature Film Fund affects the
3 MOU. For its part, Telefilm has indicated its
4 willingness to chair a working group made up of
5 representatives of the CAB, ACRTF, CBC, Pay TV and
6 specialty services and independent producers to
7 consider alternatives whereby Pay TV could access
8 Telefilm funding. The Task Force will report to
9 the Minister by the end of February of next year.

10 Une autre recommandation qui
11 touche le protocole d'entente est celle qui vise à
12 garantir un partage de 60/40 du fonds de
13 télévision entre le marché de langue française et
14 de langue anglaise. Sur ce point je dois
15 souligner que le protocole d'entente tel qu'il
16 existe est un outil flexible qui a d'ailleurs déjà
17 permis, au cours des années, d'ajuster les
18 affectations du fonds aux besoins du marché
19 francophone. Par exemple, la part allouée à la
20 production de langue française est passée de 33
21 pour cent à 37 pour cent entre les années 1983 et
22 1989, et sans que le protocole soit vraiment
23 modifié. La flexibilité demeure pour que le
24 pourcentage affecté au marché de langue française
25 puisse être révisé à la hausse.

1 Quoique cette recommandation
2 s'adressait à Téléfilm en particulier, le
3 gouvernement a tout de même une responsabilité en
4 ce qui touche le protocole d'entente. Les deux
5 parties le revisent régulièrement. Les prochaines
6 révisions se feront donc à la lumière de la
7 recommandation de Girard-Peters et du comité
8 parallèle francophone, avec pour objectif
9 d'assurer un niveau constant d'allocation de
10 crédits. D'ailleurs Téléfilm s'est déclarée cet
11 après-midi disposée à vivre avec un objectif de
12 60/40 pourvu qu'une certaine flexibilité soit
13 maintenue dans les objectifs et les mécanismes.

14 Six recommendations were
15 specifically addressed to the Canadian Radio
16 Television and Telecommunications Commission.
17 From its response to these recommendations, it
18 appears that the CRTC is taking action related to
19 all six.

20 On the matter of debt related to
21 acquisitions and mergers, the Commission will
22 continue to examine each application to assure
23 itself that the cost of debt will not detract from
24 programming obligations. Mr. Spicer has indicated
25 this afternoon that the review related to the

1 benefits resulting from mergers and acquisitions
2 would be an open process. We have also heard
3 voices this afternoon asking for a simplification
4 of the regulatory process.

5 The Commission is already in the
6 process of soliciting comments on a proposed
7 amendment to its regulations to permit unlimited
8 promotion of Canadian programs. It will continue
9 to recognize funds spent by broadcasters for
10 Canadian program development, including seed
11 money, in the calculation of Canadian programming
12 expenditures.

13 The Commission has indicated that
14 it is sensitive to the economic problems facing
15 broadcasters and that it will continue to be
16 responsive to applications from broadcasters to
17 amend their obligations based on changed
18 circumstances, as it has already done.

19 Two recommendations dealt with
20 specialty services. Indeed, the Commission
21 intends to maintain its policies relating to
22 restricting specialty services to national
23 advertising and will review carefully at licence
24 renewal time the funding requirements of specialty
25 services on a case-by-case basis.

1 Another five short-term
2 recommendations were directed to the broadcasting
3 industry itself. Three dealt with advertising and
4 marketing practices and the need for a national
5 marketing strategy for television. The industry
6 has addressed all three recommendations by
7 endorsing a strategy developed by the Television
8 Marketing Bureau which will assist Canadian
9 television in maximizing its potential as a vital
10 advertising medium.

11 The Minister has also indicated
12 his intention to offer to the Television Bureau
13 financial support similar to what is already being
14 extended to ABSOC. Of course, we would see to it
15 that some of this financial aid will go to assist
16 in a better study and understanding of the
17 Montreal market following a suggestion that was
18 made.

19 In response to a further
20 recommendation, broadcasters will seek to maximize
21 simultaneous substitution. Furthermore, a joint
22 CAB-CCTA-ACQ working group is developing a
23 proposal on non-simultaneous substitution which
24 should be read in February 1992.

25 The recommendation on co-operative

1 buying of programs was also considered but,
2 ultimately, was set aside as impractical by both
3 the Working Group on Programming and Financing and
4 by the parallel francophone committee. In spite
5 of that, many intervenors requested that this
6 recommendation be revisited. We took note of
7 these requests and, following the Summit,
8 depending on the kind of mechanism that would be
9 put in place, we commit ourselves to perhaps
10 giving another chance to this proposal.

11 Au-delà des recommandations de
12 Girard-Peters à l'intention de l'industrie, le
13 comité parallèle francophone a recommandé au nom
14 des radiodiffuseurs québécois que le gouvernement
15 du Québec revoit sa législation ayant trait à la
16 publicité destinée aux enfants. Les représentants
17 de l'industrie francophone ont signifié leur
18 intention de faire des représentations auprès du
19 gouvernement provincial à cet effet. Les
20 représentants du ministère des Communications du
21 Canada transmettront cette recommandation à leurs
22 collègues du Québec lors de la prochaine réunion
23 du comité de concertation Canada/Québec sur la
24 radiodiffusion, qui doit se réunir dans quelques
25 semaines.

1 In all, 11 short-term
2 recommendations were addressed in whole or in part
3 to the federal government. As the Minister has
4 already indicated today, action will be taken on
5 all of these.

6 This Summit meeting is the direct
7 result of two of Girard-Peters' recommendations.
8 The Minister made this point briefly in his
9 comments today, but it bears repeating that this
10 Summit is perhaps the most important outcome of
11 the Girard-Peters report. This is the first time
12 that the Government of Canada and its related
13 agencies, broadcasters, producers, Pay and
14 specialty broadcasters, the cable television
15 industry and other distributors have all sat down
16 together to discuss common problems and joint
17 action. Whatever the outcome of tomorrow's
18 discussion, it will help set the future course for
19 Canadian television.

20 Consistent with an additional two
21 recommendations, the new Broadcasting Act was
22 proclaimed into force on June 4. The government
23 has taken action to inform Canadians of the new
24 anti-piracy provisions and to prevent the spread
25 of unauthorized decoding.

1 The government has reaffirmed its
2 commitment to provide for an ephemeral recording
3 exception in the next round of copyright revision.
4 This is copyright revision Phase 2, which is now
5 well under way. Although laws are not made
6 overnight and retroactivity runs against the
7 tradition of Canadian law-making, the government
8 should be able to clarify its position shortly.

9 In addition, as recommended, the
10 government has acknowledged the flexibility of the
11 Memorandum of Understanding as the appropriate
12 instrument to govern the Broadcasting Fund and
13 will maintain this approach.

14 Working together, industry and
15 government have dealt with two more short-term
16 recommendations. The Girard-Peters Task Force has
17 recommended the creation of a committee to monitor
18 the evolution of communications technology. Such
19 a committee has been created. Advance
20 Broadcasting Systems of Canada, or ABSOC, has been
21 recognized by the Minister as the proper
22 instrument to monitor and provide advice on new
23 technologies. With joint government and industry
24 funding, ABSOC will continue its work in this
25 important area.

1 Furthermore, the Department of
2 Communications and Revenue Canada are co-operating
3 with the Canadian Association of Broadcasters to
4 improve enforcement of section 19 of the Income
5 Tax Act. We have been advised by Revenue Canada
6 recently that some instants of non-compliance have
7 been identified, and we will be pursuing the
8 matter further with Revenue Canada and the CAB.

9 The remaining three
10 recommendations addressed to government propose
11 that a three-year moratorium be imposed on the
12 licensing of all new broadcast services. Of
13 course, the Minister dealt with this a few minutes
14 ago.

15 Tomorrow we will continue laying
16 the foundations and perhaps some of the framework
17 for a long-term industrial strategy for Canadian
18 television.

19 Thank you.

20 THE CHAIRMAN: Thank you, Mr.
21 Racine, for doing a masterful job of trying to
22 synthesize all the discussion that took place
23 today.

24 As your report pointed out very
25 correctly, it has been a very busy and a very full

1 day, one which has been very productive and
2 constructive for each of us.

3 I propose that we break now. Nous
4 reprendrons demain matin vers 8 h 30.

5 There is a small reception we will
6 hold very shortly, and I hope I have a chance to
7 meet with many of you there. Thank you very much,
8 ladies and gentlemen, for your participation
9 today.

10 --- Adjourned at 6:50 p.m.

11

